

BOÎTE À OUTILS POUR LA PLANIFICATION DE TRANSITIONS JUSTES



<https://cif.org/just-transition-toolbox/home>

Table des matières

À propos de la boîte à outils	4
Qu'est-ce qu'une transition juste ?	4
Qu'est-ce que cette boîte à outils ?	5
À quoi sert la boîte à outils ?	5
Comment la boîte à outils est-elle organisée ?	5
Par où commencer ?	6
Que faire lorsque les données disponibles sont limitées ou de mauvaise qualité ?	6
Comment la boîte à outils a-t-elle été préparée ?	7
Citation recommandée	7
Nous contacter	7
Remerciements et références	7
Module 1. Mobiliser les parties prenantes	10
1.1 Enclencher le dialogue sur la transition	10
1.2 Créer un mécanisme de coordination	12
1.3 Stratégies et méthodes d'engagement	13
1.3.1 Identifier et engager les parties prenantes pertinentes	14
1.3.2 Une conception axée sur la population	18
1.3.3 Renforcement des capacités des parties prenantes	20
Module 2. Élaboration des objectifs et de la vision	23
2.1 Définir la nature et la portée de la transition	23
2.1.1 Exercices de mise en situation	24
2.1.2 Profils régionaux et sectoriels	24
2.2 Comprendre le contexte socioéconomique	25
2.2.1 Analyse de l'économie politique	25
2.2.2 Cartographier les parties prenantes	26
2.2.3 Cartographier les politiques et les institutions	27
2.2.4 Analyse des questions de genre	28
2.2.5 Analyse de la pauvreté multidimensionnelle	30
2.2.6 Analyse des systèmes de protection sociale	31
2.3 Clarifier les principes de transition juste	32
Module 3. Analyser les effets et les opportunités	34
3.1 Répercussions et opportunités sur le marché de l'emploi	34
3.1.1 Évaluation des répercussions sur l'emploi	34
3.1.2 Analyse des emplois verts	35
3.1.3 Évaluation du marché du travail	37
3.1.4 Analyse de la mobilité des travailleurs	38

3.2 Les effets sociaux.....	38
3.2.1 Évaluation des effets sociaux.....	39
3.3. Effets économiques et options de diversification	40
3.3.1 Évaluation des effets économiques.....	40
3.3.2 Évaluation de la diversification économique.....	41
3.3.3 Évaluation de la réaffectation des ressources.....	42
3.4 Effets environnementaux et remise en état des terres	43
3.4.1 Évaluation de la pollution et évaluation de la réaffectation des terres	43
3.5 Méthodes générales d'analyse des effets et des stratégies potentielles.....	44
4. Élaborer des stratégies.....	47
4.1 Élaborer des stratégies pour limiter les effets des transitions.....	47
4.1.1 Répercussions sur l'emploi.....	48
4.1.2 Les effets sociaux.....	49
4.1.3 Effets économiques.....	50
4.1.4 Effets à long terme sur l'environnement.....	51
4.2 Lutter contre les inégalités dans le cadre d'une transition	52
4.3 Préparer un plan de transition juste	53
Module 5. Ressources et partenariats.....	56
5.1 Stratégie de recherche, d'innovation et d'enseignement	56
5.2 Mobiliser des ressources financières.....	57
5.3 Suivi, évaluation et apprentissage	61

À propos de la boîte à outils

Qu'est-ce qu'une transition juste ?

Partout dans le monde, de grands changements se dessinent dans des secteurs essentiels de notre société : notre production et notre consommation d'énergie, de biens et même de nourriture ; nos déplacements ; la gestion de l'eau et des déchets ; la gestion et la protection de nos ressources naturelles et des paysages ; et la production des biens et services dont dépendent nos économies. Ces changements sont insufflés par le besoin de lutter contre le changement climatique et de s'attaquer aux nombreuses autres externalités environnementales et sociales de nos pratiques actuelles de consommation et de production. Mais ces changements sont également provoqués par l'adoption de nouvelles technologies, les marchés en pleine mutation ou les préférences fluctuantes des consommateurs.

Les grands changements socioéconomiques, qu'ils soient locaux ou nationaux, sont souvent synonymes de bouleversements. Une économie plus verte et des processus de production plus durables bénéficieront dans l'ensemble à la société, mais la transition peut aussi engendrer de nouveaux coûts et de nouveaux risques pour certaines personnes. Par exemple, certaines d'entre elles pourraient perdre leur emploi ou souffrir des effets négatifs pesant sur leur activité économique locale, même si la transition permet dans l'ensemble d'augmenter le nombre d'emplois ou de renforcer l'activité économique.

Ces perturbations, si elles ne sont pas gérées avec attention, pourront avoir d'importants effets sur les populations, surtout sur les personnes et les communautés dont les moyens de subsistance seront touchés, ou sur celles qui étaient déjà vulnérables. Ces conséquences néfastes pousseront ensuite les populations locales à résister à la transition.

Le concept de transition juste encourage les planificateurs et les autres parties prenantes à :

- Promouvoir activement des **processus d'inclusion sociale** au moment de la planification et de la mise en œuvre de la transition (soit garantir la « justice procédurale »).
- **Limiter les coûts ou les autres effets néfastes** de la transition là où ils pèsent de manière injuste sur certains groupes ou provoquent des difficultés, et concevoir une nouvelle économie qui permet la **répartition des bénéfices** dans toute la société (soit garantir la « justice distributive »).
- Exploiter autant que possible la transition pour également **réformer les structures sociales ou économiques existantes** à l'origine d'injustices et/ou de vulnérabilités (soit promouvoir la « justice restaurative »). Des transitions bien pensées peuvent être exploitées pour apporter de nombreux changements positifs dans les communautés et les régions.

Beaucoup d'enjeux sociaux, économiques et environnementaux doivent être pris en compte et dans le cadre de la gestion du processus de changement. Parmi ces enjeux se trouvent les effets sur les travailleurs, qui sont touchés par le ralentissement progressif de certains secteurs, ainsi que d'autres effets économiques ou sociaux qui peuvent toucher les communautés locales, les petites entreprises et les gouvernements locaux. Dans certains secteurs, l'une des grandes inquiétudes à ce sujet est de savoir comment gérer les effets de l'économie actuelle sur l'environnement, comme les forêts dégradées, les sols pollués ou les anciennes exploitations minières.

Lors de la planification, il est aussi essentiel d'identifier clairement comment les différentes formes de discrimination ou de marginalisation croisées, basées sur le genre, l'origine, l'ethnicité, l'âge, etc., peuvent influencer la répartition des coûts et des bénéfices. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies afin de tout faire pour que l'adoption de nouvelles pratiques et le passage à de nouvelles industries réduisent les inégalités et ne les augmentent pas.

La planification de transitions justes peut servir de lien entre l'action climatique et la promotion d'autres objectifs de développement durable, car elle couvrira de nombreuses questions de politique sociale, environnementale et économique. Pour ce faire, les stratégies imaginées pour promouvoir les transitions justes doivent respecter les autres politiques et plans qui partagent les mêmes objectifs. Dans le même temps, il peut s'avérer nécessaire de modifier, ou grandement réformer, des politiques, des plans et des règles budgétaires afin de respecter la vision de la transition juste.

L'une des activités importantes du début de la planification est de trouver un accord entre les parties prenantes afin de pouvoir définir les objectifs d'une transition juste, et ce dans n'importe quel contexte, ainsi que les principes à suivre lors de la planification (voir le **Module 2.3**).

Qu'est-ce que cette boîte à outils ?

Elle offre un guide pratique afin de planifier des transitions climatiques et/ou durables, équitables et inclusives. La boîte à outils présente les concepts clés et les éléments essentiels pour atteindre une transition juste : des échanges et analyses de départ, à la préparation d'un plan complet de transition.

Les ressources ont été pensées pour servir dans de nombreux contextes et fournissent de véritables exemples ainsi que des liens vers des ressources pratiques externes.

À quoi sert la boîte à outils ?

Elle peut être utilisée par des parties prenantes très différentes et impliquées dans la planification, le financement et/ou le soutien à la transition, dont :

- des agences gouvernementales au niveau national ou infranational, en particulier celles qui doivent lancer ou coordonner la transition ;
- des institutions d'aide au développement, des partenaires bilatéraux de développement, des agences internationales et d'autres parties prenantes apportant une aide financière et technique ;
- des organisations de la société civile, des syndicats et d'autres parties prenantes œuvrant pour une transition juste.

Comment la boîte à outils est-elle organisée ?

Elle se compose de cinq modules interconnectés :

- Mobiliser les parties prenantes
- Mettre au point une vision et des objectifs
- Analyser les effets et les opportunités
- Élaborer des stratégies
- Ressources et partenariats

Chaque module se compose d'un aperçu des activités, des outils et des méthodes clés, suivi d'une série d'exemples réels et de liens vers des ressources.

Graphique. Structure de la boîte à outils pour la planification de transitions justes



Par où commencer ?

La boîte à outils présente les nombreuses activités qui permettent de préparer et de mettre en œuvre une transition. Il peut être difficile de savoir par où commencer une planification aussi complexe. Et les défis peuvent être immenses : une économie politique réfractaire au changement ou qui ne s'implique pas activement dans le dialogue autour de la planification de la transition, des données lacunaires qui empêchent de bien analyser la situation ou de prendre des décisions, des restrictions financières ou des problèmes de coordination entre les acteurs ou les différentes expertises, entre autres.

Alors, comment faire dans ce contexte ? Quelles mesures sont les plus importantes à court terme ?

Pour vous aider à prendre position et à comprendre les besoins immédiats dans votre situation, il pourrait être intéressant de vous poser quelques **questions d'orientation** pour commencer. En vous posant ces questions, vous pourrez définir la situation actuelle ou ce qui a déjà été fait dans le contexte dans lequel vous travaillez.

Questions d'orientation

- Quel(s) secteur(s) vous intéresse(nt) ?
- Quel niveau de planification vous intéresse (local, provincial ou national) ?
- Le débat autour de la transition juste est-il déjà en cours ? (Si ce n'est pas le cas, consultez le **Module 1.1**.) Si c'est le cas, quelles parties prenantes parlent activement de cette transition ? Les différentes parties de la communauté sont-elles au courant qu'une transition est en cours ou arrive ? Les parties prenantes qui pourraient être touchées (comme les travailleurs, les agriculteurs, les petites entreprises) sont-elles au fait des débats et y prennent-elles part ?
- Existe-t-il une organisation qui coordonne les parties prenantes lors des dialogues sur la planification de la transition, que ce soit au sein ou en dehors du gouvernement ? (Si ce n'est pas le cas, consultez le **Module 1.2**.)
- Un gouvernement s'est-il engagé à soutenir une transition juste ? Quelles parties du gouvernement prennent part aux débats sur la transition ou à sa planification ?
- Quelles informations sont disponibles publiquement au sujet des possibles effets sur le(s) secteur(s) d'intérêt ? Les informations disponibles sont-elles perçues comme fiables par les différentes parties prenantes ? Sont-elles accessibles à différentes parties prenantes, y compris à des groupes qui ne prennent généralement pas part aux processus publics de planification ? (Si ce n'est pas le cas, consultez le **Module 2.2**.)
- Une analyse a-t-elle été menée sur les effets possibles de la transition sur les groupes de parties prenantes, comme les travailleurs ? (Si ce n'est pas le cas, consultez le **Module 3**.)
- Avez-vous connaissance de mesures spécifiques ayant été mises en place pour limiter certains des effets néfastes de la transition ? Si c'est le cas, qui est la cible de cette aide (qui sont les bénéficiaires probables) ? (Si ce n'est pas le cas, ou si ces mesures sont limitées, consultez le **Module 4**.)

Que faire lorsque les données disponibles sont limitées ou de mauvaise qualité ?

Pour planifier la transition, vous aurez dans l'idéal besoin de beaucoup de connaissances et données variées. Cependant, dans le monde réel, il manque parfois beaucoup de certaines données, ce qui limite notre capacité à prendre des décisions. Les données peuvent manquer, ne pas être accessibles au grand public, ne pas être disponibles pour la bonne échelle (nationale ou locale), ou ne pas être ventilées de manière à vraiment évaluer les inégalités et les effets distributifs (par exemple, par genre).

Certaines activités peuvent être menées sans beaucoup de données. Par exemple, les premiers échanges avec les parties prenantes peuvent déjà donner une idée des opportunités, stratégies et risques généraux.

La collecte de données manquantes deviendra aussi une activité importante à laquelle plusieurs acteurs pourront contribuer : les différents départements du gouvernement, des organisations de recherche et d'enseignement, des organisations de la société civile et l'industrie. Pour améliorer les statistiques relatives aux sujets clés, comme le marché du travail, il sera peut-être nécessaire de coordonner plusieurs entités, systèmes de collecte de données et niveaux (local, provincial, national et parfois international). Il peut donc être utile de commencer par nouer des liens et d'échanger ensemble sur les options possibles.

Même lorsque vous avez des données, il peut être compliqué de garantir leur précision et leur impartialité. Pour ce faire, vous pouvez utiliser plusieurs méthodes d'analyse ou vous fonder sur plusieurs sources de données. Ainsi, vous pourrez améliorer la portée et/ou la fiabilité de votre analyse.

Comment la boîte à outils a-t-elle été préparée ?

La boîte à outils se fonde sur les connaissances et expériences mises au point par les Fonds d'investissement climatiques (CIF) et leurs partenaires lors des dernières années, ainsi que sur des recherches approfondies visant à trouver les approches et les outils adoptés dans le monde entier pour la planification de transitions justes.

Les créateurs de cet outil ont également rassemblé des idées et des exemples issus d'entretiens avec des représentants de gouvernements, des institutions d'aide au développement, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et d'autres organisations internationales, des organisations de la société civile ou locales ainsi que différents secteurs d'activité.

Les exemples présentés dans les modules ne sont pas nécessairement de « bonnes pratiques ». Leur effet n'a pas été vérifié et la plupart présentent certainement des défauts par rapport à l'objectif d'une transition juste « parfaite ». Ils ont été ajoutés à cet outil afin de présenter différentes approches et différents modèles déjà mis en place, et pour inspirer ceux qui doivent trouver des activités à mettre en place dans d'autres contextes.

Citation recommandée

Atteridge, A., A. De Leo, H. Searight, M. Davis, L. Radwan, R. Madhusudanan. 2023. Boîte à outils pour la planification de transitions justes. Fonds d'investissement climatiques, Washington D.C.

Nous contacter

Nous sommes toujours heureux de recevoir vos remarques sur la Boîte à outils pour la planification de transitions justes. Si vous pensez que d'autres ressources ou exemples devraient être intégrés à l'un des modules, contactez-nous. Si vous pensez qu'un exemple ou qu'une ressource n'est pas représenté comme il se doit dans la boîte à outils, ou qu'il pose problème dans le contexte de la promotion d'une transition juste, contactez-nous.

Contactez-nous par e-mail : Aaron Atteridge : aatteridge@worldbank.org

Remerciements et références

Cette boîte à outils se fonde sur les connaissances de nombreux experts et articles. Nous n'avons pas opté pour des citations individuelles pour ne pas alourdir le contenu de cette plateforme en ligne destinée aux utilisateurs. Cependant, nous avons élaboré cet outil grâce aux connaissances et aux savoir-faire accumulés et tirés de nombreux articles et experts travaillant sur le sujet.

Il nous faut remercier de nombreuses personnes d'avoir accepté de partager leur savoir-faire, de nous avoir dédié leur temps et de nous avoir apporté leur contribution lors de l'élaboration de la Boîte à outils pour la planification de transitions justes. C'est le cas de : Kidanua Abera Gizaw (Banque africaine de développement), Mariana Alfonso (Banque interaméricaine de développement), Laura Becerra (Neyen Consulting), Leonardo Beltran (Membre du Conseil consultatif de l'initiative des CIF en faveur de la transition juste [Just Transition Initiative]), Eva Bernard (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), Margherita Calderone (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), Pietro Calice (Banque mondiale), Ezgi Canpolat (Banque mondiale), Andrea Carega (CIF), Sherwin Cotta (Département des Affaires, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle du Royaume-Uni), Marion Davis (rédactrice indépendante), Mafalda Duterte (CIF), Kate Hughes (Banque asiatique de développement), Jairus Josol (Banque asiatique de développement), Nina Kolybashkina (CIF), Anne Lillis (CIF), Brittney Melloy (CIF), Flavia Milano (Banque interaméricaine de développement), Nithi Nesadurai (Climate Action Network Southeast Asia, soit le réseau d'action climatique d'Asie du Sud-Est), Andrew Norton (CIF), Ines Novais (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), Sandeep Pai (Centre for Strategic and International Studies, soit le Centre d'études internationales et stratégiques), Miguel Rescalvo (Neyen Consulting), Camilla Roman (Organisation internationale du Travail), Neha Sharma (CIF), Anna Vasylyeva (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), et Mike Ward (CIF).

Nous avons également utilisé de nombreuses publications pour élaborer cette boîte à outils. En plus des sources mentionnées pour chaque exemple et ressource individuels, nous avons consulté :

- Banque asiatique de développement. n.d. « Social Protection and Labor. » (Protection sociale et travail) Banque asiatique de développement. Social Development and Poverty (Développement social et pauvreté) (blog).
- Akgüç, Mehtap, Kalina Arabadjieva, et Béla Galgóczi. 2022. « Pourquoi le cadre de "transition équitable" de l'UE n'est pas à la hauteur de ses ambitions en matière de climat. » Note d'orientation. Institut syndical européen (ETUI).

- Anderson, Teresa. 2019. « Principles for a Just Transition in Agriculture. » (Principes pour une transition juste dans le domaine de l'agriculture.) Action Aid.
- Atteridge, Aaron, et Claudia Strambo. 2021. « How Can Socio-Economic Transitions Be Better Managed? » (Comment mieux gérer les transitions socioéconomiques ?) Rapport du SEI. Institut de Stockholm pour l'Environnement (SEI).
- Aung, May Thazin, et Claudia Strambo. 2020. « Distributional Impacts of Mining Transitions: Learning from the Past. » (Les effets distributifs des transitions dans le secteur minier : tirer des leçons du passé.) Document de travail du SEI. Institut de Stockholm pour l'Environnement.
- CIF et CSIS. 2020. « Just Transition Concepts and Relevance for Climate Action: A Preliminary Framework. » (Concepts de la transition juste et pertinence dans le cadre de l'action climatique : cadre préliminaire.) Initiative pour une transition juste, Fonds d'investissement climatiques.
- Département du Premier ministre et du Cabinet. 2020. « Distributional Analysis. » (Analyse distributive.) Note d'orientation. Gouvernement australien.
- Gendronneau, Cloé, Arkadiusz Wiśniowski, Dilek Yildiz, Emilio Zagheni, Lee Fiorio, Yuan Hsiao, Martin Stepanek, Ingmar Weber, Guy Abel, et Stijn Hoorens. 2019. « Measuring Labour Mobility and Migration Using Big Data. » (Mesurer la mobilité et la migration des travailleurs à l'aide de mégadonnées.) RAND Europe et la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.
- Horton, Mark, et Asmaa El-Ganainy. n.d. « Qu'est-ce que la politique budgétaire ? » Fonds monétaire international (FMI). Finances et Développement (blog).
- Hughes, Kate, et Miguel Rescalvo. 2021. « Just Transition Beyond the Energy Sector. » (Une transition juste au-delà du secteur de l'énergie.) Note 195 de la Banque asiatique de développement. Banque asiatique de développement.
- Banque interaméricaine de développement (IDB). 2018. « IDB Group Civil Society Engagement Strategy. » (Stratégie du Groupe de la Banque interaméricaine de développement visant à doper l'engagement de la société civile.) Banque interaméricaine de développement.
- Banque interaméricaine de développement IDB. 2020. « Public Consultations Step-by-Step: +300 Regulatory and Legal Frameworks Applicable in Latin America and the Caribbean. » (Les consultations publiques étape par étape : plus de 300 cadres réglementaires et juridiques applicables en Amérique latine et dans les Caraïbes.) Banque interaméricaine de développement.
- OIT, dir. 2019. Webinaire GAIN 7 : Skills for a Greener Future: Taking Stock and Looking Ahead. (Des compétences pour un avenir plus respectueux de l'environnement : faire le point et se tourner vers l'avenir.) Organisation internationale du Travail.
- OIT. 2022. « Finance for a Just Transition and the Role of Transition Finance. » (La finance pour une transition juste et le rôle de la finance dans le domaine de la transition.) Papier du Groupe de travail sur la finance durable du G20. Organisation internationale du Travail.
- International Association for Impact Assessment (IAIA, soit l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts). n.d. « Social Impact Assessment. » (Évaluation des effets sociaux.) IAIA Wiki (blog).
- Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). 2020. « Measuring the Socio-Economics of Transition: Focus on Jobs. » (Mesurer les effets socioéconomiques d'une transition : accent sur les emplois.) Abou Dabi : Agence internationale pour les énergies renouvelables.
- Joshi-Ghani, Abha, et Deblina Saha. 2018. « Which Sectors Have Attracted Most Private Investments in Infrastructure in 2017? » (Quels secteurs ont attiré le plus d'investissements privés dans les infrastructures en 2017 ?) Blog de la Banque mondiale Getting Infrastructure Finance Right (Bien comprendre la finance dans les infrastructures) (blog). Novembre 2018.
- Lahiri-Dutt, Kuntala, Sophie Dowling, Donny Pasaribu, Arnab Roy Chowdhury, Huong Do, et Ruchira Talukdar. 2022. « Just Transition for All: A Feminist Approach for the Coal Sector. » (Une transition juste pour tous : une approche féministe pour le secteur du charbon.) Washington D.C. : Banque mondiale.
- Lestari, Tari, et Balgis Inayah. 2023. « Guidelines: Advancing Just Transitions in Indonesia. » (Lignes directrices : faire progresser les transitions justes en Indonésie.) Dala Institute et Climate Strategies.

- Molina Romo Oscar. 2022. « The Role of Tripartite Social Dialogue in Facilitating a Just Transition: Experiences from Selected Countries. » (Le rôle du dialogue social tripartite pour faciliter une transition juste : expériences issues d'une sélection de pays.) Document de travail 76 de l'OIT. Organisation internationale du Travail.
- OCDE. 2013. « Innovation-Driven Growth in Regions: The Role of Smart Specialisation. » (Croissance dopée par l'innovation dans les régions : le rôle de la spécialisation intelligente.) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Pinko, Nicole, et Angela Ortega Pastor. 2022. « What Makes a Transition Plan Credible? Considerations for Financial Institutions. » (Qu'est-ce qui rend un plan de transition crédible ? Éléments à prendre en compte pour les institutions financières.) Climate Policy Initiative.
- Gouvernement du Queensland. 2017. « Economic Impact Assessment Guideline. » (Ligne directrice pour l'évaluation des effets économiques.) Département du développement de l'État.
- Gouvernement écossais. 2016. « Computable General Equilibrium Modelling: Introduction. » (Modélisation d'un équilibre général calculable : introduction.) Fiche d'information. Direction de l'économiste en chef.
- Gouvernement écossais. 2020. « Just Transitions: A Comparative Perspective. » (Transitions justes : vision comparative.) Direction de l'énergie et du changement climatique.
- START. 2021. « Good Practice Examples of Regional and Sub-Regional Strategies in Coal Regions in Transition. » (Exemples de bonnes pratiques de stratégies régionales et sous-régionales dans des régions charbonnières en transition.) START, Commission européenne.
- Strambo, Claudia, May Thazin Aung, et Aaron Atteridge. 2019. « Navigating Coal Mining Closure and Societal Change: Learning from Past Cases of Mining Decline. » (S'adapter à la fermeture des mines de charbon et aux changements sociaux : tirer des leçons des précédents déclin de l'exploitation minière.) Document de travail du SEI. Institut de Stockholm pour l'Environnement.
- Taylor, Abigail, et Racquel Ortega-Argiles. 2019. « What Is Smart Specialisation? » (Qu'est-ce que la spécialisation intelligente ?) Université de Birmingham. City REDI Blog (blog). Juillet 2019.
- Conseil sur le transport et les infrastructures, n.d. « Australian Transport Assessment and Planning (ATAP) Guidelines - Category 4: Tools and Techniques. » (Lignes directrices pour la planification et l'évaluation des transports australiens. Catégorie 4 : outils et techniques.) Commonwealth d'Australie.
- ONU-Femmes. n.d. « Qu'est-ce que la budgétisation tenant compte de la question du genre ? » ONU-Femmes (blog).
- Banque mondiale. 2018. « Managing Coal Mine Closure: Achieving a Just Transition for All. » (Gérer la fermeture de mines de charbon : atteindre une transition juste pour tous.) Document de travail. Banque mondiale.
- Zinecker, Anna, Phillip Gass, Ivetta Gerasimchuk, Purva Jain, Tom Moerenhout, Yuliia Oharenko, Anissa Suharsono, et Christopher Beaton. 2018. « Real People, Real Change: Strategies for Just Energy Transitions. » (Véritables personnes, véritables changements : des stratégies pour des transitions justes dans le domaine des énergies.) Institut international du développement durable (IISD), Initiative mondiale sur les subventions.

Module 1. Mobiliser les parties prenantes

Il est essentiel pour une transition juste de créer et maintenir un processus d'inclusion sociale lors de la planification. Ce type de processus aide à obtenir de meilleurs résultats et à considérablement réduire le risque de conflits sociaux et de résistance au changement.

Les parties prenantes, dont font partie les groupes marginalisés, doivent avoir la possibilité d'influencer la manière dont sont définis les risques et les opportunités, la vision de la transition, les principes fondateurs de la planification et les stratégies prioritaires pour la promotion de futurs moyens de subsistance.

1.1 Enclencher le dialogue sur la transition

La planification d'une transition ne commence pas spontanément. Il est essentiel d'enclencher un dialogue entre les parties prenantes afin de lancer le processus. Surtout lorsque les parties prenantes sont réticentes. Les gouvernements et les chefs de file de l'industrie ont souvent peur des réactions politiques s'ils admettent des changements structurels qui influenceront les économies et communautés locales. En conséquence, les personnes les plus concernées ne sont pas informées ou se sentent vulnérables. Dans les deux cas, en l'absence d'un processus clair qui permet de protéger leurs revenus et d'aborder leurs inquiétudes, elles auront plus tendance à être réticentes au changement et moins enclines à prendre part au dialogue.

Un dialogue précoce entre les parties prenantes peut créer l'élan nécessaire pour une planification plus détaillée de la transition. Vous n'avez pas besoin de connaître la portée de la transition ou sa date précise de début. L'important est, dès le début du processus, d'impliquer les différentes parties prenantes dans un dialogue sur les changements potentiels et les manières de gérer leurs effets.

Objectifs clés

Vous trouverez ci-dessous les objectifs clés de ce dialogue précoce :

- Sensibiliser aux voies possibles de transition pour les communautés et les gouvernements et à leurs effets potentiels.
- Obtenir des points de vue différents sur ces voies et leurs effets.
- Construire une coalition de parties prenantes qui ont envie de relever les défis qui les attendent. Elles aideront à élargir l'engagement des parties prenantes et à jeter les bases d'une planification proactive.

Se lancer

Pour créer un dialogue ouvert et efficace, n'hésitez pas à suivre les conseils et mesures ci-dessous :

- Lorsque vous devez choisir quelles parties prenantes contacter en premier, n'oubliez pas le contexte.

Les dialogues ascendants et descendants peuvent tous être utiles. Il est surtout important d'enclencher un dialogue qui permet de réunir plusieurs points de vue et qui ne cherche pas à définir ou contrôler le programme dès le début.

Vous trouverez d'autres conseils sur le choix des parties prenantes à contacter dans le Module 2. Pour les analyses de l'économie politique, consultez le [Module 2.2.1](#). Pour la cartographie des parties prenantes, consultez le [Module 2.2.2](#). Pour l'analyse des questions de genre, consultez le [Module 2.2.4](#).

- La manière dont vous invitez les parties prenantes et dont vous encadrez ce dialogue est essentielle.
 - Concentrez-vous sur les revenus des populations ainsi que sur leurs idées pour le développement local et la prospérité.
 - Abordez les inquiétudes économiques, sociales ou environnementales particulières.
 - Demandez aux parties prenantes quelles solutions sont, selon elles, nécessaires pour relever les défis auxquels elles font face.
- La confiance est indispensable.

Il est important de prendre en compte les perceptions d'injustices et d'inégalités des parties prenantes et de s'attaquer à la cause de ces perceptions.
- Diagnostiquez le statut des débats sur la transition.

Cartographiez les parties prenantes pour savoir ce que pensent les différentes parties prenantes de la transition (par exemple, si elles reconnaissent que le changement est en cours ou qu'il est

probable qu'il ait lieu). Pour plus d'informations sur la cartographie des parties prenantes, consultez le **Module 2.2.2**.

- Renforcer les connaissances de parties prenantes.

Créez des ressources et des plateformes permettant de partager des informations qui aideront les populations à mieux comprendre les moteurs du changement dans certains secteurs et certaines régions, ainsi que ses possibles effets. Pour en savoir plus sur les approches de renforcement des capacités des parties prenantes, consultez le **Module 1.3.3**.

- Créez un processus d'écoute des personnes et des communautés qui pourraient être touchées.

Beaucoup de parties prenantes disposent des connaissances ou informations nécessaires pour comprendre les effets possibles de la transition. Cependant, elles n'ont pas toujours une vue d'ensemble. Pour renforcer l'engagement et la responsabilité partagée du processus de planification, travaillez avec différentes parties prenantes afin de créer des ressources de connaissances. Cette activité permet aussi aux communautés de façonner le dialogue et de définir leurs propres visions et besoins de soutien. Pour en savoir plus sur les méthodes centrées sur les populations visant à mieux impliquer les parties prenantes, consultez le **Module 1.3.2**. Pour en savoir plus sur les approches de renforcement des capacités des parties prenantes, consultez le **Module 1.3.3**. Pour découvrir des exercices de mise en situation, consultez le **Module 2.1.1**.

- Prévoyez des financements pour des forums de parties prenantes et d'autres types de consultation.

Les gouvernements nationaux (ou des donateurs externes, dans des pays qui reçoivent une aide au développement ou des financements climatiques, par exemple) peuvent allouer des fonds, aux niveaux local et national, afin de mener une analyse du contexte ou de rassembler les parties prenantes.

- Intégrez des objectifs et activités de transition juste dans les documents clés de politique et de planification.

En intégrant des objectifs et activités de transition juste dans des documents comme des plans nationaux de développement, des plans sectoriels et des contributions déterminées au niveau national selon l'Accord de Paris, le sujet abordé devient légitime. Cette méthode laisse plus d'espace au dialogue, crée un engagement à financer le dialogue sur la transition et la planification et encourage plusieurs ministères à se demander quels sont les liens entre leur travail et la planification de transitions justes.

EXEMPLES

- Campagne d'écoute de la ville de Londres, Royaume-Uni.
- Intégration d'approches de transition juste dans la politique nationale indonésienne « Projet d'écoute sur la transition juste »
- Plateforme pour une transition juste, Union européenne
- Enquête sur les perceptions des parties prenantes sur les risques de la transition climatique, équipe du Kenya pour le dialogue communautaire, Canada

RESSOURCES

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Note 10 sur les bonnes pratiques : créer des campagnes de communication pour la réforme des subventions énergétiques\) \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2018\)](#) – Cette note vise à aider les gouvernements à communiquer de manière proactive avec les citoyens sur la réforme des subventions énergétiques. Elle fait connaître aux praticiens certains des éléments les plus importants d'une campagne de communication efficace et fondée sur des éléments probants, y compris son calendrier, la consultation des parties prenantes, les recherches sur les opinions, ses messages, ses messagers, les médias et son évaluation.

[Renforcer l'implication des parties prenantes pour le Programme 2030 : guide pratique \(Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, 2020\)](#) – Cette publication adapte, met à jour et élargit le contenu d'une [formation en ligne et en libre accès](#) créée par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et l'UNITAR. Le

chapitre 2 fournit des conseils détaillés sur les principes, concepts, interlocuteurs et méthodes permettant de mobiliser les parties prenantes lors de la planification. En particulier : la section 2.4 sur les principes généraux relatifs à l'engagement des parties prenantes, la section 2.5 sur la participation des populations marginalisées, la section 2.6 sur les défis concrets à prendre en compte, la section 2.8 pour un aperçu des grands groupes pouvant être concernés et le chapitre 3 sur les approches et outils pour renforcer la mobilisation.

[Le modèle de changement dialogique \(Collective Leadership Institute, 2022\)](#) – Ce modèle se compose de quatre phases visant à activer et guider la collaboration des parties prenantes. La phase 1 se concentre en particulier sur les manières de renforcer l'enthousiasme pour le changement envisagé et d'éveiller l'intérêt des parties prenantes pour la collaboration. Cette ressource explique les approches pouvant être utilisées à ce stade, ainsi que plus tard, pour les processus d'engagement et de collaboration.

1.2 Créer un mécanisme de coordination

La coordination est essentielle à la planification d'une transition juste. Sans elle, nombreux seront les dialogues, les analyses et les tâches de planification qui finiront par être incohérents ou qui n'aboutiront pas du tout.

Une entité dont la mission et les ressources lui permettent de diriger la coordination doit aider à rassembler les parties prenantes, à élaborer de premières ressources de connaissances visant à renforcer leurs capacités à prendre part au dialogue, et à éventuellement mobiliser des fonds pour ces premières tâches.

Il peut être utile de créer ou de nommer une entité chargée de coordonner l'engagement des parties prenantes, et le processus de planification de manière plus générale. Elle peut aider à optimiser les synergies et à garantir des communications cohérentes avec le public et les parties prenantes qui pourraient être touchées. La coordination au sein du gouvernement est également essentielle. En effet, des ministères et niveaux différents du gouvernement devront s'impliquer et collaborer.

Rôles et responsabilités

Le rôle de cette entité de coordination est de savoir ce qui se passe et de trouver des manières de tout assembler afin de créer un plan de transition juste et cohérent. Cette entité de coordination ne doit pas décider comment définir et classer par ordre de priorité les risques et solutions de la transition. Elle ne doit pas non plus être responsable de toutes les mesures nécessaires à la planification d'une transition juste. Une entité seule n'aura certainement pas tout le savoir-faire et toutes les connaissances nécessaires pour gérer les nombreux enjeux. Plusieurs parties prenantes doivent contribuer à chaque activité, et les prendre en charge.

Modèles de coordination

Aucun modèle de coordination n'est parfait : tout dépend du contexte. La coordination peut-être organisée localement, ou à un niveau supérieur, par le gouvernement provincial ou national, par exemple. Cependant, des exemples de transitions passées suggèrent que les planifications du développement ascendantes, locales et gérées par les communautés sont bénéfiques. Ces planifications tendent à générer des résultats positifs et durables. En conséquence, l'institution de coordination devrait travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes locales. Souvent, ce sont de nouvelles institutions créées spécialement qui jouent ce rôle.

Transparence

Pour que les parties prenantes aient confiance dans le processus de coordination, il est essentiel de garantir la transparence des critères d'adhésion à l'entité, de sa composition et de son fonctionnement. Il est aussi crucial d'expliquer clairement comment seront intégrés aux plans finaux les avis des parties prenantes et les contributions issues des consultations.

EXEMPLES

- Coordination de la planification d'une transition juste en Afrique du Sud
- Unité pour la transition juste en Nouvelle-Zélande
- Commission sur la transition juste en Écosse
- Agence spéciale créée pour coordonner la transition d'une région charbonnière, Australie

RESSOURCES

[Évaluation institutionnelle du changement climatique \(Banque mondiale, 2021\)](#) – Cette ressource aide à identifier les forces et les faiblesses du cadre institutionnel visant à relever les défis de la gouvernance du changement climatique dans plusieurs contextes. Il est en particulier destiné aux agences gouvernementales en charge de l'élaboration de politiques, de la planification et du financement, et celles qui dirigent la politique de lutte contre le changement climatique, ainsi que les organes interministériels dédiés au changement climatique.

[Boîte à outils sur la gouvernance des transitions : élaboration de structures de gouvernance et de processus d'engagement des parties prenantes pour les régions charbonnières en transition \(Commission européenne, 2020\)](#) – Cette boîte à outils donne des informations sur des enjeux clés de gouvernance pour les régions qui travaillent à la décarbonation et à la diversification de leurs économies. Vous y trouverez des informations sur : la construction de modèles de gouvernance efficaces, la création et la mise en œuvre de processus d'engagement des parties prenantes et de dialogue social ; et le renforcement du rôle de la société civile dans la transition. Les sections sur les modèles de gouvernance (pp.7-9 et 21-24) sont très intéressantes et proposent des exemples réels (Australie, Allemagne, Grèce, Pays-Bas et Ukraine).

1.3 Stratégies et méthodes d'engagement

Afin de montrer la large gamme d'effets potentiels des transitions, vous devez inviter de nombreuses parties prenantes à participer à la planification de la transition. Cette participation aide aussi à obtenir les différents savoir-faire nécessaires à la gestion de défis variés, et à renforcer la confiance des parties prenantes dans le processus, ainsi que leur responsabilité.

Pour en savoir plus sur certains outils et méthodes qui permettent d'identifier les parties prenantes pertinentes, consultez le **Module 1.3.1**.

La manière de faire participer les parties prenantes est tout aussi importante que les parties prenantes que vous contactez. Vous devez choisir les représentants, les méthodes ou les espaces pour l'engagement, les informations accessibles aux parties prenantes et la fréquence de leur implication.

- Pour créer une stratégie efficace d'engagement, pensez aux conseils et mesures ci-dessous : pour garantir la participation, faites en sorte que les informations fournies répondent aux besoins de tous les groupes et individus.
- Avant de lancer la participation à la planification de la transition, nouez des relations avec les parties prenantes, mais aussi entre elles. En vous préparant, vous pourrez renforcer la confiance entre les parties prenantes et ainsi rendre le dialogue plus efficace. Cette phase peut aussi aider à anticiper les sources de conflits qui pourraient nuire au processus d'engagement des parties prenantes dans son ensemble.
- Identifiez la manière dont les intérêts et les valeurs des différentes parties prenantes sont pris en compte pendant le processus.
- Assurez-vous que les inégalités culturelles et institutionnelles ou les autres déséquilibres historiques du pouvoir ne viennent pas influencer la reconnaissance donnée à chaque individu, communauté et groupe social.
- Adaptez la sélection des méthodes et espaces de participation aux compétences, techniques de communication, disponibilités et degré d'alphabétisation des parties prenantes. Les méthodes et espaces de participation doivent aussi prendre en compte les dynamiques de pouvoir et les normes sociales qui pourraient empêcher la participation des parties prenantes.
- Afin que toutes puissent participer et afin de prendre en compte les dynamiques de pouvoir et les normes sociales, adaptez la sélection des méthodes et espaces de participation aux compétences, techniques de communication, disponibilités et degré d'alphabétisation des parties prenantes

La stratégie d'engagement des parties prenantes peut être organisée en un Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP). Ce PEPP devrait inclure les informations suivantes :

- l'approche générale ;
- les parties prenantes impliquées ;
- les rôles et responsabilités ;
- les méthodes et formats choisis pour l'engagement des différents groupes ;
- le calendrier ou le programme de l'engagement.

1.3.1 Identifier et engager les parties prenantes pertinentes

Les parties prenantes pertinentes et qui devraient participer à la planification sont variées et dépendront du contexte. Les catégories clés seront certainement les suivantes :

- les agences gouvernementales aux niveaux national et infranational ;
- le secteur privé dans les régions touchées, dont les employeurs, les représentants de l'industrie et les associations d'entreprises, les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que le secteur financier ;
- les représentants des travailleurs, dont les syndicats, mais aussi les travailleurs informels lorsqu'ils sont présents ;
- les propriétaires des terres et des ressources (comme les agriculteurs) ; les communautés autochtones ;
- les groupes environnementaux, les groupes de la société civile et les autres représentants des communautés ; et
- les institutions de recherche et d'enseignement.

Vous devez faire des efforts pour impliquer des groupes qui sont souvent négligés par les processus de planification et d'élaboration de politiques, comme les femmes, les migrants et les personnes qui ne disposent pas de terre.

De nombreux acteurs ont la possibilité d'impliquer différentes parties prenantes dans le dialogue sur la transition, pas uniquement des gouvernements. Les organisations de la société civile, les entreprises, les associations d'entreprises et le secteur financier ont des réseaux qui peuvent être activés, soit autant de possibilités de parler au public. Il peut donc être utile de réfléchir à la manière dont différents acteurs peuvent être mobilisés, afin qu'ils mobilisent à leur tour d'autres groupes. Ainsi, l'élan autour de la planification de la transition pourra être renforcé.

Parmi les méthodes pour identifier les parties prenantes pertinentes, nous pouvons citer :

- **La cartographie des parties prenantes** (voir le **Module 2.2.1**) qui peut être utilisée pour identifier différents groupes qui ont un intérêt dans le résultat d'une transition ou qui ont le savoir-faire ou un intérêt à contribuer à la planification de la transition. La cartographie peut permettre de comprendre les rôles et activités clés de chaque partie prenante, ainsi que le lieu (et le niveau) de leur engagement. Elle peut se fonder sur les catégories d'effets présentées dans le **Module 3** (effets sociaux, économiques, environnementaux et sur l'emploi) pour identifier les agences gouvernementales et les autres groupes dont la mission et/ou les ressources leur permettent de mettre en œuvre des solutions, ainsi que ceux qui ont un rôle dans la promotion de l'égalité sociale dans son ensemble.
- **L'analyse des effets sociaux** (voir le **Module 3.3.1**) qui peut être utilisée pour identifier les groupes précis qui pourraient être en particulier touchés par la transition.

Peu importe la nature de l'organisation qui dirige l'engagement, il faut adapter les stratégies aux différents groupes de parties prenantes :

- **Gouvernement** : plusieurs niveaux de gouvernement et plusieurs portefeuilles peuvent être amenés à participer, vu la portée importante des effets potentiels de la transition et les outils politiques et budgétaires nécessaires pour y faire face. Les différentes parties du gouvernement, ou les niveaux local et national, ne seront peut-être pas tous aussi enthousiasmés par l'idée de participer à la planification. Les stratégies d'engagement doivent prendre en compte les difficultés politiques auxquelles les élus et les fonctionnaires peuvent devoir faire face, puisque ces difficultés peuvent les pousser à ne pas participer. Certains gouvernements peuvent aussi manquer des financements, du personnel ou des compétences nécessaires à la planification de la transition.
- **Travailleurs** : il sera peut-être nécessaire de mettre en œuvre plusieurs stratégies pour promouvoir les échanges entre les représentants des travailleurs (soit, les syndicats), les employeurs et le gouvernement. Dans certains endroits, il peut exister des mécanismes formels de dialogue à utiliser, mais il est essentiel que l'engagement intègre bien les travailleurs non syndiqués et informels (et parfois illégaux) lorsqu'ils représentent une part importante de la main-d'œuvre. Les processus d'engagement doivent aider à construire un consensus et à faire entendre la voix des travailleurs pour les décisions qui concernent leur avenir. Plusieurs groupes de travailleurs peuvent être

représentés par différents syndicats. Il est donc important de savoir qui est légitime pour s'exprimer au nom des différents groupes de travailleurs. La transparence et la communication ouverte sont essentielles. Les travailleurs et leurs représentants doivent pouvoir s'exprimer librement, sans crainte.

- **Secteur privé** : un engagement efficace du secteur privé est essentiel à une transition juste. Il s'agit d'un groupe très hétérogène, composé d'entreprises en place qui peuvent être confrontées à des restructurations ou à des fermetures ; d'autres entreprises, dont des PME, exposées aux risques de la transition et/ou qui possèdent des compétences et des chaînes d'approvisionnement nécessaires à la diversification économique ; et des institutions financières qui façonnent la transition, par exemple en allouant des capitaux. Tous les acteurs du secteur privé ne seront pas au fait de ces risques et rôles, et ne seront pas forcément enclins à mettre l'accent sur la transition juste dans le cadre d'un processus de planification plus large. Les stratégies doivent impliquer divers intérêts du secteur privé et prendre en compte les possibles conflits d'intérêts (et parfois la forte résistance au changement) au sein du secteur privé. Une fois impliqués, les représentants du secteur privé peuvent être encouragés à contacter leurs pairs, dans leur secteur, et à partager leurs meilleures pratiques, ou à chercher à collaborer afin de faire grandir de nouveaux secteurs au niveau local.
- **Groupes marginalisés ou particulièrement vulnérables** : pour une transition juste, il est crucial d'entendre et d'amplifier la voix des femmes, des personnes âgées, des jeunes, des autochtones, des personnes présentant un handicap et d'autres groupes désavantagés ou marginalisés. Les populations marginalisées ou vulnérables seront différentes en fonction du contexte et du secteur. Les stratégies visant à les impliquer doivent prendre en compte leurs besoins et contraintes spécifiques. Par exemple, les femmes qui s'occupent du foyer pourraient éprouver des difficultés à se rendre à des réunions prévues la journée, tout comme des agriculteurs ou ouvriers agricoles. Lorsque vous travaillez avec des communautés autochtones, il ne suffit pas de traduire les documents dans la langue locale. En effet, la communication au sein de certains groupes se fonde entièrement sur des traditions orales. Vous devrez alors travailler avec des interprètes qui connaissent très bien la culture concernée. De plus, il est indispensable de respecter les protocoles et d'obtenir le consentement préalable, libre et informé des populations autochtones.

Dans tous les cas, le processus doit fournir aux populations les informations et ressources nécessaires pour participer et faire entendre leur voix. Pour tous les groupes de parties prenantes, il peut s'avérer nécessaire de renforcer leurs capacités afin qu'ils puissent s'impliquer activement dans la planification de la transition, par exemple pour combler l'écart entre les politiques de transition juste ou les politiques et plans nationaux d'économie verte et les difficultés au niveau local ou dans les entreprises.

EXEMPLES

Général :

- Des conseils sur l'engagement des parties prenantes dans le cadre de plans territoriaux de transition juste sont en cours de préparation
- Participation des parties prenantes à la planification de la transition dans les régions riches en huile de schiste, Estonie
- Participation des parties prenantes à la préparation du Programme Villes vertes
- « How to Engage Stakeholders in Just Transition Dialogues: Lessons learned from the South-to-South Just Transitions Network » (Comment impliquer les parties prenantes dans les dialogues autour de la transition juste : leçons tirées du réseau Sud-Sud de transitions justes) (Climate Strategies, 2023)

Emploi :

- Se fonder sur les relations existantes pour renforcer le dialogue social : soutenir les travailleurs lors de la fermeture des aciéries, Australie
- Participation des syndicats dans la région du Taranaki à la planification de la transition juste, Nouvelle-Zélande
- Syndicats défendant les travailleurs touchés par les réformes des transports, Philippines

Groupes marginalisés ou vulnérables :

- Assemblée des jeunes pour le climat dans le comté de Viru-Est, Estonie

- Programme pour les médiateurs culturels, Costa Rica
- Engagement des parties prenantes tenant compte des questions de genre par le Programme d'investissement forestier (PIF) et son mécanisme spécial de don (DGM) au Ghana
- Enquête mondiale sur les perspectives des jeunes sur les difficultés et opportunités du marché de l'emploi dans le cadre de la transition énergétique
- Engagement des populations autochtones dans la planification modernisée de l'utilisation des terres, Canada
- Appel à candidatures pour l'accélérateur de compétences vertes des jeunes de la Banque islamique de développement et de l'OIT
- Atelier pour les femmes sur le rôle qu'elles devraient jouer dans la transition du secteur du charbon, Pologne
- Ateliers pour les jeunes organisés dans le cadre de l'élaboration de la feuille de route Taranaki 2050, Nouvelle-Zélande

Secteur privé :

- Participation de l'industrie à la planification de la transition, Afrique du Sud
- Équipe chargée de la transition juste de la Powering Past Coal Alliance

RESSOURCES

Général :

[Créer le dialogue : participation des parties prenantes au Programme 2030 \(Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies et l'Association internationale pour la participation publique\)](#) – Cette fiche d'information décrit un cadre de haut niveau, ou des conseils, pour planifier l'engagement des parties prenantes et évaluer sa qualité. Le cadre se fonde sur des contributions de la société civile, des gouvernements et d'autres experts qui, ensemble, ont défini les normes minimales acceptables d'engagement, ainsi que de « bonnes pratiques » pour différents aspects de l'engagement. Ce document inclut aussi un « spectre de la participation publique » qui décrit les outils ou les méthodes qui peuvent servir à différentes étapes du processus.

[Lignes directrices pour une participation équitable aux décisions dans le domaine de l'eau \(Institut de Stockholm pour l'Environnement, 2023\)](#) – Ce document a été conçu pour encourager la collaboration entre les chercheurs, les praticiens et les parties prenantes qui gèrent et allouent les ressources en eau. Ces lignes directrices abordent la manière de rendre la participation et les décisions des parties prenantes plus équitables dans le cadre de la planification des ressources en eau. Ce document présente des études de cas véritables, avec des applications de coproduction de connaissances et de recherche-action participative. Nous présentons une approche fondée sur les parcours, utilisée dans les études de cas afin d'encourager et de faciliter la participation équitable, mais aussi pour identifier les obstacles qui freinent l'engagement et les dépasser. Le contenu du document doit permettre aux chercheurs et aux parties prenantes de trouver des points d'entrée, des objectifs finaux et des parcours d'engagement et de responsabilité dans le processus de prise de décisions relatives à l'eau.

[Comment impliquer les parties prenantes dans les dialogues sur la transition juste : leçons tirées du réseau Sud-Sud pour des transitions justes \(Climate Strategies, 2023\)](#) – Cet article décrit les stratégies qui permettent d'impliquer les parties prenantes dans les dialogues sur la transition juste, en se fondant sur les expériences des partenaires du South-to-South Just Transition Network (Réseau Sud-Sud pour des transitions justes).

[Planification de feuilles de route pour la transition de l'industrie : guide pas-à-pas pour l'élaboration de feuilles de route de transition pour l'industrie \(Leadership Group for Industry Transition\)](#) – Cet outil interactif aide les décideurs à concevoir, élaborer et mettre en œuvre des feuilles de route pour la décarbonation des industries de plusieurs secteurs. Il se penche sur plusieurs phases : la mise en place, la conception, le suivi et l'évaluation.

[Un engagement significatif des parties prenantes : publication conjointe du groupe de travail de l'institution multilatérale de financement sur les normes environnementales et sociale \(Banque interaméricaine de développement, 2019\)](#) – Cette publication décrit les objectifs clés, les principes et les pratiques qui permettent d'intégrer l'engagement des parties prenantes aux étapes de conception et de mise en œuvre d'un projet. Elle se fonde sur des leçons tirées de précédents projets et sur l'évolution des normes

internationales. Elle est destinée aux praticiens qui doivent organiser des consultations et l'engagement des parties prenantes dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre de projets.

[Consultations publiques avec la société civile : lignes directrices pour les organismes d'exécution publics et privés \(Banque interaméricaine de développement, 2016\)](#) – L'objectif de cette publication est de soutenir les secteurs public et privé afin qu'ils puissent mieux consulter la société civile, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle fournit des informations sur les bonnes pratiques et sur la manière de mettre au point des plans de consultation publique. Elle donne aussi un aperçu des cadres juridiques applicables dans 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

[300 cadres réglementaires et juridiques applicables en Amérique latine et dans les Caraïbes \(Banque interaméricaine de développement, 2020\)](#) – Cette publication donne des conseils sur la manière de diriger des consultations publiques. Elle rassemble aussi 300 cadres réglementaires d'Amérique latine et des Caraïbes sur la manière de mener des consultations publiques dans les secteurs des mines, de la pêche, de l'exploitation forestière, des infrastructures, de l'énergie et des systèmes d'évaluation des effets environnementaux.

[Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, 2020\)](#) – Cette publication adapte, met à jour et élargit le contenu d'une [formation en ligne et en libre accès](#) créée par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et l'UNITAR. Le chapitre 2 fournit des conseils détaillés sur les principes, concepts, interlocuteurs et méthodes permettant de mobiliser les parties prenantes lors de la planification. En particulier : la section 2.4 sur les principes généraux relatifs à l'engagement des parties prenantes, la section 2.5 sur la participation des populations marginalisées, la section 2.6 sur les défis concrets à prendre en compte, la section 2.8 pour un aperçu des grands groupes pouvant être concernés et le chapitre 3 sur les approches et outils pour renforcer la mobilisation.

Travail :

[Le dialogue social tripartite au niveau national : guide de l'OIT pour une meilleure gouvernance \(Organisation internationale du Travail, 2013\)](#) – Cette publication offre des conseils complets sur le rôle du dialogue social et les manières de le mettre en place. Elle se fonde sur les lois internationales du travail et sur les leçons tirées et les expériences de l'OIT dans le domaine de la promotion du dialogue social, de l'apport de conseils et du renforcement des capacités des mandants tripartites du monde entier. Elle intègre des sections sur la manière de faciliter le dialogue social avec les groupes marginalisés, y compris les personnes qui ont des emplois informels et les femmes.

[Dialogue social : trouver une voix commune \(Organisation internationale du Travail, 2020\)](#) – Cette courte brochure présente les concepts de base du dialogue social et définit le dialogue social, ses différentes formes, les conditions qui permettent de le mettre en place et la manière dont l'OIT peut l'encourager.

[Manuel sur le dialogue social : conseils pas-à-pas \(Amfori, 2020\)](#) – Cette publication donne des conseils sur la mise en œuvre du dialogue social comme moyen d'autonomiser les femmes et d'améliorer l'égalité des genres. Bien que la plupart des conseils se concentrent sur le secteur de la confection de vêtements au Bangladesh, ils peuvent s'appliquer à bien d'autres secteurs et contextes.

Groupes marginalisés ou vulnérables :

[Intégrer les personnes âgées aux transformations régionales : boîte à outils pour les régions en transition juste \(Commission européenne, 2023\)](#) – Cette boîte à outils explique pourquoi les personnes âgées devraient être au cœur du processus de planification de la transition juste, et présente des domaines d'action clés pour les personnes âgées. Elle propose des stratégies variées : renforcer l'engagement des personnes âgées lors de la planification ou encore organiser des interventions spécifiques dans des secteurs comme celui de la santé, des infrastructures et du marché de l'emploi.

[Les jeunes pour une transition juste : boîte à outils pour favoriser la participation des jeunes au Fonds pour une transition juste \(Commission européenne, 2021\)](#) – Cette boîte à outils apporte une aide et des conseils afin de garantir une participation significative des jeunes à la planification de la transition. Elle inclut des principes, méthodes et conseils concrets sur la manière de renforcer la participation des jeunes aux phases de programmation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Elle donne aussi des exemples de techniques fructueuses visant à renforcer l'engagement. Bien que cette boîte à outils ait été préparée pour aider à renforcer l'engagement dans le cadre du Fonds pour une transition juste de la Commission européenne, elle peut s'appliquer à d'autres contextes.

Secteur privé :

[Changement climatique et transition juste : guide pour les investisseurs \(Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de la LSE et Initiative de Harvard pour des investissements responsables, 2018\)](#) – Ce guide explique la manière dont les investisseurs et les entreprises peuvent

s'impliquer dans les processus régionaux afin d'identifier les besoins des travailleurs et des communautés et de trouver des façons de soutenir des programmes de transition juste au niveau infranational. Il explique aussi comment ces institutions peuvent devenir chefs de file et ainsi pousser d'autres parties prenantes à s'impliquer (voir p. 16-20).

[Cadre de transition juste pour les entreprises \(Council for Inclusive Capitalism\)](#) – Ce guide destiné aux gouvernements, entreprises et organisations civiques met l'accent sur l'évolution de la main-d'œuvre dans le secteur de l'énergie afin d'atteindre des émissions faibles ou nulles en carbone. Il insiste aussi sur le fait d'encourager la collaboration et la transparence tout au long du processus. Il inclut des exemples et des études de cas de projets mis en œuvre.

[Indicateur de transition juste dans le cadre de référence pour la divulgation de l'information des entreprises zéro émission nette \(Climate Action 100+\)](#) – Le cadre de référence des entreprises zéro émission nette est un outil d'évaluation qui permet d'évaluer les entreprises par rapport à dix indicateurs du cadre de divulgation sur la décarbonation. Il se fonde sur des données publiques et publiées par les entreprises elles-mêmes. Vous trouverez plus d'informations sur l'indicateur 9 relatif à la « Transition juste » à la page 24 de la [Méthode d'évaluation du cadre de divulgation](#).

[Plateforme de ressources sur la transition juste \(We Mean Business Coalition\)](#) – Cette plateforme met en avant des étapes importantes que peuvent suivre les entreprises pour avancer vers une transition juste, et ce dans le cadre de leur ambition, action, plaidoyer et responsabilité climatiques. Elle propose aussi des liens vers des ressources utiles à chaque étape.

[Méthode d'évaluation de la transition juste en 2021 \(World Benchmarking Alliance\)](#) – Le rapport sur l'approche de la transition juste présente une méthode d'évaluation des entreprises dans des secteurs qui émettent beaucoup de carbone. Le but est d'évaluer ce qu'elles font pour respecter les droits des travailleurs, des communautés et des plus vulnérables dans le cadre de leurs progrès vers leurs objectifs bas carbone. Il explique par exemple comment inviter les parties prenantes à participer à l'élaboration des indicateurs d'évaluation.

[Processus de planification d'une transition juste pour les entreprises : boîte à outils pour nourrir le dialogue social et l'engagement des parties prenantes en faveur d'une transition juste, équitable et inclusive \(Business for Social Responsibility\)](#) – Cette boîte à outils décrit un processus que peuvent suivre les entreprises qui veulent commencer à réfléchir et à renforcer leur engagement dans la transition juste au sein de leur entreprise et de leurs chaînes de valeur. Elle a été conçue pour les secteurs de l'énergie. Cependant, ses enseignements peuvent s'appliquer à d'autres secteurs et types d'entreprises.

1.3.2 Une conception axée sur la population

Les approches de conception axées sur les populations placent les personnes au cœur des processus de conception et de planification, sans oublier le contexte culturel, économique et environnemental dans lequel elles vivent et travaillent. Il existe des techniques qui permettent de définir les problèmes ou les opportunités et d'imaginer des solutions et des stratégies, des techniques fondées sur les connaissances et les points de vue des personnes qui vivent et travaillent dans le contexte concerné.

La théorie de ce principe de conception est qu'il est essentiel d'impliquer vraiment les populations dans le processus de conception et de planification pour obtenir des systèmes qui répondent aux besoins et aux attentes des différents usagers et des parties prenantes. Certaines connaissances, tout comme certains besoins perçus, peuvent être tacites plutôt qu'explicites. Les parties prenantes donnent souvent la priorité à certains besoins et désirs, dont certains peuvent être rationnels et d'autres émotionnels. Voilà pourquoi les méthodes d'implication des populations doivent permettre de partager et de distiller chacun de ces éléments.

De nombreuses méthodes peuvent s'avérer utiles pour obtenir des contributions des parties prenantes dans le cadre de processus de conception axée sur les populations. En voici quelques-unes :

- **Le tri par cartes** : une méthode qui permet aux usagers de classer les thèmes ou les sujets en groupes. Cette technique peut aider à explorer les liens entre différentes idées, afin de décider des hiérarchies ou des structures entre les différents éléments.
- **Enquête contextuelle** : il s'agit d'utiliser des entretiens semi-structurés ainsi que des observations, dans les contextes où vivent et travaillent les populations.
- **Design sprints** : il s'agit souvent d'un processus qui dure plusieurs jours et vise à identifier des problèmes, à imaginer des solutions, à concevoir et appliquer les meilleures idées et à les tester avec les parties prenantes afin d'avoir leurs avis.

- **Recherche ethnographique** : il s'agit de se fonder sur des observations et des entretiens afin d'identifier les connaissances tacites des populations (qui se révèlent souvent par leurs actions, et non leurs dires).

Ces méthodes peuvent venir compléter des méthodes plus traditionnelles, comme les entretiens, les enquêtes et les consultations publiques.

EXEMPLES

- Assemblées citoyennes pour le climat en Europe
- Élaboration conjointe de la feuille de route Taranaki 2050, Nouvelle-Zélande
- Design sprint visant à élaborer une stratégie relative au nouveau secteur de l'hydrogène dans d'anciennes régions exploitant le lignite, Allemagne
- Création d'organes de parties prenantes qui peuvent contribuer directement aux politiques climatiques, Costa Rica
- Hackathons utilisés pour concevoir conjointement une méthode de planification urbaine en Amérique latine
- Le laboratoire dédié aux villes de la Banque interaméricaine de développement
- Groupes de travail ascendants en Slovaquie
- Des groupes de travail thématiques soutiennent l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action pour l'environnement, Bosnie-Herzégovine

RESSOURCES

[Boîte à outils de conception conjointe \(Conseil des services sociaux d'Australie-Occidentale\)](#) – Cette boîte à outils offre des conseils, en particulier aux gouvernements, sur la manière de préparer des processus de conception conjointe inclusifs et complets qui permettent d'améliorer les services et les programmes. Il donne des conseils sur la manière de planifier et de mettre en œuvre n'importe quel processus de conception conjointe grâce à une série d'outils descriptifs ou de modules.

[Réseau européen de partage des meilleures pratiques sur la conception et la mise en œuvre d'Assemblées climatiques \(Réseau de connaissances sur les assemblées climatiques, KNOCA\)](#) – Un ensemble de ressources sur l'utilisation des assemblées climatiques comme espaces permettant de favoriser l'engagement des parties prenantes. Il comprend des conseils sur différents aspects de leur commande, conception, mise en œuvre, effets et évaluation.

[Manuel de conception centrée sur l'humain \(Gouvernement de l'état australien du Victoria, 2020\)](#) – Ce manuel présente la conception centrée sur l'humain, des plans de conception qui peuvent servir de point de départ à la planification et à la délimitation des activités fondées sur la conception. Il présente aussi de nombreuses méthodes d'engagement des parties prenantes et de conception conjointe, comme les approches communes, les échéances et les budgets pour les projets de conception axée sur l'humain. En plus de ce manuel, le site Internet propose aussi une présentation de la conception centrée sur l'humain dans les politiques publiques, d'informations détaillées sur les différentes méthodes de conception axées sur les populations, de descriptions d'études de cas et d'autres références qui peuvent permettre de choisir l'approche centrée sur l'humain la plus adaptée à un contexte précis.

[Feuille de route pour des communautés informées : guide de conception conjointe \(Sunlight Foundation\)](#) – Ce guide porte sur l'utilisation des données en libre accès au service de la planification. Il explique comment utiliser le cadre sur les données stratégiques en faveur de l'engagement qui a été mis au point par la Sunlight Foundation. Son objectif est d'aider les agents du gouvernement et les autres fournisseurs de données communautaires à pousser à l'utilisation des données en libre accès pour résoudre des problèmes, et ce en faisant plus que publier des politiques et portails de données en libre accès. Ce cadre aide à tester les principes des données en libre accès axées sur les humains et à en tirer de la valeur grâce à des exemples axés sur les citoyens et montrant leurs effets. Cette ressource offre des conseils méthodologiques ainsi que des exemples pratiques tirés d'études de cas de plusieurs villes des États-Unis.

[Outils de design de services \(Oblo et Poli.design\)](#) – Ce site Internet, qui a été créé par des universitaires, des designers et des enseignants, rassemble des informations sur les outils et techniques de design de services. Il permet aux utilisateurs de filtrer leurs recherches en fonction du contexte ou de l'étape de leur projet, et

propose des descriptions et des guides pratiques sur l'utilisation des outils qui pourraient être les plus pertinents ou utiles.

[Le design sprint de coac : aperçu \(Communauté de la connaissance et de l'innovation sur le climat de l'EIT\)](#) – Ce manuel décrit comment mettre en œuvre une approche de « design sprint », soit un atelier durant lequel les participants utilisent des méthodes de création de prototypes pour un nouveau produit dans un délai réduit.

[Boîte à outils visuelle au service de l'innovation systémique \(Communauté de la connaissance et de l'innovation sur le climat de l'EIT\)](#) – Il présente plusieurs méthodes et outils créatifs qui peuvent permettre de soutenir la pensée systémique et d'orienter les processus de transition. Il s'organise autour de quatre étapes dans le cadre d'un processus d'innovation : cartographie des difficultés et options, facilitation de l'engagement des parties prenantes, vision et rétroplanning, et la gestion des secteurs. Les différents outils peuvent être utilisés seuls ou ensemble.

1.3.3 Renforcement des capacités des parties prenantes

Pour que les parties prenantes puissent vraiment s'impliquer, elles doivent disposer des connaissances et compétences nécessaires. Pour ce faire, il est possible de renforcer leurs compétences ou de leur transmettre des connaissances.

Certaines parties prenantes peuvent être au fait de la nature et du rythme des changements, ou des risques et opportunités que peut présenter une transition. Le renforcement des capacités peut se concentrer sur l'amélioration des connaissances des parties prenantes sur les difficultés et opportunités qui les attendent, et sur le partage d'enseignements passés et de bonnes pratiques issues de précédentes transitions.

Le renforcement des compétences peut prendre plusieurs formes. Les échanges de connaissances qui impliquent des participants de plusieurs régions en transition peuvent fournir des informations concrètes sur de véritables transitions et ainsi permettre aux parties prenantes d'en apprendre plus grâce à leurs interactions entre elles. Des ateliers organisés par des experts et rassemblant des participants variés peuvent aider les parties prenantes à découvrir et comprendre les points de vue d'autres personnes. Les échanges de connaissances entre différentes régions, les rapports ou les descriptions qui résument les connaissances issues de différents contextes, et les communications électroniques et régulières (site Internet, messages téléphoniques, newsletters) sont autant de méthodes qui permettent aux parties prenantes d'acquérir de nouvelles connaissances.

Il peut être utile d'évaluer les capacités et d'identifier les lacunes afin de savoir quelles capacités doivent être renforcées et par qui, et ainsi élaborer une stratégie de renforcement des capacités. Les parties prenantes à différents niveaux (infranational, national, sectoriel, régional) peuvent avoir besoin de renforcement des capacités, et leurs besoins peuvent être différents. De plus, l'évaluation des capacités et l'identification des lacunes doivent être inclusives. Pour ce faire, de nombreuses parties prenantes doivent être invitées à identifier leurs propres capacités et besoins. Un processus inclusif peut aider à renforcer les capacités et l'intérêt des parties prenantes, favorisant ainsi leur engagement.

EXEMPLES

- Évaluation des capacités et identification des lacunes afin de prendre des actions climatiques, Malawi
- Ateliers expérimentaux : Laboratoire sur un avenir sans charbon, qui visait à soutenir la résolution de problèmes par les parties prenantes, Europe
- Programmes d'échange de connaissances entre des régions charbonnières, Europe
- Portail national de connaissances sur la transition juste, Afrique du Sud et Inde
- Plateforme de connaissances en ligne : Informer les citoyens des défis posés par la planification urbaine, Chili
- Podcasts sur la transition du secteur du charbon
- Collaboration de recherche Sud-Sud sur la transition juste

RESSOURCES

Ressources rassemblant des connaissances sur la transition juste :

[Une transition juste \(Institut de Stockholm pour l'Environnement, 2020\)](#) – Cette source propose plusieurs articles se fondant sur les enseignements tirés de précédentes transitions. Les ressources abordent plusieurs secteurs/thèmes : l'énergie, l'exploitation minière, le genre et les populations autochtones.

[Plateforme rassemblant les meilleures pratiques de transition dans les régions à forte densité de charbon \(Projet européen TRACER sur la transition dans les régions à forte densité de charbon\)](#) – Cette plateforme rassemble des informations et des enseignements sur des exemples de transition dans des régions à forte densité de charbon, principalement en Europe, mais aussi dans d'autres contextes. Une carte interactive permet aux utilisateurs de découvrir des informations sur de véritables exemples. Les rapports sur les enseignements tirés abordent plusieurs thèmes : les feuilles de route sur la technologie et l'industrie, les enjeux sociaux et sur le marché du travail, la restauration environnementale et le financement.

[Centre de recherche sur la transition dans le secteur du charbon \(Coal Transitions\)](#) – Une plateforme de connaissances rassemblant principalement des ressources universitaires sur les différents aspects de la transition dans le secteur du charbon, mais contenant aussi des informations utiles pour d'autres secteurs. Dans les outils, vous trouverez un inventaire des stratégies mises en place par les populations, les organisations et les institutions pour résister aux pressions découlant des efforts mondiaux de décarbonation. Il est possible de naviguer dans cet inventaire et d'y faire des recherches (tout est classé par acteur, type de stratégie et d'autres paramètres). Vous pouvez aussi le télécharger entièrement.

[Projet Coal Transitions : recherche et dialogue sur l'avenir du charbon \(Institut du développement durable et des relations internationales\)](#) – Une page rassemblant des ressources issues d'informations obtenues grâce au projet Coal Transitions (2016-2019). À cette occasion, des experts chinois, indiens, sud-africains, polonais, australiens et allemands ont discuté des stratégies de transition pour le domaine du charbon, des stratégies acceptables d'un point de vue social et faisables d'un point de vue économique que leur pays respectif pourrait mettre en œuvre. Vous trouverez un rapport sur chaque pays ainsi qu'un résumé des informations utiles.

[Exemples de bonnes pratiques de stratégies régionales et sous-régionales dans les régions charbonnières en transition \(Équipe de START, le programme européen d'assistance technique du secrétariat aux régions en transition 2021\)](#) – Ce rapport rassemble des exemples de stratégies régionales et sous-régionales de transition. Il propose 19 exemples de bonnes pratiques de régions en transition, principalement en Europe. Il s'agit de descriptions d'approches globales de transitions industrielles ou d'aspects de l'élaboration de stratégies de transition davantage axés sur les processus.

[Centre de ressources sur la transition juste et l'action climatique équitable \(World Resources Institute\)](#) – Ce centre de ressources met en avant les initiatives de gouvernements, agences et entreprises qui permettent de découvrir de quelle manière les travailleurs et les communautés peuvent bénéficier d'une transition vers une économie zéro carbone. Parmi ces initiatives, nous pouvons citer les politiques, programmes et projets de plusieurs secteurs dans le monde entier, qui visent principalement des transitions justes et équitables pour les travailleurs et les communautés.

[Plateforme pour une transition juste - Banque de connaissances \(Commission européenne\)](#) – Une banque d'informations sur la transition de l'Europe vers une économie neutre pour le climat. Elle inclut des informations sur des approches politiques et des projets pertinents en Europe. Cette banque de connaissances, qui doit servir de portail de ressources pour les pays européens qui planifient et mettent en œuvre des transitions, rassemble des informations qui pourront aussi être utilisées dans d'autres contextes.

[Bibliothèque de ressources sur la transition juste \(Fonds d'investissement climatiques\)](#) – Ce portail de connaissances compile des rapports, des notes, des podcasts et des remarques sur les transitions justes, tant d'un point de vue théorique que pratique.

[Boîte à outils pour des transitions justes dans les régions charbonnières \(Wuppertal Institute for Climate, Environment, Energy, 2022\)](#) – Cette boîte à outils offre un aperçu des principaux enseignements et concepts concrets permettant la mise en œuvre de mesures qui visent à diversifier les économies locales tout en soutenant les travailleurs et les communautés. Elle se concentre sur cinq thèmes principaux : stratégie, gouvernance, énergie, industrie et emploi. Elle est spécifiquement destinée aux praticiens travaillant dans des régions charbonnières.

[Transitions justes : étude comparative \(Gouvernement écossais, 2020\)](#) – Ce rapport offre un aperçu du concept de transition juste, compare les approches adoptées par cinq pays pour mettre en place la transition ainsi que d'autres cas de changement socioéconomique structurel. Il se fonde sur les leçons tirées de ces cas et fournit des recommandations pour mieux soutenir les transitions justes grâce à la planification et aux investissements, à l'engagement des parties prenantes et à l'élaboration de politiques.

Méthodes de renforcement des capacités :

[Guide PCCB pour évaluer les lacunes et les besoins en matière de renforcement des capacités pour mettre en œuvre l'Accord de Paris \(Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2022\)](#) – Cette

boîte à outils a été créée pour aider les autorités dans les pays en développement, et leurs partenaires de réalisation qui travaillent sur le changement climatique, à évaluer leurs lacunes et besoins en matière de compétences. Elle identifie les étapes clés d'un processus d'évaluation, de la conception à l'évaluation, qui doivent être adaptées au contexte du pays. Elle donne aussi des exemples d'approches de renforcement des capacités adoptées avec succès, ainsi que des liens vers des outils élaborés par des pays, des agences de développement et d'autres partenaires de réalisation.

[Étapes pour concevoir une stratégie de renforcement des capacités axée sur les résultats : guide à l'intention des praticiens du développement basé sur le cadre des résultats et de renforcement des capacités \(Institut de la Banque mondiale, 2011\)](#) – Un guide à l'intention des praticiens du développement fondé sur le cadre des résultats et de renforcement des capacités, qui décrit les étapes opérationnelles pour la conception d'une stratégie de renforcement des capacités. Ce guide présente un processus systématique : l'identification des problèmes, la conception de la stratégie, la mise en œuvre des plans, et le suivi et l'évaluation du changement. Les six étapes opérationnelles identifiées peuvent être adaptées lors des apprentissages et travaux collaboratifs entre les parties prenantes, et modifiées afin de correspondre aux différents niveaux et contextes.

Module 2. Élaboration des objectifs et de la vision

L'étape de la planification est plus aisée lorsque les parties prenantes comprennent bien la transition. Au départ, il est possible que toutes les parties prenantes n'aient pas tout le contexte ou n'anticipent pas les changements de la même manière. Il peut donc être utile d'élaborer et de partager différents récits sur la transition afin que tout le monde ait la même compréhension.

Il est également essentiel de comprendre le contexte socioéconomique dans lequel la transition aura lieu. Ce contexte influence les personnes qui seront touchées par le changement et de quelle manière ce sera le cas, les personnes qui auront le pouvoir d'agir, les intérêts et les normes qui peuvent orienter les différents groupes, ainsi que le contexte institutionnel et politique. Par comprendre le contexte, nous entendons aussi comprendre pourquoi certains groupes pourraient être plus vulnérables au changement, afin que les interventions aident à réduire les inégalités et à donner plus de pouvoir à ces groupes.

De manière générale, les efforts de planification de la transition doivent suivre une série de principes et d'objectifs convenus et équitables pour la/les région(s) et/ou les secteurs.

2.1 Définir la nature et la portée de la transition

De nombreuses parties prenantes peuvent être touchées par la transition. Cependant, la pratique nous montre qu'elles n'ont pas toutes les mêmes connaissances sur ce qui pourrait changer et quand, ou sur les effets de la transition. Elles peuvent aussi avoir une compréhension différente, ou incomplète, des opportunités potentielles qui pourraient être exploitées lors de la planification de la transition.

Afin de situer le problème dans son contexte, vous pouvez élaborer et partager des récits clairs sur la transition attendue. Ces récits doivent inclure les informations suivantes :

- les principaux éléments qui devraient changer ;
- les moteurs du changement, comme une politique, le marché, les technologies ou les préférences des consommateurs ;
- où les changements devraient avoir lieu ;
- le calendrier prévu.

Ces récits peuvent aussi prendre en compte les aspects suivants :

- les effets sur les travailleurs ;
- la possibilité d'effets économiques et sociaux et de défis environnementaux à plus grande échelle qui devront être gérés ;
- comment les inégalités et les vulnérabilités existantes peuvent créer de nouvelles difficultés pour certaines personnes.

Certains de ces changements peuvent être difficiles à prévoir, alors ces récits sur la transition peuvent être utilisés pour décrire différentes voies. Pour chaque voie, ces récits peuvent montrer comment les différentes régions et les différents groupes pourront être touchés (par exemple, à cause des changements sur les marchés de l'emploi).

Une analyse approfondie, présentée dans le **Module 3**, peut aider à définir la nature et la portée de la transition, et à améliorer les connaissances sur ses effets potentiels.

Le processus de création de ces récits peut être tout aussi précieux que les récits en eux-mêmes. La cartographie et le partage de récits, même hypothétiques, peuvent éveiller l'intérêt de nombreuses parties prenantes et les sensibiliser. Au fur et à mesure de l'approfondissement du dialogue entre les parties prenantes, différents groupes peuvent élaborer leurs propres récits de transition. En rassemblant des points de vue et en encourageant l'échange entre les différents groupes, vous pouvez aider à créer un élan et à favoriser l'adhésion à la planification de la transition.

Les récits sur la transition peuvent aider à enclencher le dialogue sur le sujet (voir le **Module 1.1**), à évaluer les effets et les opportunités (voir le **Module 3**) et à servir directement à la préparation d'un plan de transition juste (voir le **Module 4**).

2.1.1 Exercices de mise en situation

La planification de mises en situation est une méthode qui peut aider les différentes parties prenantes à comprendre comment une transition peut se mettre en place, quels aspects peuvent présenter les menaces et difficultés les plus importantes, ou comment les différentes stratégies de riposte peuvent aider.

La planification de mises en situation aide les planificateurs à prendre en compte les incertitudes et à concevoir des plans qui peuvent convenir à plusieurs situations futures. En fait, cet exercice permet de se poser la question « Et si ? » et ensuite d'explorer différents résultats et effets possibles.

Parmi les questions d'orientation à se poser pour définir des voies de transition, nous pouvons citer les suivantes :

- Quels sont les secteurs en déclin (c'est-à-dire les activités qui devraient cesser ou fortement décroître), et à quel rythme ?
- Quels sont les effets probables, aux différentes échelles ? Dans quelle mesure les effets changeront-ils si la fin de certaines activités se produit plus vite que prévu ?
- Où pouvons-nous nous attendre à des pertes d'emplois, quels pourraient être les besoins de reconversion et de formation pour les travailleurs qui perdent leur emploi ?
- Comment les groupes clés seront-ils touchés par la transition, et quel est leur statut dans les processus actuels de prise de décisions ?
- Quels sont les opportunités de développement et le potentiel de diversification économique dans les régions qui pourraient vivre une transition socioéconomique ?

EXEMPLES

- Impliquer les parties prenantes dans des scénarios exploratoires, Costa Rica
- Scénarios utilisés pour analyser les effets sur la main-d'œuvre lors des transitions des secteurs de l'énergie et des transports, Antigua-et-Barbuda
- Utiliser l'analyse des scénarios pour évaluer les risques posés par la transition climatique, Canada
- Utiliser les scénarios pour explorer les effets du développement des énergies renouvelables sur la pauvreté énergétique, Chili

RESSOURCES

[Comment utiliser la planification de scénarios exploratoires : évoluer dans un avenir incertain \(Lincoln Institute of Land Policy, 2020\)](#) – Ce manuel apporte un contexte conceptuel à la planification de scénarios, des conseils pratiques précis sur la conception et la facilitation d'un processus de planification de scénarios ainsi que plusieurs études de cas.

[Numéro sur la durabilité, « Policy Pathways for Sustainability » \(Voies politiques pour la durabilité\) \(revue Sustainability, 2019\)](#) – Ces articles universitaires décrivent tous l'utilisation de l'analyse des voies politiques, dans différents contextes, pour prouver comment cette méthode peut aider à prendre des décisions en période d'incertitudes.

[Qu'est-ce que la planification de scénarios exploratoires \(Sonoran Institute\)](#) – Cette vidéo explique ce qu'est la planification de scénarios exploratoires et comment la mettre en pratique.

[Manuel sur la courbe-X. Un outil de compréhension visant à favoriser les récits narratifs sur les changements systémiques \(Communauté de la connaissance et de l'innovation sur le climat de l'EIT, 2022\).](#) – Ce guide explique la courbe-X, une méthode visant à préparer des récits de changement, et comment l'utiliser pour cartographier les dynamiques de la transition.

2.1.2 Profils régionaux et sectoriels

Des profils descriptifs, régionaux ou sectoriels, peuvent aider à communiquer certaines des dynamiques de la transition avec les différents groupes de parties prenantes, et ainsi renforcer le dialogue.

Les profils régionaux peuvent fournir de précieuses informations sur le contexte socioéconomique de la région qui devrait être touchée par une transition. Ils peuvent aussi décrire la nature des changements

attendus, y compris les possibles effets néfastes qui devront être pris en compte. Les profils régionaux pourraient rassembler une grande partie du travail entrepris dans les autres modules de cette boîte à outils et la résumer pour le grand public.

De même, les profils sectoriels peuvent être utilisés pour décrire les possibles trajectoires de la transition dans un secteur spécifique, y compris les changements attendus, la période au cours de laquelle ils pourraient se produire et où, dans une région ou un pays (ou dans le monde).

EXEMPLES

- Évaluation dans les districts des besoins de planification pour un abandon progressif du charbon, Inde
- Profils des chaînes de valeur et secteurs à risque, Afrique du Sud Profil régional pour la région de Karlovy Vary, République tchèque, Transition vers le net zéro : acier

2.2 Comprendre le contexte socioéconomique

Pour réussir votre planification d'une transition juste, vous devez comprendre le contexte socioéconomique à grande échelle. Ce contexte influence la réalisation de la transition, sa vitesse et l'émergence de ses risques et opportunités.

Pour bien comprendre le contexte de la transition, utilisez plusieurs méthodes décrites dans cette section. Parmi ces méthodes, vous pouvez trouver : l'analyse de l'économie politique, la cartographie des parties prenantes et du paysage politique, et les approches visant à explorer l'égalité sociale et la capacité de réaction, comme les analyses des inégalités entre les genres, de la pauvreté multidimensionnelle et des systèmes de protection sociale.

2.2.1 Analyse de l'économie politique

L'économie politique, en tant que domaine de recherche, analyse la manière dont différents intérêts matériels, institutions et normes façonnent les comportements des systèmes sociaux et économiques. L'analyse de l'économie politique contribue à obtenir une compréhension nuancée des fonctions et caractéristiques de chaque pays et sous-région, y compris les interactions entre les forces sociales, culturelles, politiques et économiques. Elle aide aussi à placer la transition dans un contexte historique, en décrivant comment et pourquoi les régions et secteurs sont ce qu'ils sont aujourd'hui.

Une bonne compréhension de l'économie politique aide à anticiper la trajectoire probable d'une transition. Elle aide aussi à identifier ceux qui pourraient résister au changement (c'est-à-dire les parties prenantes qui bénéficient du statu quo, des normes et des institutions qui maintiennent et renforcent les modèles économiques actuels, ainsi que les incitations financières et économiques qui peuvent bloquer la situation), et d'où le soutien et/ou les ressources peuvent provenir (c'est-à-dire les groupes qui voient les bénéfices potentiels de la transition). Elle identifie aussi la répartition du pouvoir, et la manière dont celle-ci influence les résultats pour les différents groupes.

L'analyse de l'économie politique peut servir à évaluer les risques et les opportunités, et à concevoir des activités d'engagement des parties prenantes. Elle peut aussi aider à choisir les stratégies les plus facilement applicables ou efficaces pour la promotion de la transition et la gestion de ses effets. Par exemple, elle peut mettre en avant des normes et institutions existantes, dont des structures juridiques, et leurs effets sur la possibilité de réaliser la transition ou de garantir des résultats justes aux différents groupes.

En tant que méthode d'analyse, elle se base sur l'observation des structures (p. ex. : les incitations financières), des institutions (p. ex. : les lois, mandats, normes ou idées) et des acteurs (parties prenantes), et sur l'observation de leurs interactions et de leur influence sur les décisions. Cette analyse peut être menée au niveau macro, local ou sectoriel. Les questions posées par une analyse de l'économie politique peuvent être adaptées aux besoins spécifiques des planificateurs et décideurs.

Certains éléments d'une analyse typique de l'économie politique peuvent faire l'objet d'une activité unique (et sont donc décrits séparément dans ce module). C'est le cas de la cartographie des parties prenantes (voir le [Module 2.2.2](#)) ou de la cartographie des politiques et institutions (voir [Module 2.2.3](#)).

EXEMPLES

- Analyse contextuelle d'un district charbonnier, Inde

RESSOURCES

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Note 9 sur les bonnes pratiques : évaluation de l'économie politique des subventions énergétiques afin de soutenir les réformes politiques \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2018\)](#) – Cette note décrit un cadre visant à collecter des informations qui peuvent aider à expliquer le passé et les potentiels futurs développements de l'économie politique des réformes des subventions.

[Note d'orientation : utilisation de l'analyse de l'économie politique pour les opérations de la Banque asiatique de développement \(Banque asiatique de développement, 2013\)](#) – Ce guide sur l'analyse de l'économie politique explique comment l'utiliser pour concevoir et mettre en œuvre des missions de développement durable. Il a été conçu spécialement pour la Banque asiatique de développement, mais peut s'appliquer à d'autres contextes.

[Comblent les lacunes : ce qui manque à l'analyse de l'économie politique et pourquoi c'est important \(Organisation de coopération et de développement économiques, 2015\)](#) – Ce rapport fournit un point de vue essentiel sur l'analyse de l'économie politique et décrit les limites ou les obstacles auxquels sont confrontés ceux qui la mettent en pratique, afin que les praticiens en soient conscients et sachent comment les surmonter.

[Gouvernance axée sur les problèmes et analyse de l'économie politique : cadre de bonnes pratiques \(Banque mondiale, 2009\)](#) – Ce cadre résume les outils d'analyse pertinents pour une approche axée sur les problèmes dans le domaine de la gouvernance et de l'économie politique. Il a été conçu pour les opérations de la Banque mondiale et l'élaboration de ses stratégies, mais peut être appliqué à d'autres contextes.

[Strengthening Sector Policies for Better Food Security and Nutrition Results: Political Economy Analysis. Policy Note d'orientation politique 8 \(Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2017\)](#) – Cette note montre la valeur ajoutée des analyses de l'économie politique pour le travail d'aide à l'élaboration de politiques, et donne des exemples de défis importants d'économie politique dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il partage aussi des informations sur les cadres et les outils d'analyse existants.

[Guide du débutant sur l'analyse de l'économie politique \(National School of Government International et UKaid, 2017\)](#) – Ce guide se concentre sur les bases de l'analyse de l'économie politique, et met en avant les questions, les incitations et les idées qui aident à la réflexion et à la pratique : Pourquoi optons-nous pour ce type d'analyse et en quoi consiste-t-elle ? Quels types d'enjeux et d'éléments sont habituellement inclus ? Comment comprendre les différentes approches ? Quels sont les outils disponibles pour nous aider ?

2.2.2 Cartographier les parties prenantes

La cartographie des parties prenantes (ou l'analyse des parties prenantes) est une étape utile au début du processus. Elle rassemble plusieurs points de vue sur des problèmes et des solutions. Elle peut aider à élaborer des stratégies d'engagement pour différents groupes de parties prenantes, à identifier les groupes/associations qui peuvent servir de points de contact pour un meilleur engagement de la communauté et à mener une analyse plus large de l'économie politique.

La cartographie des parties prenantes vise à identifier les parties prenantes pertinentes (et, dans l'idéal, à anticiper comment chaque groupe pourrait être touché par une transition), à comprendre comment les parties prenantes sont reliées entre elles, et à identifier qui est le plus visible dans les discussions autour de la transition, et qui en est absent. Elle sert aussi à identifier les points de vue des différents groupes sur les questions relatives à la transition, leurs intérêts stratégiques, ainsi que les connaissances, les valeurs et l'influence qu'ils peuvent avoir et qui peuvent orienter la planification de la transition.

Un exercice de cartographie des parties prenantes doit aller au-delà de la triade habituelle (représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs), et aussi dépasser les limites sectorielles. En effet, pour atteindre une transition juste, il faut des connaissances et savoir-faire variés. Pour les travailleurs qui pourraient être touchés par la transition, une cartographie doit identifier les travailleurs informels (et parfois illégaux) qui opèrent dans un secteur et qui pourraient ne pas être représentés par les syndicats.

Il faut porter une attention particulière aux parties prenantes marginalisées qui ne sont peut-être pas prises en compte dans les débats actuels. Même dans un même groupe, il peut exister d'importantes inégalités et des déséquilibres de pouvoir. Par exemple, un groupe d'agriculteurs ne représente peut-être pas toutes les opinions et tous les besoins de tous les agriculteurs, et les agriculteurs pensent certainement différemment des ouvriers agricoles (qui peuvent être saisonniers, non syndiqués ou migrants), des entreprises et des employés sur la chaîne de valeur, de la communauté plus large qui dépend de l'agriculture et des jeunes.

Les approches de cartographie peuvent être plutôt simples ou très sophistiquées. Lors de la collecte des résultats, plusieurs méthodes peuvent être choisies pour représenter visuellement la carte des parties prenantes : des graphiques qui montrent des réseaux d'acteurs connectés, ou des graphiques qui placent les différents groupes en fonction de leur influence ou de leurs intérêts stratégiques, par exemple.

EXEMPLES

- Analyse des parties prenantes du secteur de l'agriculture biologique, Indonésie
- Cartographie des parties prenantes des emplois verts, Ghana
- Cartographie des parties prenantes du secteur de la production et du traitement de produits agroalimentaires, Tadjikistan et Ouzbékistan
- Cartographie séquencée des parties prenantes en Colombie

RESSOURCES

[Outil de cartographie des acteurs et des politiques, et son guide \(New Climate Institute, 2020\)](#) – Cet outil permet de cartographier les acteurs, les politiques et les processus de planification de politiques d'une manière structurée et transparente. Il propose des fonctionnalités permettant de relier les acteurs et les politiques et de présenter visuellement les processus de planification de politiques.

2.2.3 Cartographier les politiques et les institutions

Pour mener à bien une transition juste, il faut que l'ensemble des politiques, soit les politiques nationales et les engagements internationaux (p. ex. : dans des contributions déterminées au niveau national), soient conformes aux objectifs de la juste transition. L'environnement institutionnel doit aussi soutenir la transition juste, et ne pas empêcher ou dissuader la mise en œuvre de stratégies clés.

La cartographie des politiques aide à découvrir les politiques et engagements actuels et la manière dont ils soutiennent ou limitent la promotion d'une transition juste. Elle peut aussi indiquer comment les politiques existantes (ou les lacunes) peuvent avoir besoin d'être réformées pour soutenir les objectifs d'une transition juste. Cette activité peut aider à éviter le problème des plans individuels de transition (au niveau local, par exemple) qui s'orientent dans des directions différentes ou ne respectent pas d'autres politiques (nationales, par exemple).

La cartographie des politiques doit dépasser les politiques climatiques ou d'économie verte. En effet, beaucoup de domaines (politique sociale, économique, environnementale et climatique) vont influencer les résultats de la transition. En fonction de la nature (et du secteur) de la transition, ainsi que de son contexte, la cartographie des politiques peut aussi intégrer les plans régionaux/territoriaux de développement socioéconomique, les plans de développement sectoriels, mais aussi les politiques et les règles relatives à la production agricole, à la fourniture d'énergie et aux marchés de l'énergie, au régime foncier, à l'automatisation des femmes, à la protection sociale, aux finances et à la taxation, au marché du travail et au secteur minier, entre autres.

De même, l'évaluation des institutions et des systèmes de gouvernance peut mettre en avant l'existence, ou pas, d'institutions qui peuvent soutenir la planification et la mise en œuvre de la transition. Elle doit aussi permettre de comprendre où des conflits et des divergences peuvent survenir, et de proposer des solutions, qui peuvent exiger de faire respecter aux institutions les objectifs de la transition juste. Une fois encore, cette évaluation des institutions doit dépasser les secteurs individuels. En effet, il existe beaucoup d'obstacles à la transition juste, et de leviers qui aident au changement et soutiennent la transition, dans différentes parties du gouvernement.

*Ces activités doivent aider à encadrer la première phase d'engagement des parties prenantes (**Module 1.1** et **Module 1.3**) avec la cartographie des parties prenantes (**Module 2.2.1**), et aussi avec l'élaboration d'une vision et de principes de transition juste (**Module 2.3**).*

EXEMPLES

- Évaluation de la cohérence des politiques sur la migration des travailleurs, l'emploi, l'éducation et les politiques de formation, Afrique de l'Ouest
- Évaluation juridique pour une transition juste pour les centrales à charbon en Inde

- Évaluation juridique de la transition des mines de charbon, Inde

RESSOURCES

[Outil de cartographie des acteurs et des politiques, et son guide \(New Climate Institute, 2020\)](#) – Cet outil permet de cartographier les acteurs, les politiques et les processus de planification de politiques d'une manière structurée et transparente. Il propose des fonctionnalités permettant de relier les acteurs et les politiques et de présenter visuellement les processus de planification de politiques.

2.2.4 Analyse des questions de genre

Les inégalités de genre et les manières différentes de vivre la transition en fonction du genre sont essentielles au contexte socioéconomique, qui doit être compris afin de garantir des résultats justes et de concevoir un processus juste et inclusif. De nombreux outils utilisés pour l'analyse des questions de genre optent aussi pour une approche intersectorielle : ils reconnaissent que les identités multiples et croisées de chaque individu (son genre, son origine ou ethnicité, son âge, son handicap, ses capacités, etc.) influencent ses vulnérabilités ou avantages.

Une analyse des questions de genre commencera par explorer comment sont répartis les risques et les opportunités de la transition. La main-d'œuvre exposée aux pertes d'emplois dans certains secteurs à forte intensité carbone, comme celui des énergies ou de l'exploitation minière, est souvent très masculine. Cependant, si les hommes perdent leur emploi, cela signifie que ce poids pourrait retomber sur les épaules des femmes. En conséquence, les femmes auront moins de temps pour s'instruire, se lancer dans les affaires ou accéder aux services de santé en cas de besoin. Parfois, la hausse des taux de chômage est synonyme d'une hausse des taux des violences fondées sur le genre. Les inégalités entre les genres peuvent aussi nuire aux capacités des femmes à s'adapter à de nouvelles conditions. Par exemple, les femmes représentent souvent une grande partie des agriculteurs et des ouvriers agricoles. Cependant, elles sont bien moins susceptibles que les hommes de posséder des terres, ce qui les rend plus vulnérables aux changements systémiques.

Une analyse des questions de genre peut aussi identifier les possibilités de corriger certaines des inégalités existantes, fondées sur le genre ou d'autres facteurs, en mettant au point des mesures qui visent la cause de ces inégalités (voir le **Module 4.2**).

Il est essentiel que les analyses des questions de genre soient solides, spécifiques au contexte et intersectionnelles. Elles permettent d'identifier les types d'inégalités de genre ainsi que leurs causes, et la manière dont elles peuvent influencer les effets d'une transition.

Les études de fond sur les inégalités de genre et les vulnérabilités doivent prendre en compte des indicateurs tels que la participation au marché du travail local et l'accès à l'éducation, aux services de santé et aux services financiers et de protection sociale (voir le **Module 2.2.6**). Elles doivent aussi être ventilées selon d'autres variables sociales, comme l'âge.

Les études de fond doivent être complétées par une analyse des questions de genre, spécifiquement en rapport avec la transition. Pour ce faire, il faut intégrer les questions de genre aux analyses menées lors de la préparation des stratégies de transition juste (voir le **Module 3**), comme les évaluations des dynamiques du marché du travail, des effets économiques et des options de diversification, des risques environnementaux et des priorités de remise en état, et d'autres effets sociaux.

Un manque de données ventilées par genre, surtout aux niveaux local/municipal dans les territoires touchés, peut empêcher de mener une analyse approfondie des questions de genre. À l'inverse, renforcer la collecte des données et les mécanismes d'analyse afin d'obtenir plus de données ventilées permet de mieux soutenir la planification de la transition, mais aussi les activités futures de suivi et d'évaluation.

EXEMPLES

- Analyse des inégalités de genre en matière de dotations, d'accès aux opportunités économiques et d'action, Bosnie-Herzégovine
- Intégration et description des femmes et de la question de l'égalité des genres dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité
- Évaluation nationale des questions de genre au Pakistan
- Analyse de la situation en matière d'égalité des genres et de droits des femmes, Myanmar

RESSOURCES

[Aide-Mémoire sur les projets qui intègrent la question du genre \(Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 2007\)](#) – Ce guide présente les étapes essentielles à l'intégration des questions de genre dans les cycles de gestion des projets, de la planification à l'évaluation, en passant par l'élaboration et le suivi.

[Boîte à outils pour l'analyse des questions de genre à destination des praticiens de la gestion côtière \(Mangroves for the Future, Institut de Stockholm pour l'Environnement et Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est, 2018\)](#) – Cette boîte à outils est un recueil pratique des effets du genre sur l'utilisation et la gestion des écosystèmes côtiers et sur la résilience des côtes. Elle aide les praticiens à mettre au point des connaissances de base sur les questions de genre liées à l'utilisation des ressources côtières et naturelles, sur le développement des moyens de subsistance et sur la gestion des écosystèmes. Elle donne des conseils sur la manière de définir la portée d'une analyse des questions de genre, sur la zone où elle peut être menée et sur les méthodes et analyses de données.

[Genre et environnement : kit de soutien pour le personnel du PNUÉ \(Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2017\)](#) – Ce kit aide à trouver un point de départ pour explorer les manières d'intégrer le genre aux projets du PNUÉ. Il décrit l'importance de l'analyse des questions de genre et donne des points de départ pour intégrer les questions de genre dans la planification et la mise en œuvre des projets, et ce lors de missions sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes et la gestion environnementale.

[Listes de contrôle sur le genre pour plusieurs secteurs précis \(Banque asiatique de développement\)](#) – Ce site Internet propose une large gamme de boîtes à outils et de conseils pour plusieurs secteurs, y compris pour avancer vers plus d'égalité entre les genres dans les domaines suivants : agriculture et ressources naturelles ; éducation ; énergie ; résultats et indicateurs de l'égalité des genres ; santé ; loi et politique ; financement et développement des micro, petites et moyennes entreprises ; gestion du secteur public ; réinstallation ; transport ; développement urbain et logement ; eau et assainissement. *Certaines de ces ressources sont disponibles en bengali, en indonésien, en népalais, en vietnamien et en russe.*

[Accès au marché pour tous : manuel de formation \(Action Aid, 2015\)](#) – Ce manuel présente une série d'outils participatifs qui peuvent être utilisés pour explorer la manière dont les femmes et les communautés locales peuvent identifier les difficultés à accéder au marché ainsi que son potentiel.

[Boîte à outils sur les questions de genre \(Agence suédoise de coopération internationale au développement\)](#) – Cette boîte à outils offre des connaissances, des outils et des idées sur la manière d'intégrer l'égalité des genres à de nombreux domaines de la coopération au développement, mais peut aussi servir dans d'autres contextes. Elle contient des outils, des notes et des résumés thématiques qui permettent de faciliter la mise en œuvre pratique de l'égalité des genres.

[Cadre de bonnes pratiques - Analyse des questions de genre \(Réseau sur les questions de genre de CARE International\)](#) – Cette note d'orientation définit les concepts de base des questions de genre, et présente les domaines clés à prendre en compte lors d'une analyse de ces questions. Elle fournit des exemples de questions qui pourraient être explorées lors d'une analyse des questions de genre.

[Lignes directrices pour l'intégration des questions de genre aux stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, et leur module de formation \(Convention sur la diversité biologique et Union internationale pour la conservation de la nature, 2010\)](#) – Ces lignes directrices et leur module de formation aident à promouvoir l'égalité des genres par le biais du développement de stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. Cependant, une grande partie des contenus peut aussi être utile à d'autres processus de planification.

[Analyse rapide des questions de genre \(CARE UK\)](#) – Cette ressource aide à mener une analyse rapide des questions de genre, y compris à trouver et collecter des données, à analyser des résultats et à les utiliser pour prendre des décisions concrètes.

[Boîte à outils sur le genre et le changement climatique dans la région Pacifique \(Secrétariat de la Communauté du Pacifique, Programme des Nations Unies pour le développement, ONU-Femmes, Agence de coopération internationale allemande \[GIZ\], Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, 2015\)](#) – Cette boîte à outils décrit les liens entre le genre et le changement climatique dans quatre grands secteurs : la sécurité alimentaire, l'eau, l'énergie et la réduction des risques de catastrophes. Elle a été conçue pour aider les praticiens du changement climatique dans la région des îles du Pacifique à intégrer la question du genre dans leurs programmes et projets, mais peut aussi servir dans d'autres contextes.

2.2.5 Analyse de la pauvreté multidimensionnelle

Le concept de pauvreté multidimensionnelle montre que de nombreux facteurs, au-delà des contraintes financières, façonnent la pauvreté des populations, et met en avant les différences de conditions de vie et d'accès aux ressources et services clés. Il est essentiel de comprendre les différentes origines des difficultés vécues par les communautés touchées par la transition afin de concevoir des stratégies visant à ne pas exacerber la pauvreté et ces difficultés, mais plutôt à aider à améliorer la situation.

L'analyse de la pauvreté multidimensionnelle identifie les principaux manques dont peuvent souffrir les populations, comme la malnutrition, des logements inadaptés ou un manque de services de base (électricité ou assainissement, par exemple). Elle permet aussi de comprendre leur répartition au sein des différentes populations. Elle permet de savoir quelles sont les populations les plus vulnérables et de quelle manière, et met en avant les endroits où les populations souffrent de plusieurs manques.

Cette analyse aide à identifier les politiques et programmes qui peuvent permettre de combler ces manques socioéconomiques et de réduire la pauvreté. Elle peut en particulier orienter l'élaboration de mesures d'aide à la transition, surtout afin que ces mesures ou programmes politiques (dont des réformes des systèmes de protection sociale) puissent cibler les groupes et les communautés qui souffrent le plus de la pauvreté (ou qui sont les plus susceptibles de souffrir de la transition).

Pour certains pays et certaines régions, il existe parfois déjà des indices sur la pauvreté multidimensionnelle qui peuvent servir de point de départ à une analyse sur site. En fonction des données disponibles, ces indices peuvent prendre en compte les mesures traditionnelles de lutte contre la pauvreté monétaire ainsi que des données sur l'éducation, la santé, les conditions de vie, l'emploi et la sécurité, par exemple.

Les données nationales seules ne suffisent souvent pas pour bien comprendre comment certaines communautés ou certains groupes au sein de ces communautés peuvent être touchés par les changements socioéconomiques. C'est pourquoi une analyse ventilée de la pauvreté multidimensionnelle, aux niveaux local, régional ou même du foyer, peut aider à combler ces lacunes. Cependant, il peut être difficile de trouver des données ventilées par région sur la pauvreté multidimensionnelle.

EXEMPLES

- Évaluation d'un indice sur la pauvreté multidimensionnelle, Seychelles
- Définition d'une mesure nationale de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, Timor Leste
- Utilisation d'une analyse de la pauvreté multidimensionnelle pour mettre au point des programmes et politiques au Burkina Faso, en Jordanie, en Angola et au Mexique

RESSOURCES

[Indice mondial 2022 sur la pauvreté multidimensionnelle \(Programme des Nations Unies pour le développement et Initiative sur la pauvreté et le développement humain de l'Université d'Oxford, 2022\)](#) – Ce rapport résume les résultats d'une étude mondiale de données nationales sur la pauvreté multidimensionnelle (avec quelques exemples infranationaux, comme en Inde). Il peut être utile pour ceux qui souhaitent en apprendre plus sur les analyses de la pauvreté multidimensionnelle, sur les informations qu'elles permettent d'obtenir et sur la manière dont elles peuvent être utilisées pour cibler des interventions.

[Examen de l'utilisation des mesures sur la pauvreté multidimensionnelle \(Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies, 2021\)](#) – Cet examen vise à comprendre si les mesures et analyses de la pauvreté multidimensionnelle peuvent influencer les programmes et politiques nationales. Ce rapport, qui a surtout pour objectif de réduire la pauvreté des enfants, inclut des exemples et des conseils qui peuvent s'avérer utiles pour la réalisation d'autres objectifs de développement.

[Comment créer un indice de pauvreté multidimensionnelle \[IPM\] \(Programme des Nations Unies pour le développement \[PNUD\] et Initiative sur la pauvreté et le développement humain de l'Université d'Oxford \[OPHI\], 2019\)](#) – Ce manuel explique comment créer un IMP national de A à Z et explique comment l'utiliser pour orienter et suivre des politiques. Il donne aussi des exemples fondés sur les expériences de certains pays.

[Mesure de la pauvreté multidimensionnelle \(Banque mondiale\)](#) – Cette ressource offre des conseils théoriques sur la mesure de la pauvreté multidimensionnelle et sur les données à ce sujet pour 149 pays. Elle se compose de six indicateurs : consommation ou revenu, le niveau scolaire, l'effectif scolaire, l'eau potable, l'assainissement et l'électricité. Ces indicateurs sont cartographiés selon trois dimensions du bien-être : la dimension monétaire, l'éducation et les infrastructures de base.

[Outil d'évaluation multidimensionnelle de la pauvreté \(MPAT\) \(Fonds international de développement agricole, 2014\)](#) – Cet outil aide les utilisateurs à comprendre les différentes dimensions de la pauvreté ainsi que ses causes sous-jacentes. Il intègre l'analyse des besoins humains, la dotation de ressources, l'exposition aux risques et l'égalité sociale à un outil pratique qui peut aider à mettre en place une évaluation de la pauvreté multidimensionnelle. *Certains des outils et certaines des informations fournies sont aussi disponibles en français, en hindi, en swahili et en chinois.*

2.2.6 Analyse des systèmes de protection sociale

Les systèmes de protection sociale (aussi appelés filets de sécurité, services sociaux ou programmes d'aide sociale) sont des mesures qui offrent aux personnes pauvres et vulnérables une aide, qui peut être monétaire ou d'une autre nature. L'objectif est de réduire leur exposition aux risques, de les protéger des pertes de revenus ou de leur volatilité, et parfois d'améliorer leur accès au marché du travail.

Les programmes de protection sociale sont souvent proposés par les gouvernements, mais peuvent aussi être fournis par d'autres acteurs, comme des organisations de la société civile. Parmi ces programmes, nous pouvons citer : les programmes d'aide sociale qui fournissent un certain niveau de revenu et/ou un accès à des services de base (p. ex. : transferts d'argent, pensions sociales, services de garde) ; les programmes d'assurance sociale qui fournissent un revenu dans certaines circonstances (p. ex. : programme de sécurité sociale, assurance maladie, assurance professionnelle ou assurance agricole) ; et des programmes dédiés au marché du travail qui aident à reconvertir ou former des travailleurs potentiels et/ou à faciliter l'obtention d'un emploi (p. ex. : en rapprochant les offres des demandes, en créant des emplois grâce à des programmes de travaux publics ou en assurant des lois et conditions de travail minimales).

Préparer le profil de protection sociale d'un pays peut permettre de comprendre la couverture, l'incidence des aides sociales, l'adéquation, l'effet sur la pauvreté, et les dépenses de plusieurs programmes existants de protection sociale, et ainsi d'en identifier les lacunes. Cette activité permet aussi d'évaluer les mesures en place et de vérifier si elles prennent bien en compte les questions de genre (c'est-à-dire si elles visent les hommes et les femmes de la même manière et si elles n'augmentent pas sans le vouloir les inégalités entre les genres), et si elles bénéficient bien aux personnes pauvres. En analysant les protections déjà en place et qui sont leurs bénéficiaires, les planificateurs peuvent identifier les opportunités offertes par l'amplification ou l'amélioration (par des réformes, par exemple) des mesures actuelles. Ils peuvent aussi identifier où se trouvent les lacunes à combler afin de soutenir les groupes touchés par la transition. Cette analyse doit aider à éviter les effets néfastes des transitions qui pourraient renforcer les inégalités, ce qui peut se produire si les aides sociales soutiennent les plus riches ou les entreprises au lieu d'aider les groupes vulnérables et pauvres.

EXEMPLES

- Analyse des programmes de protection sociale, examen des dépenses publiques pour le système de protection sociale du Vanuatu, examen du système de protection sociale de l'Angola, Cambodge

RESSOURCES

[ASPIRE : Atlas d'indicateurs de résilience et d'équité en matière de protection sociale \(Banque mondiale\)](#) – ASPIRE rassemble des indicateurs permettant d'analyser la portée et les performances de programmes de protection sociale. Il fournit des indicateurs pour 139 pays sur des programmes d'aide sociale, d'assurance sociale et relatifs au marché du travail grâce à des données administratives sur les programmes et à des données nationales sur les ménages.

[Évaluer la préparation des systèmes de protection sociale pour l'atténuation des effets des réformes – Note de bonnes pratiques 5 du cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2018\)](#) – Cette note donne des informations sur l'utilisation des programmes de sécurité sociale pour atténuer les effets sociaux des réformes des subventions aux énergies sur les pauvres. Elle présente une approche d'analyse en trois étapes qui permet de protéger des effets néfastes des chocs des prix.

[La protection sociale au service d'une transition juste \(Organisation internationale du Travail, 2023\)](#) – Cette note présente la manière dont la protection sociale peut aider à éviter ou à lutter contre les effets néfastes du changement climatique et à contribuer à une transition juste, dans le cadre d'une série cohérente de politiques de soutien.

[Examen des systèmes de protection sociale : un guide pratique \(Organisation de coopération et de développement économiques, 2018\)](#) – Cet examen permet de diagnostiquer les principaux enjeux du système de protection sociale d'un pays, et d'identifier les possibilités d'extension et de réformes. Ce guide pratique peut être appliqué dans n'importe quel pays, avec n'importe quel niveau de revenu, par n'importe quelle institution, et doit permettre de générer des recommandations de politiques pratiques. Cette ressource est également disponible en français.

[Statistiques sur la protection sociale \(Organisation internationale du Travail\)](#) – Les tableaux de bord mondiaux de données sur la protection sociale fournissent des statistiques approfondies au niveau des pays sur diverses dimensions des systèmes de protection sociale, y compris des indicateurs clés d'un grand intérêt pour les décideurs politiques nationaux, les responsables d'organisations internationales et les chercheurs, notamment pour le suivi des ODD.

[Indice revu de protection sociale : méthode et manuel \(Banque asiatique de développement, 2011\)](#) – Ce manuel donne des conseils sur la préparation d'évaluations des protections sociales d'un pays. L'indice de protection sociale est un outil pratique qui permet d'évaluer la nature des programmes de protection sociale des pays et d'identifier leurs effets sur les personnes pauvres et vulnérables. L'indice revu de protection sociale a été mis au point pour rassembler les données nationales sur les programmes de protection sociale financés par les gouvernements. Cette source contient un lien vers la base de données de cet indice pour la région Asie et Pacifique.

2.3 Clarifier les principes de transition juste

Il est essentiel de définir des principes de transition juste dès le départ. Ces principes permettent d'encadrer les questions à prendre en compte lors de la planification et aident à identifier les risques et les opportunités qui en découlent. Des principes clairs aident aussi à faire des choix et à prendre des mesures.

Prenons l'exemple d'un principe général : les travailleurs qui perdent leur emploi à cause de la transition doivent être soutenus. Si vous appliquez ce principe à de nombreux contextes du Sud, vous ne devez pas oublier que beaucoup de personnes touchées sont des travailleurs informels, et parfois illégaux. Cela signifie que la planification de la transition doit trouver des manières d'intégrer les travailleurs qui ne sont pas représentés par les syndicats formels, et élaborer des programmes d'aide qui visent leurs besoins spécifiques.

Plusieurs séries de principes de transition juste ont été publiées. Certaines de ces séries sont précises, et se concentrent sur des questions particulières, et d'autres sont plus générales et se penchent de manière globale sur les questions d'égalité lors des transitions. Elles peuvent servir de point de départ pour la définition de vos propres principes (voir la section Ressources).

N'oubliez pas que la définition d'une vision globale et de principes de transition juste doit impliquer de nombreuses parties prenantes différentes. Pour en savoir plus sur la stratégie et les méthodes d'engagement des parties prenantes, consultez le **Module 1.3**.

EXEMPLES

- Définition de la transition juste, Pays de Galles
- Résultats nationaux de la transition juste, Écosse
- Principes du cadre sud-africain de transition juste
- Définition d'objectifs dans la Vallée du Jiu, Roumanie

RESSOURCES

[Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous \(Organisation internationale du Travail, 2015\)](#) – Ce guide montre comment formuler, appliquer et suivre un cadre politique national adapté pour une transition juste. Il intègre des principes directeurs et des outils pratiques pour certains domaines politiques (politiques macroéconomiques, industrielles et sectorielles ; droits ; sécurité et santé au travail ; protection sociale ; développement des compétences ; politiques actives du marché du travail ; dialogue social et tripartisme). Cette ressource est également disponible en français, en espagnol et en tchèque.

[Principes autochtones pour une transition juste \(Indigenous Environmental Network\)](#) – Cette ressource présente une liste de principes pour une transition juste qui a été préparée par des communautés autochtones en Amérique du Nord.

[Principes pour une transition juste \(Climate Justice Alliance\)](#) – Cette note met en avant certains principes pour une transition juste.

[Principes pour une transition juste dans le domaine de l'agriculture \(Action Aid, 2019\)](#) – Ce rapport explore et définit des concepts pour une transition juste dans le secteur de l'agriculture.

[Principes pour des transitions justes dans le secteur des systèmes alimentaires : imaginer un avenir plus juste et durable, et une manière inclusive d'y arriver \(Just Rural Transition, 2023\)](#) – Ce rapport résume dix principes qui devraient orienter les transitions justes dans le secteur des systèmes alimentaires et aborde la difficulté de les appliquer dans différents contextes.

[Sept principes pour une transition juste vers une économie bas carbone \(Institut de Stockholm pour l'Environnement, 2020\)](#) – Cette note présente une série de principes pour une transition juste et se base sur un résumé des publications sur le sujet. Elle se fonde aussi sur des expériences passées de transition et recommande des manières d'intégrer ces principes lors de l'élaboration de politiques et sur le terrain.

Module 3. Analyser les effets et les opportunités

Pour planifier la transition et mettre au point des stratégies, il est nécessaire d'utiliser plusieurs types d'analyses. Il est essentiel de comprendre et si possible de quantifier les opportunités et risques pouvant être provoqués par une transition. Il faut donc prendre en compte les effets possibles sur l'emploi, les conditions sociales, les conditions économiques, la gestion des terres et l'environnement naturel.

Il est particulièrement important de comprendre la répartition des risques et opportunités. Certaines personnes souffriront plus que d'autres, ou seront moins en mesure de s'adapter aux changements à cause de leur genre, de leur âge, de leur ethnicité, de leur statut professionnel, de leur handicap ou d'autres facteurs. Une analyse du contexte socioéconomique dans son ensemble peut être utile (voir le **Module 2.2**).

Les analyses nécessaires, ainsi que les outils et les méthodes les plus adaptés, dépendront du contexte, des effets anticipés et des principes de transition juste définis (voir le **Module 2.3**). La disponibilité des données sera aussi un enjeu : si vous ne disposez pas de données de bonne qualité, vous devrez peut-être collecter et préparer de nouvelles données.

3.1 Répercussions et opportunités sur le marché de l'emploi

N'importe quelle transition économique provoquera des remous sur le marché de l'emploi. Elles vont créer de nouveaux emplois, en éliminer certains, et en transformer d'autres. Prenons l'exemple du secteur de l'énergie : de nombreux emplois dans la production de carburants fossiles et des secteurs qui y sont liés (comme la production de voitures conventionnelles) seront certainement supprimés. La croissance dans le secteur de l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique va créer de nombreux nouveaux emplois directs et indirects, y compris pour des plombiers, des électriciens et des charpentiers. Ils auront l'opportunité de se former et de réorienter leurs entreprises vers ces secteurs émergents.

Pour planifier une transition juste, vous devez comprendre la manière dont une transition peut affecter les travailleurs, et la manière dont les différentes stratégies de transition peuvent influencer les répercussions sur le marché de l'emploi.

Vous pouvez mener les analyses suivantes :

- **Une analyse des répercussions sur l'emploi.** Cette analyse vous aidera à anticiper les pertes d'emplois et les autres effets connexes (comme la qualité de l'emploi qui pourrait changer) dans le contexte de la fermeture ou du ralentissement progressif d'une entreprise ou d'un secteur.
- **Une analyse des emplois verts.** Cette analyse vous aidera à identifier les opportunités d'emploi émergentes, qui correspondent, par exemple, aux stratégies proposées de diversification économique.
- **Analyses plus larges du marché du travail et analyses de la mobilité des travailleurs.** Ces analyses vous aideront à identifier les emplois disponibles ou les manques de formation ; à suivre la nature changeante des conditions d'emploi ; et à comprendre la mobilité des travailleurs dans différentes régions et différents secteurs.

L'évaluation des répercussions et des opportunités doit prendre en compte les résultats pour les emplois directs, indirects et induits (catégories de l'[Organisation internationale du Travail](#) [OIT]).

3.1.1 Évaluation des répercussions sur l'emploi

L'évaluation des répercussions sur l'emploi est un terme qui rassemble plusieurs méthodes permettant de quantifier les changements potentiels sur le marché de l'emploi et/ou d'analyser les effets de la transition sur les types d'emplois qui seront disponibles après des décisions de politique publique ou des investissements, ainsi que leur qualité. L'évaluation des répercussions sur l'emploi peut prendre la forme d'une évaluation au niveau du projet ou d'une analyse économique.

Il est possible d'utiliser plusieurs approches et méthodes pour cette analyse, en fonction de la nature des changements évalués. Il peut être utile d'utiliser des tableaux entrées-sorties ou des matrices de comptabilité sociale lors d'analyses macroéconomiques des multiplicateurs ou lors d'évaluations des effets économiques (y compris les effets indirects et induits), en association avec des données d'enquêtes sur la main-d'œuvre.

Il peut être difficile de mener une évaluation fiable des répercussions sur l'emploi. Il n'existe pas toujours de tableaux de données pour les pays, et ces données ne sont pas toujours à jour ou suffisamment détaillées

pour mener à bien une analyse fiable. Leur mise à jour est une activité prenante et exige de travailler avec des agences de statistiques. L'OIT recommande de créer des modèles personnalisés d'évaluation adaptés aux contextes locaux. Ils doivent permettre de mieux intégrer les mécanismes d'ajustement qui montrent le vrai fonctionnement de l'économie locale (au lieu d'appliquer des modèles conçus pour d'autres contextes). Cependant, il s'agit d'une entreprise considérable qui exige la participation d'économistes qui comprennent les principaux mécanismes d'ajustement de l'économie locale.

EXEMPLES

- Évaluation des répercussions sur l'emploi de l'abandon progressif du charbon en Macédoine-Occidentale, Grèce
- Évaluation des répercussions sur les emplois directs des investissements dans le secteur des transports, Jordanie et Liban
- Mesure des répercussions sur l'emploi de la fermeture des mines, Australie

RESSOURCES

[Cadre systématique visant à mesurer les répercussions de la coopération au développement sur l'emploi \(Agence de coopération internationale allemande \[GIZ\], 2014\)](#) – Ce document résume les fonctionnalités clés d'un cadre systématique visant à évaluer les répercussions agrégées sur l'emploi d'un ensemble d'interventions de coopération au développement, en utilisant une méthode ascendante.

[Évaluations de l'impact sur l'emploi \(EIE\) : analyser l'impact des investissements en infrastructure sur l'emploi \(Organisation internationale du Travail, 2021\)](#) – Ce rapport décrit une approche d'évaluation des répercussions sur l'emploi dans les projets concernant les infrastructures. Cette approche vise à quantifier le potentiel d'emploi et l'effet des investissements en infrastructure, en particulier dans les sous-secteurs d'infrastructures où l'utilisation de méthodes de construction et de maintenance à haute intensité de main-d'œuvre est techniquement réalisable et rentable.

Cette ressource est également disponible en français.

[Évaluations des répercussions sur l'emploi en Afrique : application et durabilité des analyses locales des multiplicateurs \(Organisation internationale du Travail, 2022\)](#) – Cette note examine l'application et la durabilité de la méthode des multiplicateurs locaux, en particulier en Afrique subsaharienne, comme moyen d'estimer les répercussions à long terme des changements sur les emplois dans le domaine de la fabrication dans d'autres secteurs.

[Évaluations des répercussions sur l'emploi : examen des méthodes \(Organisation internationale du Travail, 2017\)](#) – Ce document fournit des outils de départ permettant d'évaluer les répercussions sur l'emploi de grands projets, en prenant en compte la qualité et la quantité des emplois.

[Guide pour le suivi de l'emploi et la réalisation d'évaluations des répercussions sur l'emploi des investissements dans les infrastructures \(Organisation internationale du Travail, 2020\)](#) – Ce guide décrit les outils et les méthodes qui permettent de déterminer les effets des investissements dans les infrastructures sur les emplois. Il se base sur des leçons tirées de projets de coopération technique et d'études de l'OIT au Liban, au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Afrique du Sud, en Indonésie, au Rwanda et au Ghana, entre autres.

[Méthodes d'évaluation des emplois verts \(Organisation internationale du Travail, 2013\)](#) – Cette note décrit les différentes méthodes permettant d'évaluer le potentiel d'emploi des politiques « vertes ».

3.1.2 Analyse des emplois verts

L'analyse des emplois verts peut aider les décideurs à comprendre le potentiel offert par de nouveaux secteurs en matière de création d'emplois. Une analyse complète des emplois verts peut mettre en avant les lacunes dans les offres de formation, qui pourront être comblées par de nouvelles politiques d'enseignement et de formation, à la fois dans le secteur de l'éducation formelle et dans le secteur privé. Associée à une analyse des questions de genre, elle peut être utilisée pour cibler les groupes marginalisés et leur offrir une éducation, une formation ou une autre aide qui leur permettra de saisir les nouvelles opportunités d'emploi.

Une analyse des opportunités d'emploi dans les secteurs « verts » doit d'abord définir ce qu'est un « emploi vert ». Voici des catégories intéressantes à prendre en compte :

- *Nouveaux emplois verts et émergents* : de nouveaux emplois aux tâches et exigences uniques, avec des responsabilités uniquement « vertes » (p. ex. : ingénieurs dans le secteur de l'énergie éolienne ou installateurs de panneaux photovoltaïques).

- *Compétences vertes améliorées* : emplois dont les tâches, compétences et connaissances requises se retrouvent grandement modifiées par la transition (p. ex. : des responsables des opérations qui doivent réaliser de nouvelles tâches vertes liées à la gestion de la durabilité des opérations, ou des professionnels du bâtiment qui doivent modifier leurs pratiques pour réduire les déperditions d'énergie dans les bâtiments).
- *Demande verte augmentée* : emplois pour lesquels la transition vers une économie durable augmente la demande, mais ne provoque pas de changements significatifs dans leurs tâches ou exigences. Ces emplois soutiennent l'économie verte, mais n'incluent pas de tâches « vertes » (p. ex. : des chimistes, des spécialistes des matériaux, des responsables de production industrielle).

Les analystes doivent aussi prendre en compte quelles répercussions sur les emplois doivent être mesurées (p. ex. : emplois directs, indirects ou induits) et quel délai doit être analysé (p. ex. : création d'emplois à court terme ou à long terme). L'évaluation peut aussi explorer des enjeux connexes, comme les besoins en compétences ou la répartition des revenus. Il est essentiel de bien prendre en compte la répartition probable des emplois, entre les différentes régions et groupes démographiques, y compris par genre, lors de l'analyse des emplois verts.

La disponibilité des données et/ou la capacité de modélisation pour ces différents aspects influenceront la portée de toutes vos analyses. En fonction des données disponibles et des objectifs, les analyses des emplois verts associent habituellement plusieurs méthodes telles que des enquêtes, des inventaires, des analyses entrées-sorties, des matrices de comptabilité sociale et des modèles d'équilibre général calculable (voir le **Module 3.5**).

EXEMPLES

- Analyse des emplois verts actuels au Royaume-Uni
- Estimation des emplois verts au Bangladesh
- Évaluation des emplois verts, Nigeria
- Évaluation des emplois verts, Zimbabwe

RESSOURCES

[Les emplois « verts » sont-ils des emplois corrects ? Les leçons tirées jusqu'à présent peuvent façonner les transitions à venir du marché du travail \(Centre for Climate Change Economics and Policy, Centre for Economic Performance, Programme on Innovation and Diffusion, et Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de la LSE, 2021\)](#) – Ce document analyse les caractéristiques spécifiques et générales des emplois verts, ainsi que des personnes qui ont tendance à les détenir. Ces informations peuvent aider à imaginer les interventions et programmes de demain.

[Évaluer le potentiel des emplois verts dans les pays en développement : guide du praticien \(Organisation internationale du Travail, 2011\)](#) – Ce manuel fournit des conseils sur la manière d'estimer la véritable et potentielle activité économique ainsi que le nombre d'emplois liés à l'environnement dans les pays en développement. Cette méthodologie répond aux besoins des pays en développement qui s'intéressent aux évaluations des emplois verts.

[Modèle d'évaluation des emplois verts \(Organisation internationale du Travail et le Programme des emplois verts\)](#) – Cette note présente rapidement le GJAM, un cadre de modélisation macroéconomique qui se fonde sur les tableaux entrées-sorties (OIT) et les matrices de comptabilité sociale pour évaluer les créations et pertes d'emplois.

[Rapports sur les évaluations des emplois verts \(Organisation internationale du Travail, 2022\)](#) – Ces rapports offrent des informations sur les répercussions sur l'emploi des politiques vertes avec des exemples concrets, en utilisant la méthodologie standardisée du Réseau des institutions d'évaluation des emplois verts (GAIN).

[Le Réseau des institutions d'évaluation des emplois verts \(GAIN\) \(Organisation internationale du Travail\)](#) – Ce réseau fournit des ressources et des outils sur l'évaluation des effets des politiques vertes sur l'emploi. Parmi ces ressources se trouve le [guide de formation du réseau](#).

[Prendre en compte les questions de genre dans le secteur du financement climatique : emplois verts \(2X Climate Finance Taskforce\)](#) – Cette note offre des conseils aux institutions qui financent le développement, aux gestionnaires de fonds et aux autres institutions financières afin qu'ils puissent prendre en compte les questions de genre dans leurs investissements climatiques. Elle se concentre sur la promotion dans la pratique d'emplois verts qui prennent en compte les questions de genre.

3.1.3 Évaluation du marché du travail

Une évaluation du marché du travail comprend plusieurs types d'analyses qui peuvent aider à comprendre certaines caractéristiques du marché du travail dans son ensemble, et pas seulement en relation aux effets de la transition.

Cette évaluation peut être utilisée pour identifier les futures tendances sur le marché du travail ainsi que les lacunes en compétences par rapport aux besoins des employeurs. Ce genre d'analyse peut être utilisée pour orienter l'élaboration de programmes de création d'emplois qui se basent sur la demande et qui répondent aux besoins du marché. Il peut aussi pousser à l'élaboration de nouveaux programmes d'enseignement et de formation.

Cette évaluation permet aussi d'analyser des données sur les types d'emplois disponibles et sur les conditions de travail. Du point de vue d'une transition juste, la création d'emplois « décents » est un objectif clé. Voilà pourquoi cette évaluation peut aider à suivre au fil du temps les progrès vers la réalisation de cet objectif. L'OIT a défini une série d'indicateurs pour des emplois décents. Elle peut s'avérer utile pour ce genre d'analyse, car elle couvre les indicateurs des droits au travail, de l'emploi, de la protection sociale et du dialogue social (voir OIT 2008 dans la section Ressources).

Les approches de cette analyse peuvent varier. Elle peut fournir une analyse complète de tout le marché du travail, ou se concentrer sur des aspects précis (p. ex. : la facilité de faire des affaires pour les employeurs, le potentiel d'emploi ou les lacunes en compétences en fonction des secteurs, ou les obstacles à l'emploi pour les groupes cibles). Pour chacune de ces analyses, vous avez besoin de différentes informations. La faisabilité de ces analyses peut donc dépendre de la disponibilité des données.

Là où les marchés de l'emploi sont très informels et où les données ne sont pas pertinentes, disponibles ou de bonne qualité, il peut être compliqué d'évaluer le marché du travail. Dans de tels cas, des évaluations rapides du marché du travail peuvent s'avérer utiles (p. ex. : un examen de la littérature secondaire et/ou courtes visites sur le terrain, avec une collecte et une analyse limitées de données originales). Il faut alors faire attention lors de l'extrapolation des résultats, puisqu'ils pourraient ne pas bien représenter les dynamiques du marché du travail dans son ensemble.

EXEMPLES

- Évaluation du marché du travail par rapport au rôle des femmes dans le secteur de l'énergie au Kazakhstan
- Évaluation du marché du travail, République démocratique populaire lao

RESSOURCES

[Indicateurs d'un emploi décent pour l'Asie et le Pacifique : guide pour les législateurs et les chercheurs \(Organisation internationale du Travail, 2008\)](#) – Ce guide présente un aperçu détaillé des indicateurs qui peuvent être utilisés pour mesurer et suivre les tendances pour les quatre dimensions d'un travail décent : les droits au travail, l'emploi, la protection sociale et le dialogue social.

[Conseils pour analyser le marché du travail : analyses de la sécurité alimentaire et prise de décisions \(Programme alimentaire mondial, 2013\)](#) – Ce guide montre comment une analyse du marché du travail peut être intégrée à une analyse de la sécurité alimentaire.

[Méthode pour analyser la présence des jeunes sur le marché du travail \(Organisation internationale du Travail, 2017\)](#) – Cette publication fournit des conseils pour analyser la présence des jeunes sur le marché du travail (technique d'analyse). Elle peut être associée à [la boîte à outils de l'OIT pour un examen collégial volontaire de la présence des jeunes sur le marché du travail](#). Chaque section contient des exemples pratiques, des listes de contrôle, des conseils et des références à des ressources supplémentaires qui peuvent enrichir l'analyse.

[Enquêtes visant à mesurer les compétences STEP : outils innovants d'évaluation des compétences \(Protection sociale et travail, Banque mondiale, 2014\)](#) – Cette note décrit la méthodologie mise au point par l'initiative STEP qui vise à collecter des données sur les compétences dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Elle couvre la conception d'instruments d'enquête, les constructions qui sont mesurées et les normes techniques et protocoles de mises en œuvre qui ont été conçus et appliqués afin de garantir la comparabilité des données. Elle donne du contexte aux lecteurs qui souhaiteraient mettre en place de telles enquêtes dans leur pays et aux utilisateurs des ensembles de données collectées lors de ces enquêtes.

[Boîte à outils VET - Analyse et programmation du marché du travail \(Agence de coopération internationale allemande \[GIZ\] et gouvernement allemand, 2017\)](#) – Cette boîte à outils comprend une section dédiée à la programmation du marché du travail et à son analyse, dont plusieurs liens vers (i) un [guide visant à développer et appliquer des qualifications](#) qui répondent aux besoins du secteur, et (ii) un [ensemble d'outils](#) permettant d'évaluer le marché du travail.

3.1.4 Analyse de la mobilité des travailleurs

La capacité des travailleurs à se déplacer, entre des régions et des secteurs, aura une influence sur la portée et la nature des effets associés aux pertes d'emplois provoquées par une transition. La mobilité des travailleurs est influencée par des facteurs tels que l'âge, les informations sur les opportunités d'emploi, le niveau d'éducation et/ou les compétences techniques, les frais de déménagement et les circonstances familiales.

Une analyse de la mobilité des travailleurs peut fournir des informations sur la facilité ou non pour les travailleurs qui perdent leur emploi à cause de la transition de retrouver un emploi ailleurs dans leur pays ou région.

Les données utilisées pour estimer la mobilité des travailleurs peuvent provenir du recensement et d'autres statistiques nationales agrégées, d'enquêtes menées auprès des foyers et des travailleurs et de données issues des réseaux sociaux. Les informations sur la mobilité des travailleurs ne sont pas toujours disponibles dans les statistiques sur le marché local, il peut donc être utile d'utiliser également plusieurs méthodes ou sources de données pour combler les lacunes et améliorer la couverture et/ou la fiabilité de votre analyse.

EXEMPLES

- Étude de base sur la mobilité des travailleurs et données sur le marché de l'emploi dans les économies de l'APEC, Asie-Pacifique
- Mesure de la mobilité internationale des travailleurs : exemples d'Israël, d'Italie, du Mexique et de Norvège
- Utilisation de mégadonnées pour améliorer les analyses sur la mobilité des travailleurs dans l'UE

RESSOURCES

[Manuel sur l'évaluation participative de la cohérence politique \(Organisation internationale du Travail, 2021\)](#) – Ce manuel vient prolonger le travail de l'OIT sur la promotion de la cohérence politique dans le contexte de la migration des travailleurs, et vise à renforcer les méthodes d'évaluation grâce à l'intégration de toutes les parties prenantes concernées par le biais d'une approche participative structurée. Ainsi, la collecte et l'analyse des données seront plus efficaces et les propositions d'ajustements de la cohérence politique répondront aux difficultés identifiées. Avec une approche participative et une sensibilisation accrue de tous les partenaires, vous améliorerez la participation au processus de mise en œuvre et aux efforts de récupération à la suite de la pandémie de COVID-19.

[Mesurer la mobilité internationale des travailleurs \(Commission économique pour l'Europe, 2018\)](#) – Cette publication présente les différentes manières permettant de mesurer la mobilité internationale des travailleurs. Elle met en avant les bonnes pratiques et propose des domaines à développer à l'avenir. Elle présente aussi des études de cas d'Israël, d'Italie, du Mexique et de Norvège qui permettent d'obtenir plus d'informations sur la mobilité des travailleurs dans des contextes nationaux précis.

3.2 Les effets sociaux

Les transitions vers des économies bas carbone et une société plus résiliente au changement climatique peuvent avoir des effets sociaux qui dépassent le monde du travail.

Ces effets peuvent toucher des individus et des foyers de plusieurs manières : leurs moyens de subsistance et leur sécurité financière, leurs droits personnels ou de propriété, la sécurité des membres de leur foyer (si la transition conduit à un plus grand risque de violence familiale, par exemple), ou leur santé mentale et leur bien-être. Les nouvelles pratiques qui sont introduites dans le cadre de la transition, comme une plus grande conservation des forêts, peuvent avoir des effets sur l'accès des foyers aux ressources naturelles dont ils

dépendent pour leur nourriture, leur carburant ou leur santé. Certaines parties prenantes pourraient même être amenées à déménager.

Dans les communautés, une transition peut engendrer des conflits qui viennent briser la cohésion sociale. La transition peut aussi avoir des effets démographiques. Par exemple, des pertes d'emplois importantes peuvent engendrer une émigration.

Pour ces raisons, l'évaluation des effets sociaux est importante dans la planification de transitions justes.

3.2.1 Évaluation des effets sociaux

Une évaluation des effets sociaux est un processus qui vise à analyser et suivre les effets sociaux positifs et négatifs des réformes ou des changements (p. ex. : politiques, programmes, plans, projets). Il faut évaluer les effets directs et indirects, y compris la manière dont les changements peuvent influencer le bien-être des différents groupes de populations, en particulier les personnes pauvres, marginalisées et les plus vulnérables. Du point de vue méthodologique, cette analyse peut être liée à l'évaluation des effets sur l'économie, l'accès aux ressources, la culture, la santé physique et mentale, le genre, les droits des autochtones et la pauvreté.

Les approches multidisciplinaires pour cette évaluation sont utiles. Ainsi, les résultats d'une méthode sont affinés par l'utilisation d'outils complémentaires. Étant donné que cette analyse doit, dans l'idéal, prendre en compte la manière dont les personnes réagissent aux changements et réformes, il est possible d'obtenir des informations précieuses grâce à des techniques qualitatives appliquées auprès de la communauté. Parmi les options les plus communes, nous pouvons citer : les entretiens d'information, les groupes de réflexion, les questionnaires semi-structurés et les enquêtes. La modélisation des changements de comportements basée sur des méthodes quantitatives peut aussi venir enrichir l'analyse.

Le processus d'analyse des effets sociaux doit se fonder sur des connaissances locales et être préparé par le biais d'un processus participatif qui respecte les valeurs culturelles locales. Les différents types de parties prenantes doivent être impliqués dans l'évaluation des effets et des alternatives et dans le suivi des changements.

EXEMPLES

- Analyse des effets des réformes des subventions aux énergies et à l'alimentation sur les ménages, Libye
- Évaluation des effets du changement climatique sur la santé mentale
- Évaluation des effets sociaux de l'exploitation minière sur les communautés locales
- Évaluation des impacts sociaux d'une transition vers des transports à faible émission de carbone, Espagne

RESSOURCES

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Note 3 sur les bonnes pratiques : analyse quantitative de l'incidence des subventions aux prix et de l'effet de la réforme sur les ménages \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2019\)](#) – Cette note d'orientation se concentre sur la manière d'évaluer les implications distributives de la réforme des subventions aux énergies sur les ménages en utilisant des méthodes quantitatives.

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Note 4 sur les bonnes pratiques : incidence des subventions aux prix sur les ménages et effets distributifs de la réforme – méthodes qualitatives \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2019\)](#) – Cette note d'orientation se concentre sur la manière d'utiliser des outils de recherche qualitative, comme les groupes de réflexion et les entretiens approfondis, pour comprendre les effets distributifs d'une augmentation des prix sur les ménages.

[Évaluations des effets sociaux et environnementaux. Investissement agricole responsable. Note 14 sur les connaissances au service de l'action \(Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Banque mondiale, 2018\)](#) – Cette note fournit des conseils sur la manière de mener une évaluation des effets sociaux et environnementaux, en particulier pour les investisseurs et les gouvernements. Elle s'inspire des expériences passées et décrit quelques exigences clés pour les plans de gestion sociale et environnementale dans des contextes agricoles.

[Analyse d'impact sur la pauvreté et les questions sociales : leçons et exemples issus de sa mise en œuvre \(Banque mondiale, 2007\)](#) – Ce rapport résume les leçons et exemples analytiques et opérationnels tirés de la mise en œuvre de l'analyse d'impact sur la pauvreté et les questions sociales.

3.3. Effets économiques et options de diversification

Bien que toutes les études montrent que dans l'ensemble une transition vers une économie bas carbone sera positive pour l'économie, les bénéfices qu'elle apporte, tout comme ses coûts, ne seront pas répartis de manière harmonieuse aux niveaux local et national.

Les effets économiques comprennent les effets agrégés sur plusieurs variables : le produit intérieur brut (PIB), l'emploi, la production, la consommation et les revenus des ménages (salaires). Ces effets seront différents aux niveaux national, régional et local, mais aussi en fonction des recettes et dépenses publiques ou privés.

Une analyse des effets économiques doit couvrir une large gamme d'effets. Elle doit aussi reconnaître que ces effets économiques peuvent dépasser les domaines touchés par la transition.

Niveau local

Au niveau local, une baisse des emplois et des revenus peut conduire à une réduction des dépenses dans l'économie locale. De ce fait, les petites entreprises du secteur de la vente et des services en souffriront.

Les petites entreprises liées à la production locale peuvent connaître plus de pertes, auxquelles elles ne sont pas préparées. Les revenus publics des municipalités peuvent baisser, ce qui aura une influence sur les services fournis par les gouvernements locaux ainsi que sur leur capacité à investir dans de nouvelles infrastructures, des investissements pourtant nécessaires pour soutenir la diversification économique.

Niveau national

Au niveau national, une transition peut provoquer une baisse de production dans des secteurs économiques importants ou une baisse des recettes des exportations vers l'étranger, qui contribuent grandement à l'économie du pays (taxes et redevances). La perte de ces revenus peut avoir une influence sur le budget du gouvernement et sur sa capacité à financer des programmes sociaux et ses municipalités, ainsi que sa capacité à emprunter.

Diversification

La planification de la transition exige d'analyser les opportunités potentielles de la diversification économique ou de l'amplification d'autres secteurs, ou les deux. C'est d'autant plus important dans les régions les plus touchées par les fermetures ou le ralentissement progressif d'un secteur.

La spécialisation intelligente et l'évaluation de la réorientation des ressources peuvent servir à explorer de nouvelles activités économiques.

3.3.1 Évaluation des effets économiques

Une évaluation des effets économiques peut être utilisée pour prévoir les effets d'un changement de politique, ou d'une transition à grande échelle, sur plusieurs indicateurs économiques.

Une évaluation complète des changements précis, réels ou hypothétiques, exige normalement de modéliser les nombreux ajustements que connaîtra l'économie à la suite de ces changements. Elle permettra d'évaluer la manière dont ces changements influenceront l'économie locale, régionale et nationale, par exemple via ses effets sur les dépenses, l'emploi, les recettes fiscales. Elle évaluera aussi la manière dont certains facteurs seront influencés, comme le logement, les coûts du travail et d'autres services. Il faut également évaluer la répartition de ces effets.

Les approches de modélisation se fondent normalement sur des modèles entrées-sorties, une analyse d'équilibre partiel, et/ou des modèles d'équilibre général calculable. De plus, des analyses qualitatives peuvent aider à identifier et décrire certains effets, ou à cibler certaines spécificités locales (p. ex. : les changements saisonniers de comportements des populations touchées, qui montrent l'importance d'utiliser des données collectées toute l'année), surtout là où il y a peu d'informations quantitatives.

Peu importe la combinaison de méthodes choisie, l'analyse doit viser à comprendre les effets sur l'économie locale, régionale et nationale, non seulement les effets de stimulus brut, mais aussi la manière dont une transition influence des variables comme les emplois directs et indirects (voir le **Module 3.1**) et les autres aspects de l'économie locale, comme le logement et les services. Il faut aussi évaluer la période et la répartition des effets dans la société, qui sont des paramètres importants.

Une analyse coût-bénéfice (voir le **Module 3.5**) est une méthode utile qui permet de comparer les coûts d'un changement précis ou d'une intervention par rapport aux bénéfices attendus, surtout s'il est nécessaire de justifier des dépenses importantes pour obtenir l'accord des législateurs. Cette technique permet aussi de comparer des options différentes. Un aspect clé de ces analyses, qui peuvent parfois être complexes ou controversées, est qu'il est nécessaire d'estimer la valeur économique des différents résultats sociaux, économiques et environnementaux, comme une bonne santé ou un air non pollué.

EXEMPLES

- Analyse des risques macroéconomiques qui surgissent dans les pays lors d'une transition bas carbone
- Évaluation des effets économiques du COVID-19, Vietnam
- Évaluation des effets économiques des dépenses du Programme alimentaire mondial, Afrique de l'Est

RESSOURCES

[Outils d'analyse des risques climatiques et de catastrophes \(Banque mondiale\)](#) – Cette banque d'informations donne accès à plusieurs outils d'évaluation rapide et d'analyse approfondie qui peuvent être utilisés pour évaluer les risques climatiques dans plusieurs secteurs, y compris l'agriculture, l'énergie, la santé, la finance, les ressources naturelles, les transports, le développement urbain, etc. Ces informations peuvent servir à élaborer des interventions et des programmes dans ces secteurs.

[Évaluation des effets économiques : aperçu \(Adept Economic, 2019\)](#) – Cette note propose un aperçu de haut niveau des méthodes courantes utilisées pour les évaluations des effets économiques.

3.3.2 Évaluation de la diversification économique

La spécialisation intelligente est une approche d'évaluation et un cadre politique mis au point par l'Union européenne. En tant que cadre politique, son principe central est que les stratégies qui permettent d'amplifier et d'améliorer les processus entrepreneuriaux doivent se fonder sur les forces existantes d'une région en matière d'entreprises, de capital naturel et humain, et d'infrastructures.

Une évaluation de la spécialisation intelligente peut être très utile dans les économies assez avancées, qui disposent de marchés ouverts. Dans ces situations, elle aide à identifier les forces économiques et les avantages comparatifs d'une région en particulier. Du point de vue méthodologique, elle se base sur une méthode systématique de découverte entrepreneuriale qui permet d'identifier des priorités émergentes pour soutenir l'acquisition de connaissances par la recherche et le développement, entre autres. Les résultats peuvent être utilisés pour adapter des politiques et soutenir des programmes dans les domaines de l'industrie, de l'éducation et de l'innovation, entre autres, pour les opportunités de croissance économique qui semblent les plus prometteuses. Cette évaluation peut être appliquée à plusieurs niveaux, du national au local.

EXEMPLES

- Identification des opportunités de spécialisation intelligente dans le secteur de la nourriture et des fibres, Australie
- Cartographie du potentiel économique et du processus participatif de découverte entrepreneuriale en Iméréthie, Géorgie

RESSOURCES

[Boîte à outils pour l'amélioration de la qualité des politiques industrielles \(Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Agence de coopération internationale allemande \[GIZ\], 2017\)](#) – Cette boîte à outils se concentre sur les meilleures manières d'élaborer des stratégies et des politiques qui peuvent promouvoir un processus inclusif et durable de développement industriel, en particulier dans les pays en développement. Elle inclut des outils de diagnostic et des informations sur les mesures politiques et les infrastructures institutionnelles qui peuvent aider à réaliser ces objectifs.

[Navigateur de la transition verte \(London School of Economics\)](#) – Cet outil en ligne offre une plateforme qui permet d'explorer les forces d'un pays dans le domaine de l'économie verte.

[Guide pour élaborer des stratégies de recherche et d'innovation pour la spécialisation intelligente \(Commission européenne\) avec la Smart Specialization Platform et le manuel de mise en œuvre S3](#) – Ce guide présente le concept de spécialisation intelligente et offre des conseils sur la manière de mettre au point des stratégies de recherche et d'innovation en faveur de cette spécialisation intelligente. Ce guide est accompagné d'un [manuel de mise en œuvre](#) qui décrit des expériences passées et présente l'état de l'art actuel (développement théorique et mise en œuvre pratique). La [plateforme sur la spécialisation intelligente](#) offre d'autres ressources utiles.

3.3.3 Évaluation de la réaffectation des ressources

Certaines ressources physiques utilisées par des industries ou des entreprises qui font face à des fermetures peuvent être économisées et utilisées à d'autres fins dans le cadre d'une stratégie de diversification économique. Prenons l'exemple d'équipements ou d'infrastructures spécialisés, ou de locaux qui pourront être adaptés afin de répondre aux besoins de nouvelles entreprises ou secteurs.

Au sein d'une communauté, les bâtiments laissés vides par les entreprises qui mettent fin à leur activité, à cause de la transition ou à cause d'une réduction de l'activité économique locale, peuvent servir à de nouvelles entreprises ou à des activités qui répondent aux besoins des populations : à des fins culturelles ou pédagogiques, pour des lieux de rassemblement, ou même pour des logements.

La viabilité de la réaffectation de bâtiments ou d'autres infrastructures dépendra du contexte local. Une évaluation sur les possibilités de réaffectation peut donc permettre d'élaborer une stratégie de développement économique régional dans les régions en transition. (Pour plus d'informations sur la remise en état des terres et leur réaffectation, consultez le **Module 3.4.**)

EXEMPLES

- Évaluation des possibilités de réaffectation pour les infrastructures gazières et pétrolières, Europe
- Analyse multicritères des décisions afin d'évaluer les options de réaffectation des centrales à charbon et des mines dans la province du Mpumalanga, Afrique du Sud
- Évaluation des possibilités de réaffectation des actifs hydroélectriques, Australie

RESSOURCES

[Réaffectation des centrales à charbon vieillissantes dans les pays en développement : rapport technique \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2021\)](#) – Ce rapport présente les concepts et composants d'une analyse coût-bénéfice, qui est nécessaire pour examiner la valeur potentielle d'une réaffectation des centrales à charbon au lieu de leur déclassement. Il couvre trois options de réaffectation : génération d'énergie solaire, stockage de l'énergie et compensateur synchrone. Il présente une étude de cas en Inde qui montre l'utilité économique de la réaffectation.

[ReACT : un guide simplifié pour la réaffectation des ressources en charbon \(Fonds d'investissement climatiques\)](#) – Ce guide se penche sur la mise à l'arrêt et la réaffectation des mines de charbon et centrales à charbon existantes. Il examine comment identifier les centrales à charbon qui peuvent être réaffectées, en fonction de nombreux facteurs techniques, commerciaux, réglementaires et socioéconomiques (p. ex. : l'âge de la centrale, le coût de l'électricité, les accords d'achat d'énergie, les effets sur les emplois et les économies locales, entre autres). Il se penche aussi sur la réaffectation des ressources avec des solutions climato-intelligentes pour tous les secteurs, comme la génération d'énergie propre, le stockage de l'énergie, la production d'hydrogène vert et d'autres solutions non liées aux énergies. Il décrit aussi les solutions de finance qui peuvent impliquer des acteurs privés et publics.

[Matrice de tri pour la réaffectation et la réutilisation \(North Sea Transition Authority\)](#) – Cet outil de tri permet d'identifier les infrastructures qu'il pourrait être intéressant de réaffecter et met en avant les obstacles potentiels ou les contraintes qui pourraient empêcher d'exploiter le potentiel de cette réaffectation.

[Boîte à outils d'options technologiques : transformer les industries dans les régions charbonnières pour une économie neutre \(Commission européenne, 2021\)](#) – Cette boîte à outils fournit aux décideurs des régions charbonnières un aperçu des technologies existantes, ou qui existeront certainement à l'avenir, et qui permettent d'exploiter les infrastructures existantes et liées à l'industrie du charbon.

[Cadre sur les options de transformation : guide pour identifier et évaluer les options de transformation des anciens sites miniers et industriels \(Mécanisme d'assistance technique START de l'initiative de l'UE pour les régions charbonnières en transition \[CRIT\]\)](#) – Ce guide décrit une méthode permettant d'identifier, de prendre

en compte et de sélectionner les options de transformation inclusive des sites en friche. Il prend en compte le retour sur investissement économique et commercial de la transformation des sites en friche ainsi que d'autres avantages socioéconomiques plus larges. Cette méthode peut être amplifiée et ainsi adaptée aux opportunités et difficultés propres de chaque site, ainsi qu'aux capacités et ressources locales et régionales.

3.4 Effets environnementaux et remise en état des terres

Dans certaines situations, d'anciennes dégradations environnementales peuvent nuire à l'équité d'une transition. Il peut s'agir d'une pollution persistante de la terre ou des eaux qui présente un risque sanitaire pour les communautés locales, d'une perte de terres productives qui ne peuvent plus être utilisées pour des activités économiques locales, ou de la création de zones dangereuses (comme les anciennes exploitations minières) si elles ne sont pas sécurisées et bien entretenues.

La réaffectation de terres peut être un élément stratégique de la planification d'une transition économique régionale. En effet, la terre est une ressource de redéveloppement et peut être utilisée comme garantie pour lever des financements. Le potentiel de la réaffectation des terres et des ressources est lié à d'autres objectifs de transition, comme la création d'emplois et de nouvelles activités économiques.

Les types de problèmes environnementaux, et les solutions potentielles pour les résoudre, dépendent du contexte topographique, hydrographique, géologique, géotechnique, environnemental et socioéconomique. Il en va de même pour le potentiel de réaffectation de sites réhabilités.

Le principe du pollueur payeur est un aspect important de n'importe quelle transition juste. Cela signifie que ceux qui sont responsables de dégradations environnementales, ou qui en ont bénéficié, doivent assumer les coûts de remise en état dans toute la mesure du possible (voir le **Module 5.2**).

3.4.1 Évaluation de la pollution et évaluation de la réaffectation des terres

Les évaluations de la pollution vont souvent de pair avec les évaluations de la réaffectation des terres.

Parmi les pratiques qui peuvent polluer les sols ou les eaux, nous pouvons citer : l'exploitation minière, l'élimination de déchets non organiques, les dépôts sauvages de déchets, les fuites de réservoirs de stockage de produits chimiques ou de pétrole, et l'utilisation de produits chimiques dans le domaine de l'agriculture. Une **évaluation de la pollution** identifie la remise en état nécessaire, le cas échéant, afin d'assurer que le site ne présente aucun risque sanitaire pour les écosystèmes aux alentours ou les communautés locales. Le degré de remise en état nécessaire va dépendre des nouvelles utilisations proposées pour le site et de la manière dont s'étend la pollution aux alentours (p. ex. : par les interactions entre les eaux de surface et les eaux souterraines).

Une **évaluation de la réaffectation des terres** permet de déterminer la manière dont une parcelle ou une zone peut être utilisée après des activités minières ou industrielles. Elle peut aider les planificateurs à aller plus loin que les règlements environnementaux qui exigent la remise en état des terres afin qu'elles soient sûres. Elle peut aussi servir à identifier les possibilités de réaffectation des terres qui permettent plusieurs utilisations économiques, récréatives ou communautaires des terres.

Une évaluation de la réaffectation des terres peut permettre d'obtenir des informations sur les utilisations les plus faisables et intéressantes pour un site, en fonction de ses caractéristiques physiques, du contexte réglementaire (p. ex. : les utilisations autorisées ou adaptées) et de facteurs socioéconomiques. Elle est particulièrement utile en association avec d'autres exercices de planification spatiale, dans le cadre de la planification d'une transition.

EXEMPLES

- Évaluation de la réaffectation de terres pour un site minier en Macédoine-Occidentale, Grèce

RESSOURCES

[La réhabilitation et la réaffectation environnementales : guide sur la gouvernance de la réhabilitation et de la réaffectation environnementales dans les régions charbonnières en transition \(Commission européenne, 2020\)](#) – Cette boîte à outils offre des conseils sur la gouvernance de la réhabilitation et réaffectation d'anciennes ressources minières, y compris des exemples concrets.

[Expérience internationale de mise en œuvre de projets de redynamisation d'anciens sites miniers et industriels \(Assistance technique du secrétariat de l'UE pour les régions en transition \[START\], 2021\)](#) – Ce

rapport fournit des informations issues de projets de réaffectation d'anciens sites industriels en Belgique, en République tchèque, en Irlande, en Lettonie, au Royaume-Uni et en Pologne.

[Réaffectation des terres et des ressources et utilisation durable des mines mises à l'arrêt dans le contexte d'une transition juste, ainsi qu'une présentation plus détaillée sur la restauration des terres et la réaffectation des ressources \(Banque mondiale\)](#) – Cette ressource décrit la méthode de réaffectation des terres (Land Repurposing Methodology - LRM) de la Banque mondiale, utilisée pour évaluer les possibilités d'utilisation des anciennes zones minières. Vous trouverez plus d'informations dans une [présentation plus détaillée sur la restauration des terres et la réaffectation des ressources](#).

3.5 Méthodes générales d'analyse des effets et des stratégies potentielles

Il est possible d'utiliser des méthodes qualitatives et quantitatives pour façonner la planification de la transition. Souvent, ces deux techniques sont complémentaires.

- Les méthodes qualitatives se fondent sur des données issues de sources telles que des entretiens, des groupes de discussion, des examens de la littérature existante et des enquêtes.
- Les méthodes quantitatives se fondent souvent sur des modèles entrées-sorties, sur des modèles d'équilibre général calculable, des modèles macroéconomiques ou des modèles d'évaluation intégrée.

Parmi les méthodes générales d'analyse, nous pouvons citer les suivantes :

- **Analyse multicritères.** Cette méthode associe souvent plusieurs types d'effets (coûts ou bénéfiques) d'une politique ou d'un projet dans un seul cadre d'évaluation systématique. Souvent, elle ne se fonde pas uniquement sur les valorisations monétaires. Au contraire, une évaluation des effets associe souvent des critères monétaires ainsi que d'autres critères quantifiables, mais pas aussi facilement valorisés d'un point de vue monétaire. Elle peut intégrer les résultats d'une analyse coût-bénéfice ou d'autres analyses financières.
- **Plusieurs types d'analyses coût-bénéfice financières et économiques.** Ces méthodes aident à comparer les coûts et bénéfices financiers ou économiques d'un projet ou d'une réforme.
 - Les approches d'*analyse coût-bénéfice* simples permettent d'identifier et de quantifier tous les coûts et bénéfices attendus d'un projet ou d'une réforme, et de comparer les coûts totaux aux bénéfices totaux sur une période donnée. Elles peuvent aider à clarifier l'étude de cas commerciale en termes financiers et à comparer les différents projets et programmes du point de vue financier.
 - Les évaluations de la *valeur actuelle nette* (en appliquant des taux de réduction aux futurs bénéfiques) et des *taux de rentabilité internes* (visant à identifier le seuil de rentabilité) aident à évaluer les avantages financiers des projets ou réformes plus complexes ou coûteux.
 - *Les analyses coût-efficacité et les analyses économiques coût-bénéfice* (par exemple, prendre en compte les réductions d'émissions de CO2 et de polluants dans l'air au niveau local avec des prix virtuels) permettent aussi d'aider à la prise de décisions.

Parfois, les méthodes qui permettent de comparer les coûts et les bénéfices ne sont pas fiables par elles-mêmes, puisqu'il est difficile d'estimer précisément des revenus (ou des bénéfices). C'est particulièrement le cas pour les bénéfices qui ne sont pas tangibles ou monétisés (comme l'accès à la nature), qui sont donc subjectifs et qui peuvent être perçus très différemment par les différentes parties prenantes.

- **Analyse distributive.** Une analyse distributive est utilisée pour calculer la manière dont les divers coûts et bénéfices de réformes peuvent être répartis entre plusieurs segments d'une population, ce qui est essentiel pour planifier une transition juste. Elle évalue la manière dont les effets varient d'une personne ou d'un groupe à l'autre en fonction du genre, de l'âge, du niveau de revenus, d'un handicap, de la situation géographique, de la taille de l'entreprise et du contexte culturel, y compris l'indigénéité.

EXEMPLES

Analyse multicritères :

- Analyse multicritères des opportunités d'investissements dans les énergies au Bangladesh

- Analyse multicritères de la transition du secteur de l'électricité, Corée

Analyse coût-bénéfice :

- Analyse coût-bénéfice de la réaffectation d'une centrale à charbon, Inde
- Analyse coût-bénéfice améliorée de projets de traitement des eaux usées, y compris des effets environnementaux, en Guyane, à Trinité-et-Tobago, au Paraguay et en Uruguay

Analyse des effets distributifs :

- Évaluation des effets distributifs d'améliorations dans le secteur des transports à São Paulo, Brésil
- Analyse des effets distributifs de réformes des prix de l'électricité, Sénégal
- Analyse des effets distributifs d'une réforme des prix de l'énergie, Turquie

RESSOURCES

Général :

[Améliorer la capacité et la compréhension des Parties, grâce à la collaboration et aux contributions des parties prenantes, sur l'évaluation et l'analyse des effets de la mise en œuvre de mesures de riposte afin de faciliter la diversification et la transformation économiques et les transitions justes \(Comité d'experts de Katowice de la CCNUCC, 2022\)](#) – Ce document fournit des informations sur les manières d'évaluer et d'analyser les effets d'une mesure visant à lutter contre le changement climatique, et identifie les mesures qui peuvent être prises pour renforcer les capacités des parties prenantes dans le domaine.

[Faciliter le développement, l'amélioration, la personnalisation et l'utilisation d'outils et de méthodes de modélisation et d'évaluation des effets de la mise en œuvre de mesures de riposte, y compris l'identification et l'examen des outils et approches existants dans des environnements pauvres en données, en consultation avec des experts techniques et d'autres parties prenantes pertinentes \(Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre de la CCNUCC, 2022\)](#) – Ce document technique et la [base de données](#) qui l'accompagne fournissent des informations détaillées sur plusieurs outils quantitatifs et qualitatifs à élaborer, améliorer, personnaliser et utiliser pour la modélisation et l'évaluation des effets de mesures mises en place pour lutter contre le changement climatique.

Analyse multicritères :

[Analyse multicritères : manuel \(Département britannique de l'Égalité des chances, du Logement et des Communautés, 2009\)](#) – Ce manuel fournit des orientations pratiques sur la manière de mener et d'exploiter au mieux une analyse multicritères, à la fois pour les spécialistes et les non spécialistes.

Analyse coût-bénéfice :

[Un cadre coût-bénéfice pour l'analyse des décisions prises en faveur de la restauration des forêts \(Union internationale pour la conservation de la nature, 2015\)](#) – Ce rapport présente un cadre coût-bénéfice qui prend en compte les services écosystémiques et les effets économiques des activités de restauration des forêts. La structuration des résultats permet d'aider à la prise de décisions de restauration et de comprendre les contreparties de certains scénarios de restauration.

[Analyse coût-bénéfice \(Gouvernement australien, Département du Premier ministre et du Cabinet, 2020\)](#) – Cette note fournit des conseils sur l'utilisation des analyses coût-bénéfice dans le contexte de propositions de politiques. Même si elle a été écrite pour le contexte australien, cette note peut s'appliquer à des situations plus larges.

[Analyse coût-bénéfice \(Banque interaméricaine de développement\)](#) – Ce site aide à choisir la bonne méthode d'analyse coût-bénéfice. Il offre des liens vers plusieurs guides méthodologiques utiles et donne des conseils sur les méthodes à choisir pour chaque secteur (p. ex : énergie, infrastructures, eau et eaux usées, gestion des risques de catastrophes naturelles, politique éducative, santé).

[Analyse coût-bénéfice au service du développement : guide pratique \(Banque asiatique de développement, 2013\)](#) – Ce guide fournit un aperçu des derniers développements méthodologiques pour les analyses coûts-bénéfice et suggère des améliorations pour l'analyse économique de projets dans certains secteurs grâce à des études de cas (dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, des transports, et de la production et la transmission d'électricité).

[Analyse coût-bénéfice des projets d'infrastructures dans le domaine des transports \(Commission économique pour l'Europe, 2003\)](#) – Cette ressource résume les principes des analyses coût-bénéfice pour les projets

d'infrastructures dans le domaine des transports. Il vise à rassembler de manière cohérente les indicateurs pour les analyses coût-bénéfice ainsi que les indicateurs environnementaux et politiques plus vastes.

[Guide pour l'analyse économique des projets \(Banque asiatique de développement, 2017\)](#) – Ce guide contient des principes et outils permettant de mener l'analyse économique d'un projet. Bien qu'il ait été élaboré pour les opérations de la Banque asiatique de développement, ce guide est utile dans d'autres contextes.

[Méthode pour l'évaluation économique des projets de la BERD qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre \(Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 2019\)](#) – Ce rapport présente une méthode d'évaluation économique pour les projets qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre. Bien qu'il ait été écrit pour les projets de la BERD, ce guide sur les approches et choix d'évaluation économique peut servir dans d'autres contextes.

Analyses des effets distributifs :

[Évaluer les effets distributifs d'une réglementation économique \(ofgem, 2020\)](#) – Ce rapport décrit un cadre d'éléments qualitatifs et quantitatifs qui peuvent être utilisés pour évaluer les effets distributifs générés par un changement de prix dans le secteur de l'énergie. Son objectif est d'aider à comprendre les effets des politiques sur certains groupes de consommateurs qui peuvent se trouver dans des situations vulnérables, et d'agrèger les effets de ces politiques au fil du temps. Bien que ce rapport se concentre sur le secteur de l'énergie, il peut être utile pour l'évaluation des effets distributifs de politiques mises en place dans d'autres secteurs.

[Analyses des effets distributifs : boîte à outils et exemples d'effets qui dépassent l'effet moyen du traitement \(IZA - Institute of Labor Economics, 2018\)](#) – Ce document examine les méthodes d'évaluation des effets distributifs des programmes et politiques et se concentre sur leur application lors d'essais de contrôle aléatoires. Il donne un aperçu des questions que ces méthodes permettent de traiter et des approches principales qui ont été élaborées pour y répondre, ainsi que leurs hypothèses et les problèmes pratiques qui se présentent lors de leur mise en œuvre.

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Note 3 sur les bonnes pratiques : Analyse quantitative de l'incidence des subventions aux prix et de l'effet de la réforme sur les ménages \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2019\)](#) – Cette note d'orientation se concentre sur la manière d'évaluer les implications distributives de la réforme des subventions aux énergies sur les ménages en utilisant des méthodes quantitatives.

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Note 4 sur les bonnes pratiques : Incidence des subventions aux prix sur les ménages et effets distributifs de la réforme - méthodes qualitatives \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale, 2019\)](#) – Cette note d'orientation se concentre sur la manière d'utiliser des outils de recherche qualitative, comme les groupes de réflexion et les entretiens approfondis, pour comprendre les effets distributifs d'une augmentation des prix sur les ménages.

4. Élaborer des stratégies

Les stratégies qui permettent de traiter les effets sociaux, économiques et environnementaux d'une transition, ainsi que ceux sur l'emploi, sont un résultat essentiel de la planification de transitions justes. Ces stratégies se fondent sur les différentes analyses décrites dans le **Module 2** et le **Module 3**.

Pour apporter un vrai changement, ces stratégies doivent aussi rechercher les occasions de lutter contre des inégalités socioéconomiques plus vastes et qui existent là où la transition est en cours.

Il est possible d'exploiter plusieurs leviers, gérés par différents acteurs, pour promouvoir les transitions justes. Il peut s'agir de réformes politiques ou budgétaires, de programmes d'aide spéciaux et d'investissements stratégiques dans les régions touchées.

L'objectif de la planification de transitions justes est donc de rassembler différentes interventions afin d'obtenir une approche cohérente pour le changement régional et sectoriel.

4.1 Élaborer des stratégies pour limiter les effets des transitions

La planification de transitions justes vise à identifier quelles mesures pourraient, ensemble, aider à relever des défis clés. Il est essentiel d'adopter une approche holistique pour la planification, une approche qui garantira que les objectifs de transition juste sont bien intégrés dans le travail des différents secteurs. Elle permet aussi d'identifier les interventions qui peuvent s'attaquer aux difficultés qui pourraient apparaître simultanément.

Les stratégies vont souvent se fonder sur plusieurs types d'instruments ou de leviers :

- **Réformes politiques et budgétaires :**

Elles peuvent aider à encourager la diversification économique et l'émergence de nouveaux secteurs dans les régions touchées ; à traiter certains soucis environnementaux persistants, comme la dégradation des terres ; à garantir une transition en douceur pour la main-d'œuvre dans le contexte du ralentissement progressif de certains secteurs ; et/ou à offrir une protection sociale aux personnes les plus touchées ou les plus vulnérables, comme celles qui perdent leur emploi et éprouvent des difficultés à en trouver un nouveau.

La portée de ces réformes dépend de la vision et des principes définis par les parties prenantes (voir le **Module 2.3**). Par exemple, si l'objectif est de lutter contre les inégalités sociales et économiques dans leur ensemble, vous aurez besoin de plus d'interventions politiques que pour une stratégie dont les objectifs sont plus précis (p. ex. : limiter les pertes d'emplois).

Dans l'idéal, vous devez intégrer les objectifs de transition juste à plusieurs lois, réglementations et plans. C'est le cas même lorsque la transition se déroule dans une région précise. En effet, la majorité du travail de soutien à la transition est poussé par des mesures intégrées à des initiatives existantes, ou à des réformes plus significatives, dans les portefeuilles sectoriels concernés.

- **Programmes spéciaux d'aide sociale et économique**

Ces programmes peuvent aider les parties prenantes à résister aux effets à court terme d'une transition et à s'adapter à une nouvelle économie. Par exemple, ces programmes peuvent aider à la reconversion et au réemploi de travailleurs et de membres de la communauté. Ils peuvent aussi aider à créer des réseaux entre les entreprises locales afin d'encourager l'innovation et la création de nouvelles entreprises.

- **Projets stratégiques**

Les projets stratégiques dans les infrastructures et les installations régionales peuvent générer des emplois à court terme qui permettent d'éviter de nouvelles pertes d'emplois. Dans le même temps, ils peuvent aider à créer des ressources économiques ou à améliorer la connectivité qui permettent aux régions d'attirer des investissements pour redynamiser l'économie et soutenir la croissance à moyen et long terme.

Ils peuvent aussi permettre de lutter contre d'autres effets d'une transition bas carbone. C'est par exemple le cas des investissements dans la production d'énergie renouvelable qui permettent d'éviter une baisse de production provoquée par la fermeture des centrales à combustible fossile.

Des projets bien pensés peuvent permettre d'atteindre plusieurs objectifs en même temps.

- **Réformes du secteur financier**

Ces réformes peuvent aider à orienter les flux d'investissements privés vers la réalisation des objectifs de transition juste. Le secteur des services financiers est important pour créer une stabilité financière, pour offrir un accès aux financements, et pour plus d'inclusion. Il aide aussi à développer les marchés de capitaux qui peuvent permettre d'investir dans les régions.

Les banques centrales intègrent de plus en plus les risques climatiques à leurs cadres d'investissement. Cependant, elles manquent encore d'orientation afin d'intégrer également les aspects sociaux des transitions. Les banques centrales peuvent aussi renforcer les exigences de divulgation pour les institutions financières (en demandant aux banques et institutions financières de déclarer dans quels secteurs et dans quelles zones elles investissent). Une telle exigence peut aider les planificateurs de la transition à mieux comprendre comment la finance contribue (ou entrave) la réalisation des objectifs de transition juste dans un contexte précis.

De plus, le secteur financier peut aider à la planification de transitions justes en créant des mécanismes qui améliorent l'accès local aux financements dans les régions en transition, y compris pour les petites entreprises et les femmes qui entreprennent.

4.1.1 Répercussions sur l'emploi

Les personnes dont l'emploi ou le moyen de subsistance est touché par une transition ont besoin d'aide pour se préparer et avoir accès aux emplois de demain, ou pour réussir à gérer les changements de leur situation professionnelle et de leurs revenus. Il s'agit aussi des travailleurs qui n'ont pas de contrat formel et qui représentent parfois une grande part de la main-d'œuvre touchée dans certains secteurs et à certains endroits.

Les stratégies de transition doivent garantir que tous les travailleurs touchés directement ou indirectement par la transition soient formés à de nouveaux emplois et qu'ils disposent des protections sociales appropriées s'il n'existe pas de nouveaux emplois décents. Les obstacles qui les empêchent de retrouver un emploi sont leur âge, leur niveau d'éducation, une inadéquation entre leurs compétences et les besoins des employeurs, et/ou une incapacité à déménager pour travailler ailleurs, entre autres. Il peut aussi parfois s'écouler un certain laps de temps avant l'apparition des nouveaux emplois.

Les initiatives visant à soutenir les travailleurs lors d'une transition doivent être mises en place rapidement, dans l'idéal avant les licenciements, afin de permettre aux travailleurs d'avoir assez de temps pour s'adapter et de garantir un processus sans heurt. Les stratégies proactives d'aide aux travailleurs sont susceptibles d'obtenir de meilleurs résultats et peuvent aussi réduire les coûts de cessation du travail.

Parmi les stratégies possibles, nous pouvons citer les suivantes :

- Reconvertir et reformer les travailleurs et autres demandeurs d'emploi, en particulier pour des secteurs et activités qui présentent un potentiel pour l'emploi local.
- Aide à la recherche d'emploi pour les demandeurs d'emploi, comme une orientation professionnelle, et l'évaluation et la validation de leur savoir-faire et de leur apprentissage antérieur.
- Revenu de substitution pour les travailleurs qui ne seraient pas en mesure de retrouver un emploi immédiatement et pour ceux qui partent à la retraite.
- Des programmes pour aider plus de travailleurs à passer d'un secteur informel à un emploi formel.
- Identification et réforme des réglementations qui empêchent une cessation du travail sans heurt, tant les réglementations elles-mêmes que leur mise en œuvre.
- Programmes de mobilité pour les travailleurs, afin de permettre aux personnes vivant dans des régions en transition de déménager dans d'autres zones pour y trouver un emploi, grâce à des bourses de mobilité. Les obstacles à la migration nationale et internationale, ou aux envois de fonds, doivent être éliminés. En effet, de telles stratégies peuvent permettre aux travailleurs et aux familles de s'adapter aux effets des pertes d'emplois.
- Adaptation du programme éducatif afin d'intégrer des connaissances et compétences qui seront recherchées à l'avenir (voir le **Module 5.1**).

EXEMPLES

- Compiler les enseignements sur les approches et besoins de renforcement des capacités, Pays de Galles

- Identifier les opportunités de reconversion et de redéploiement ainsi que les initiatives pour le marché du travail, Macédoine du Nord
- Outil en ligne d'analyse des postes vacants en Europe (Skills-OVATE)
- Programme de parcours personnel pour les employés d'une aciérie, Australie
- Programme de promotion pour l'emploi et les emplois verts, Équateur
- Promotion des emplois verts, Ghana
- Aide à la formation, à la santé et au bien-être pour les travailleurs du secteur du charbon et leur famille, Australie
- Formation, apprentissage basé sur le travail et service d'aide pour les travailleurs licenciés, États-Unis
- Analyse des besoins de requalification des travailleurs et utilisation de l'IA pour la recherche d'emploi, Pologne

RESSOURCES

[Plus de justice pour les travailleurs du secteur de l'énergie et les communautés en transition \(Resources for the Future, 2021\)](#) – Ce rapport donne des informations sur plus de 100 politiques qui aident les travailleurs dans le domaine des combustibles fossiles et les communautés à passer à une économie bas carbone.

[Guide pratique général pour plus de cohérence dans les politiques relatives à l'emploi, à l'éducation/la formation et à la migration des travailleurs \(Organisation internationale du travail, 2017\)](#) – Cette note vise plus de cohérence entre les politiques relatives à l'emploi, à l'éducation, à la formation et à la migration des travailleurs. Elle donne 8 principes permettant de mesurer la cohérence, ainsi que des lignes directrices sur la manière de mener cette évaluation pas-à-pas. Un [manuel sur l'évaluation participative de la cohérence des politiques](#) l'accompagne et donne des conseils afin d'inclure les parties prenantes concernées dans la collecte et l'analyse des données pour ce genre d'évaluations.

[Boîte à outils pour des emplois durables et une aide sociale \(Commission européenne, 2020\)](#) – Cette boîte à outils donne des informations sur la manière d'accompagner la transition du marché de l'emploi dans les régions à forte intensité en carbone et en charbon. Elle se concentre sur les aides à court terme pour les travailleurs touchés par les changements sur le marché du travail, et sur les mesures à moyen et long terme pour aider à la création d'emplois grâce à la diversification régionale.

4.1.2 Les effets sociaux

Les stratégies de lutte contre les effets sociaux pouvant être subis par les individus, les ménages et les communautés lors d'une transition (voir le [Module 3.2](#)) impliqueront probablement de nombreux thèmes. Parmi ces stratégies, nous pouvons citer :

- des programmes d'aide psychologique et d'orientation pour les travailleurs, les familles, les chefs d'entreprise et la communauté au sens large ;
- des investissements dans les infrastructures sociales, comme les services, les établissements et les réseaux qui favorisent le bien-être des communautés, y compris en matière de santé, de loisirs, de soins des enfants et de soins des personnes âgées. Il est également important de rénover et d'améliorer les espaces publics qui peuvent servir de lieux de rencontre aux communautés locales.
- Renforcement et/ou élargissement des systèmes de protection sociale (voir le [Module 2.2.6](#) sur l'analyse des systèmes de protection sociale).

EXEMPLES

- Investissement dans des structures sportives et récréatives pour redynamiser les communautés en transition, Australie
- Allègement fiscal pour les familles afin de limiter les coûts de la tarification du carbone, Canada
- Utilisation de transferts d'argent sous condition pour aider les ménages vulnérables, Jamaïque

RESSOURCES

[Intégrer les personnes âgées aux transformations régionales : boîte à outils pour les régions en transition juste \(Commission européenne, 2023\)](#) – Cette boîte à outils explique pourquoi les personnes âgées devraient être au cœur du processus de planification de la transition juste et présente des domaines d'action clés pour les personnes âgées. Elle propose des stratégies variées : renforcer l'engagement des personnes âgées lors de la planification ou encore organiser des interventions spécifiques dans des secteurs comme celui de la santé, des infrastructures et du marché de l'emploi.

[Prendre en compte la question du genre dans les transformations régionales : boîte à outils pour les régions en transition juste \(Commission européenne, 2023\)](#) – Cette boîte à outils donne des conseils pour identifier et gérer les effets genrés des transitions bas carbone régionales et locales. Elle se concentre sur les différentes difficultés auxquelles les femmes, les filles, les hommes et les garçons pourraient être amenés à faire face.

[Boîte à outils sur la santé mentale dans les communautés rurales \(Rural Health Information Hub, 2019\)](#) – Cette boîte à outils rassemble des modèles prometteurs fondés sur des éléments probants ainsi que des ressources afin d'aider les organisations à mettre en place des programmes de soutien à la santé mentale dans les communautés rurales. Elle se concentre sur les États-Unis et la santé des adultes.

[Boîte à outils communautaire du programme d'action sur les lacunes en matière de santé mentale \[mhGAP\] : version d'essai sur le terrain \(Organisation mondiale de la Santé, 2019\)](#) – Cette boîte à outils donne des conseils pour identifier les besoins locaux en santé mentale et adapter les services afin de répondre à ces besoins. Elle propose des informations et outils pratiques afin que les fournisseurs locaux promeuvent la santé mentale, préviennent les maladies mentales et élargissent l'accès aux services dédiés à la santé mentale.

[Boîte à outils : programmes de transferts monétaires assortis de conditions \(Banque interaméricaine de développement\)](#) – Cette boîte à outils est destinée à ceux qui conçoivent et mettent en place des programmes de transferts monétaires assortis de conditions. Elle offre une analyse nationale des programmes de ce type mis en place en Amérique latine et dans les Caraïbes.

4.1.3 Effets économiques

Afin d'améliorer les effets économiques d'une transition et de tirer profit des nouvelles opportunités économiques, les stratégies devront dépasser les questions de substitution d'emplois et de formation (**Module 4.1.1**). Elles doivent par exemple prendre en compte les manières d'encourager la diversification de l'économie locale, par des incitations pour les nouvelles entreprises, ou en aidant à la croissance des entreprises existantes. Les secteurs et les entreprises qui ont un fort potentiel de création d'emplois peuvent aider à limiter les effets de la transition sur l'emploi. De manière générale, il est important de soutenir les activités qui permettent de créer de nouveaux flux de revenus dans l'économie locale.

Les stratégies peuvent encourager le développement de nouvelles petites et moyennes entreprises, y compris des microentreprises et des start ups, surtout celles qui travaillent dans le secteur de l'économie verte. Elles devraient aussi se pencher sur les besoins des PME qui dépendent grandement des industries ou activités qui vont connaître un ralentissement progressif lors de la transition. Elles auront besoin d'aide pour se réorienter et saisir de nouvelles opportunités. Les programmes d'aide peuvent proposer des incubateurs pour entreprises ou la création de nouveaux réseaux d'entreprises. Les programmes de renouveau urbain qui investissent dans l'amélioration des centres-villes peuvent attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants.

Les services publics peuvent aussi subir les effets d'un ralentissement économique. En effet, le déclin des secteurs importants de l'économie locale ou régionale aura une influence sur les revenus du gouvernement. Les différents niveaux de gouvernement pourraient être amenés à élaborer des stratégies visant à substituer ces revenus. Une réforme budgétaire nationale peut, par exemple, garantir aux gouvernements locaux de continuer à recevoir assez de fonds pour les services essentiels. Les stratégies qui financent de meilleurs accès aux transports publics et à d'autres services publics ou qui permettent d'étendre (là où il y a des lacunes) l'accès à l'électricité, à l'eau potable et à l'assainissement, et à des services de gestion des déchets, peuvent aider les parties prenantes à mieux gérer les effets de la transition. Elles aident aussi à lutter contre les sources sous-jacentes des inégalités ou des vulnérabilités au sein des communautés.

Dans le cadre d'une transition juste, il est important de ne pas créer une dépendance aux industries qui ne sont pas durables, ou de ne pas renforcer les dépendances déjà existantes. Pour cela, il faut donc éviter d'investir dans des activités émettrices de carbone (par exemple, en créant ou en renforçant des subventions aux combustibles fossiles pour limiter les effets économiques de la transition sur les ménages et les entreprises, ou en réorientant les PME, ou les recettes publiques d'un secteur non durable à un autre).

EXEMPLES

- Aide à la diversification dans le cadre d'un plan de transition juste pour la région riche en huile de schiste du comté de Viru-Est, Estonie
- Réaffectation d'un ancien site minier pour une centrale solaire à grande échelle, Macédoine du Nord
- Aide à la diversification économique lors de l'abandon progressif du charbon, Australie
- Réaffectation d'un ancien site d'extraction de charbon en zone industrielle, République tchèque

RESSOURCES

[Instruments politiques efficaces pour des villes vertes \(Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 2020\)](#) – Cette plateforme présente plus de 50 instruments politiques pour la promotion d'un avenir plus durable pour les villes et leurs résidents, et donne des exemples de plus de 60 études de cas dans le monde entier.

[Boîte à outils d'options technologiques : transformer les industries dans les régions charbonnières pour une économie neutre pour le climat \(Commission européenne, 2021\)](#) – Cette boîte à outils fournit aux décideurs des régions charbonnières un aperçu des technologies existantes, ou qui existeront certainement à l'avenir, et qui permettent d'exploiter les infrastructures existantes et liées à l'industrie du charbon.

[Mise en œuvre de stratégies de transitions justes et de diversification économique : ensemble de bonnes pratiques issues de différents pays \(Comité d'experts de Katowice sur les effets des mesures de riposte mises en œuvre de la CCNUCC, 2023\)](#)

4.1.4 Effets à long terme sur l'environnement

Là où les pratiques actuelles non durables ont provoqué une dégradation de l'environnement, il est important de prendre en compte ces questions dans le cadre d'une transition juste, surtout si cette dégradation présente un risque pour la santé publique, les activités économiques et/ou les écosystèmes. Des interventions adaptées peuvent aussi aider à redynamiser l'économie locale, par exemple là où des exploitations minières peuvent être réhabilitées en toute sécurité à d'autres fins et ainsi jouer un rôle positif sur les effets sociaux et/ou économiques de la transition. (Voir le **Module 3.4** pour l'évaluation des effets à long terme sur l'environnement et l'analyse des réaffectations.)

Par exemple, des terres remises en état peuvent être utilisées pour l'agriculture, un développement industriel vert et d'autres activités économiques, comme le tourisme ou la séquestration de carbone. La remise en état des écosystèmes naturels est aussi un objectif intéressant qui peut avoir des bénéfices plus larges (par exemple, si la remise en état de terres permet à la communauté de bénéficier d'une eau de meilleure qualité et d'une biodiversité plus riche).

Peu importe le résultat, les projets de restauration environnementale peuvent être des sources intéressantes d'emplois et ainsi aider à limiter certains des effets de la transition. Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour le reclassement et la réaffectation des terres, le cas échéant, qui peuvent aider à la diversification de l'économie.

Les stratégies de restauration environnementale doivent avoir des objectifs clairs de santé publique et environnementale et peuvent aussi soutenir les stratégies économiques. La responsabilité pour le suivi et la maintenance des sites encore pollués doit être clairement attribuée.

Un principe clé qui doit orienter les stratégies de restauration environnementale est celui du « pollueur payeur ». En forçant ceux qui ont nui à l'environnement à couvrir les coûts de restauration dans toute la mesure du possible, vous limiterez le risque de faire porter à la population ces coûts, ce qui serait injuste. Cependant, cela peut s'avérer difficile. Par exemple, un site peut avoir été abandonné et le pollueur ne plus être en activité depuis longtemps. Ou encore, les personnes responsables des dégradations sont des petits propriétaires ou des travailleurs informels (ou illégaux) qui sont eux-mêmes très vulnérables. Même là où les entreprises sont obligées par la loi de restaurer les terres et les eaux dégradées, il n'est pas rare que la restauration soit lente ou qu'elle n'ait jamais lieu, soit car les entreprises responsables font faillite, soit car les lois ne sont pas appliquées. Il faudra certainement investir des fonds publics dans certaines activités de remise en état, et l'État peut garder un rôle dans la gestion des sites, au moins jusqu'à ce que de nouveaux investisseurs privés prennent le relais, si un redéveloppement a lieu (voir le **Module 5.2** pour des exemples d'approches de financement de la restauration environnementale).

EXEMPLES

- Guide pour une réhabilitation durable des mines de charbon, Mongolie

RESSOURCES

[La réhabilitation et la réaffectation environnementales : guide sur la gouvernance de la réhabilitation et la réaffectation environnementales dans les régions charbonnières en transition \(Commission européenne, 2020\)](#) – Cette boîte à outils offre des conseils sur la gouvernance de la réhabilitation et réaffectation d'anciennes ressources minières, y compris des exemples concrets.

[Réaffectation des terres et des ressources et utilisation durable des mines mises à l'arrêt dans le contexte d'une transition juste, ainsi qu'une présentation plus détaillée sur la restauration des terres et de la réaffectation des ressources \(Banque mondiale\)](#) – Cette ressource décrit la méthode de réaffectation des terres (Land Repurposing Methodology - LRM) de la Banque mondiale, utilisée pour évaluer les possibilités d'utilisation des anciennes zones minières. Vous trouverez plus d'informations dans une [présentation plus détaillée sur la restauration des terres et la réaffectation des ressources](#).

[Boîte à outils pour la réutilisation et la remise en état des terres : guide communautaire pour la création d'environnements sûrs \(Département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis, Agence du registre des substances toxiques et des maladies\)](#) – Cette ressource fournit des informations sur les procédures et les ressources nécessaires pour identifier, nettoyer et remettre en état des sites pollués.

4.2 Lutter contre les inégalités dans le cadre d'une transition

L'analyse des inégalités (voir le **Module 2**) aide à identifier les facteurs sous-jacents qui génèrent ou perpétuent différentes formes d'inégalités et de vulnérabilités au sein des communautés qui vivent la transition. Une approche transformationnelle de la planification des transitions justes se penche sur les manières de s'attaquer à ces facteurs par des investissements et activités qui visent à soutenir la transition.

Il existe plusieurs stratégies possibles pour réduire les inégalités de revenus. Par exemple, si la transition se concentre en particulier sur le secteur agricole, vous pouvez vous assurer que les nouvelles initiatives dans ce secteur servent à promouvoir le large partage des bénéfices grâce à des modèles de responsabilité ou grâce à des opportunités d'emploi destinées aux parties prenantes marginalisées.

Afin de bien comprendre la différence entre une approche transformationnelle et les mesures à court terme qui visent à faciliter une transition, prenez en compte les implications pour les inégalités entre les genres. Les efforts visant à aborder les inégalités entre les genres ont grandement évolué. Aujourd'hui, il n'est plus suffisant de rendre les activités accessibles aux hommes et aux femmes, il est important de s'attaquer aux raisons pour lesquelles les femmes ne seraient pas en mesure de participer ou ne pourraient en bénéficier de la même manière. Parmi ces raisons, nous pouvons citer : de faibles niveaux d'alphabétisation, des taux encore plus bas de propriété des terres et des normes sociales qui les empêchent de saisir les opportunités éducatives et professionnelles.

- Les mesures à court terme peuvent offrir des formations et des emplois à tous ceux touchés par la fermeture d'une mine de charbon.
- Une approche transformationnelle peut aussi inclure :
 - des programmes de reconversion pour les femmes ;
 - une aide aux femmes qui entreprennent et aux coopératives de femmes ;
 - des investissements dans les infrastructures et les services publics qui traitent en particulier des besoins et priorités des femmes ;
 - des mesures qui portent en particulier sur les obstacles auxquels les femmes doivent faire face pour avoir accès à des financements, des ressources, des emplois et des marchés ;
 - des réformes juridiques et de nouveaux programmes pour améliorer l'éducation des femmes, offrir des gardes d'enfants abordables et de qualité, assurer l'accès aux services de santé reproductive ou lutter contre les violences familiales ;
 - l'introduction d'un budget qui prend en compte les questions de genre par les gouvernements.

Cette approche encourage l'utilisation de ressources publiques qui ciblent clairement l'autonomisation des femmes et des améliorations pour l'égalité entre les genres.

EXEMPLES

- Financement des communautés désavantagées aux alentours d'une centrale électrique dans l'Illinois, États-Unis
- Soutien aux femmes qui entreprennent afin qu'elles profitent de plus d'efficacité énergétique, Ouganda
- Utilisation d'un programme de logements abordables pour lutter contre les inégalités entre les genres au Bhoutan.
- Coopératives solaires dirigées par des femmes dans le cadre de la transition énergétique, Maroc
- Formation de jeunes femmes comme techniciennes en énergie solaire, Îles Marshall

RESSOURCES

[Boîte à outils pour les financements qui prennent en compte le genre et le changement climatique \(2X Global\)](#)

– Cette boîte à outils permet aux investisseurs d'identifier les opportunités et de limiter les risques pour les financements qui prennent en compte le genre et le changement climatique. Elle donne un aperçu des financements climatiques qui prennent en compte les questions de genre, une note d'orientation pour l'intégration de ces questions dans les processus d'investissement, des notes thématiques sur la manière de mettre en œuvre un financement climatique qui prend en compte les questions de genre dans plusieurs domaines, des études de cas et des outils permettant de mesurer les effets afin de suivre et d'évaluer les progrès de ces investissements climatiques qui prennent en compte les questions de genre.

[Listes de contrôle sur le genre pour plusieurs secteurs précis \(Banque asiatique de développement\)](#) – Ce site Internet propose une large gamme de boîtes à outils et de conseils pour plusieurs secteurs, y compris pour avancer vers plus d'égalité entre les genres dans les domaines suivants : agriculture et ressources naturelles ; éducation ; énergie ; résultats et indicateurs de l'égalité des genres ; santé ; loi et politique ; financement et développement des micros, petites et moyennes entreprises ; gestion du secteur public ; réinstallation ; transport ; développement urbain et logement ; eau et assainissement.

Certaines de ces ressources sont disponibles en bengali, en indonésien, en népalais, en vietnamien et en russe.

[Manuel et formation en ligne sur les économies numériques inclusives et les questions de genre \(Banque asiatique de développement, 2022\)](#)

– Cette formation en ligne se concentre sur la création d'économies numériques qui prennent en compte les questions de genre, et sur la récupération dans les marchés en développement grâce à l'autonomisation des femmes par le biais de la formation au numérique. Elle décrit les principaux obstacles subis par les femmes sur les marchés en développement, présente la manière dont l'utilisation des technologies peut encourager les économies numériques qui prennent en compte les questions de genre, et propose des solutions pratiques permettant d'innover.

[Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030 \(Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2017\)](#)

– Ce rapport met en avant les différentes difficultés structurelles qui doivent être ciblées lors du processus de transition afin qu'il fasse la différence pour l'égalité des genres. Il apporte des conseils pour surmonter ces défis, y compris des mesures spécifiques.

[Préparer un plan d'action relatif aux questions de genre et exemples de plans d'action relatifs aux questions de genre pour des projets et programmes précis \(Banque asiatique de développement\)](#)

– Cette ressource offre des conseils sur l'intégration des questions de genre aux activités de développement et donne des exemples de [plans d'action relatifs aux questions de genre](#) pour des projets et programmes précis.

4.3 Préparer un plan de transition juste

Un plan complet de transition juste aide à consolider les activités décrites dans ces modules dans une seule stratégie :

- rassembler la vision et les processus d'évaluation (voir le **Module 2** et le **Module 3**) ;
- décrire les stratégies clés à traiter en priorité (voir le **Module 4**) ;
- donner plus de détails sur les enjeux liés à la mise en œuvre (voir le **Module 5**) ;

- décrire la manière dont les parties prenantes sont impliquées dans la conception du plan et la manière dont elles le seront lors de sa mise en œuvre (voir le **Module 1**) ;
- rassembler les différents objectifs sociaux, économiques et environnementaux de la transition et du futur développement régional ;
- intégrer l'équité et la justice dans tous les aspects du plan.

En rassemblant des efforts souvent disparates afin de soutenir une transition dans le cadre du plan de transition juste, vous améliorez la cohérence entre les différentes activités et aidez à identifier des synergies entre les actions des différentes parties prenantes. Un processus de planification prenant en compte les questions sociales doit permettre d'identifier les problèmes systémiques qui peuvent entraver la transition ou la réalisation d'objectifs justes, et de suggérer une solution.

Les plans de transitions justes dépendent du contexte, mais peuvent intégrer les éléments suivants :

- décrire et expliquer les grands changements économiques et productifs, le contexte socioéconomique dans lequel ils ont lieu et les possibles voies de transition ainsi que leurs effets (voir le **Module 2**) ;
- clarifier la vision et un ensemble de principes justes qui orienteront la planification (voir le **Module 2**) et la manière dont les différentes parties prenantes peuvent aider à les façonner lors de la planification (voir le **Module 1**) ;
- détailler les stratégies qui traiteront les objectifs de transition juste et la manière dont ils sont liés aux principes de transition, comme l'envie de lutter contre les inégalités socioéconomiques (voir le **Module 4**) ;
- explorer les options de financement disponibles pour mettre au point ces stratégies (voir le **Module 5.2**) ;
- détailler le cadre de suivi et de contrôle qui sera utilisé pour suivre les progrès et affiner les objectifs et les stratégies (voir le **Module 5.3**) ;
- identifier les organes et parties prenantes responsables de la mise en œuvre et du suivi de chaque élément du plan. Préciser comment ils vont se coordonner et collaborer et quels mécanismes de responsabilisation sont en place pour suivre la mise en œuvre et les progrès d'une transition juste.

La planification et la mise en œuvre de tels changements socioéconomiques font partie d'un processus itératif qui prend beaucoup de temps. La première version du plan de transition juste ne doit donc pas détailler toute la transition régionale ou sectorielle, mais doit au moins décrire le processus en cours de gestion adaptative qui sera mis en place pour identifier les actions et les investissements à mettre en œuvre au fil du temps.

Les composants du développement économique d'un plan de transition juste doivent prendre en compte les futurs risques climatiques et donner la priorité aux voies de développement résilientes au changement climatique.

EXEMPLES

- Plan de développement pour une transition juste dans une région charbonnière, Grèce
- Transition juste pour les Midlands, Irlande
- Feuille de route Taranaki 2050, Nouvelle-Zélande
- Modèle de plans territoriaux de transition juste dans les territoires, Europe

RESSOURCES

[Plan territorial de transition juste pour protéger la santé : outil d'évaluation de la santé \(Health and Environmental Alliance\)](#) – Cet outil se concentre sur les aspects sanitaires des plans territoriaux de transition juste. Ses six principes se fondent sur la [boîte à outils permettant d'évaluer les plans territoriaux de transition juste](#). Elle aide les personnes intéressées par les aspects sanitaires de la transition juste à évaluer l'intégration de la protection de la santé publique et du bien-être des populations dans un plan donné de transition juste, dans un contexte national ou territorial.

[Outils d'analyse des risques climatiques et de catastrophes \(Banque mondiale\)](#) – Cette banque d'informations donne accès à plusieurs outils d'évaluation rapide et d'analyse approfondie qui peuvent être utilisés pour évaluer les risques climatiques dans plusieurs secteurs, y compris l'agriculture, l'énergie, la santé, la finance, les ressources naturelles, les transports, le développement urbain, etc. Ces informations peuvent servir à élaborer des interventions et des programmes dans ces secteurs.

[Planificateur de feuilles de route pour la transition industrielle : guide pas-à-pas pour l'élaboration de feuilles de route pour la transition industrielle \(Leadership Group for Industry Transition\)](#) – Cet outil interactif aide les décideurs à concevoir, élaborer et mettre en œuvre des feuilles de route pour la décarbonation des entreprises de plusieurs secteurs. Il se penche sur plusieurs phases : la mise en place, la conception, le suivi et l'évaluation.

[Processus de planification d'une transition juste pour les entreprises : boîte à outils pour nourrir le dialogue social et l'engagement des parties prenantes en faveur d'une transition juste, équitable et inclusive \(Business for Social Responsibility\)](#) – Cette boîte à outils décrit un processus que peuvent suivre les entreprises qui veulent commencer à réfléchir et à renforcer leur engagement dans la transition juste au sein de leur entreprise et de leurs chaînes de valeur. Elle a été conçue pour les secteurs de l'énergie. Cependant, ses enseignements peuvent s'appliquer à d'autres secteurs et types d'entreprises.

[Boîte à outils permettant d'évaluer les plans territoriaux de transition juste et son outil d'évaluation des plans territoriaux de transition juste \(Fonds mondial pour la nature, Europe, 2021\)](#) – Cette boîte à outils est destinée aux parties prenantes qui participent à l'élaboration de plans territoriaux de transition juste, et fournit des informations sur les critères à respecter pour obtenir un plan réussi. Un [outil d'évaluation des plans territoriaux de transition juste](#) fournit 31 questions et indicateurs liés à différents principes de transition juste.

[Qu'est-ce qui rend un plan de transition crédible ? Questions à prendre en compte pour les institutions financières \(Climate Policy Initiative, 2022\)](#) – Ce rapport destiné aux institutions financières propose des éléments clés à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'évaluer la crédibilité de plans de transition organisationnelle. Il explique comment les institutions financières peuvent prendre part aux plans de transition et à l'environnement favorable au sens large. Il vient compléter le [Framework for Sustainable Finance Integrity \(Cadre pour une intégrité financière durable\)](#).

Module 5. Ressources et partenariats

La réussite de la planification et de la mise en œuvre d'une transition dépendent de plusieurs facteurs. Parmi eux, nous pouvons citer : une stratégie dans le domaine de la recherche et de l'éducation conforme avec les objectifs de la transition régionale ou sectorielle, la mobilisation de nouveaux financements et d'efforts afin de mieux orienter les financements existants vers les objectifs du plan de transition juste, et une stratégie bien conçue de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

5.1 Stratégie de recherche, d'innovation et d'enseignement

Il sera certainement nécessaire de mettre en place une coopération entre les gouvernements, les représentants des industries et les institutions universitaires pour que les secteurs de l'enseignement et de la recherche répondent aux besoins de la transition juste. Pour adapter le système éducatif afin qu'il soutienne la transition, il faudra peut-être des interventions basées sur l'offre et la demande.

- Pour l'offre, il peut s'agir de réorienter les programmes des écoles, des universités et des formations professionnelles afin qu'ils répondent aux besoins des secteurs qui devraient connaître une augmentation des emplois. Pour ce faire, il est par exemple possible de nouer des partenariats avec le secteur des entreprises.
- Pour la demande, il peut s'agir de sensibiliser les étudiants sur la nature des opportunités d'emploi.

Les universités et les autres institutions de recherche et organisations d'enseignement supérieur peuvent jouer un rôle clé dans la planification de transitions.

- Être un partenaire clé lors des analyses nécessaires à la planification de la transition (voir le **Module 3**) et aux reconversions et formations à court terme ;
- traiter les questions et les lacunes en matière de connaissances soulevées lors de la transition ;
- personnaliser les programmes et assurer que les travailleurs émergents disposent des capacités requises par la nouvelle économie ;
- assurer que les opportunités de formation et d'éducation ciblent les besoins de l'économie en pleine mutation.

Comme précisé, les institutions de recherche dans différents secteurs de politique sociale, économique et environnementale peuvent être des partenaires clés pour les analyses nécessaires aux décideurs. Elles peuvent apporter une expertise technique (par exemple, de modélisation économique) et aider à élaborer des processus participatifs efficaces. C'est surtout intéressant lorsque vous travaillez avec des parties prenantes qui ne sont habituellement pas représentées dans les processus de planification publique (voir le **Module 1**). Les institutions de recherche peuvent aussi disposer de connaissances spécialisées sur les effets et opportunités dans certaines régions (voir le **Module 3**), des connaissances importantes pour l'élaboration de politiques et de réformes budgétaires qui permettent d'améliorer l'équité (voir le **Module 4**).

Des recherches à moyen et long terme peuvent aussi être nécessaires si différentes interventions pour une transition juste se produisent au fil du temps. Pour les faciliter, les gouvernements peuvent allouer un financement public aux recherches portant sur les politiques et les mesures, comme sur les changements socioéconomiques dans les régions en transition au fil du temps (c'est en lien avec les informations sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage du **Module 5.3**), ou un financement à la préparation d'une stratégie régionale d'innovation, qui peut faire partie d'une planification de diversification économique (voir le **Module 4.3**).

Une stratégie de recherche et d'innovation pour une région en transition peut inclure les éléments suivants :

- la vision, les objectifs et les principes directeurs ;
- une théorie du changement sur la manière dont la recherche et l'innovation vont soutenir un développement socioéconomique durable, et ainsi aider à mettre en œuvre une transition juste ;
- les domaines ou zones de grande importance sur lesquels se concentrer ;
- les lacunes que la recherche et les innovations technologiques (ou autres) devraient permettre de combler ;
- une description de la mise en œuvre du plan, y compris les questions d'allocation de ressources et de partenariats collaboratifs.

EXEMPLES

- Faire correspondre les compétences aux plans régionaux de développement économique, Pays de Galles
- Plan d'action pour renforcer les compétences utiles en cas d'urgence climatique, Écosse
- Programme des jeunes pour les sciences climatiques, Philippines
- Élaboration d'un programme pour le secteur des énergies renouvelables, Belize
- Centre des compétences du futur, Canada
- L'alliance Next Tourism Generation (NGT), Europe
- Création d'une capacité institutionnelle pour promouvoir les emplois verts, Équateur

RESSOURCES

[Des compétences meilleures pour des emplois meilleurs et une vie meilleure : une approche stratégique des politiques sur les compétences \(Organisation de coopération et de développement économiques, 2012\)](#) – Ce manuel aide les pays à identifier les forces et faiblesses de leurs systèmes nationaux de compétences, à les comparer sur la scène internationale et à élaborer des politiques qui peuvent transformer de meilleures compétences en meilleurs emplois, en croissance économique et en inclusion sociale. Ressource également disponible en allemand, espagnol, coréen, français et portugais.

[Guide pour élaborer des stratégies de recherche et d'innovation pour la spécialisation intelligente \(Commission européenne\) avec la Smart Specialization Platform et le manuel de mise en œuvre S3](#) – Ce guide présente le concept de spécialisation intelligente et offre des conseils sur la manière de mettre au point des stratégies de recherche et d'innovation en faveur de cette spécialisation intelligente. Ce guide est accompagné d'un [manuel de mise en œuvre](#) qui décrit des expériences passées et présente l'état de l'art actuel (développement théorique et mise en œuvre pratique). La [plateforme sur la spécialisation](#) intelligente offre d'autres ressources utiles.

[Perspectives sur les politiques et la pratique : exploiter le potentiel des mégadonnées au service des compétences \(Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, 2021\)](#) – Cette publication vise à soutenir ceux qui souhaitent prendre part aux échanges sur le potentiel des mégadonnées web pour l'élaboration de politiques de compétences. Il explique la manière dont ces données peuvent être utilisées pour limiter les difficultés sur le marché du travail, réduire les déséquilibres de compétences et renforcer les liens entre le marché du travail et le secteur de l'enseignement et de la formation.

[Soutenir l'innovation dans tous les types de régions, chapitre 4 de Politique d'innovation élargie pour toutes les régions et villes \(Organisation de coopération et de développement économiques, 2020\)](#) – Le Chapitre 4 de [Broad-based innovation policy for all regions and cities \(Politique d'innovation élargie pour toutes les régions et villes\)](#) met en avant la nécessité d'aller plus loin que l'approche orientée sur la recherche et les brevets pour les politiques d'innovation dans les régions qui ne disposent pas de capacités élargies de recherche de pointe. Il offre des conseils sur une approche séquentielle qui permet de renforcer les capacités régionales ainsi que les forces existantes.

[Boîte à outils VET \(Agence de coopération internationale allemande \[GIZ\], Union européenne et gouvernement allemand, 2017\)](#) – Cette boîte à outils vise à soutenir les pays qui élaborent des stratégies nationales de formation, enseignement et emploi techniques et professionnels et améliorent leurs systèmes de fourniture de services de formation, enseignement et emploi techniques et professionnels.

5.2 Mobiliser des ressources financières

Une transition juste nécessitera certainement des ressources importantes. Elle exige des investissements forts afin de créer un élan pour les transitions sous-jacentes sur le marché et dans le secteur technique (par exemple, pour promouvoir la transition vers une énergie plus propre, des transports électriques et plus encore). Elle exige aussi des financements pour aborder les questions d'équité de la transition grâce à des stratégies qui ciblent l'emploi et les questions sociales, économiques et environnementales.

Des financements sont nécessaires au niveau national, mais aussi dans les municipalités, les petites et moyennes entreprises et les communautés locales.

Des financements peuvent s'avérer nécessaires pour :

- Fournir une aide financière temporaire et des programmes de formation aux travailleurs déplacés, surtout si la planification de la transition a lieu lors de la fermeture d'une industrie, qui est un moment critique (à l'inverse d'une planification proactive).
- Étendre les protections sociales, comme les aides à la retraite pour les travailleurs plus âgés qui préfèrent arrêter de travailler plutôt que de suivre une nouvelle formation pour obtenir de nouveaux postes.
- Couvrir les coûts de la planification en elle-même, y compris les recherches, l'analyse, la coordination, l'engagement des parties prenantes et le suivi et l'évaluation. L'engagement des parties prenantes intègre le dialogue et d'autres activités, des exercices pour définir la vision, des produits de partage de connaissances et des processus.
- Dans certains cas, compenser les potentielles pertes de revenus. Par exemple par les gouvernements, les petites entreprises, les travailleurs ou les coûts d'un arrêt anticipé de ressources économiques, comme les centrales à charbon ou la restructuration des entreprises publiques et de leurs dettes.
- Traiter les autres effets négatifs de la transition pour des parties prenantes précises. Par exemple, pour compenser les coûts d'énergie et de transport pour les ménages pauvres, réduire les coûts des nouvelles technologies pour les petites exploitations agricoles ou les entreprises locales, rendre accessibles des programmes sur le marché du travail ou restaurer un environnement dégradé.
- Investir dans des infrastructures sociales et économiques dans les régions en transition, y compris dans les coûts de réaffectation des ressources dans le cadre de la stratégie de développement économique.
- Nettoyer les terres et les eaux dégradées par les anciennes activités minières ou industrielles.

Stratégie de financement

Une stratégie de financement d'une transition juste est essentielle au Plan de transition juste et peut servir de feuille de route, et ainsi aider à soutenir le flux de financements et à orienter leur utilisation.

Lorsque vous préparez une stratégie de financement, vous devez prendre en compte les éléments suivants :

- *L'échelle et le type de financement nécessaire, en fonction des stratégies identifiées.* Il peut être difficile d'estimer les coûts de différentes stratégies de promotion d'objectifs de transition juste. Ces estimations vont changer au fil du temps, avec l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles stratégies.
- *La manière dont les coûts financiers d'une transition sont répartis entre les différentes parties prenantes.* Il est nécessaire d'analyser les coûts potentiels pour les gouvernements, qui vont peut-être perdre des recettes, celles issues par exemple des impôts, redevances, taxes et frais payés par les entreprises qui sont en plein ralentissement. Il s'agit d'une phase importante de la planification, même lorsque le gouvernement fait face à une augmentation de la demande de programmes de protection sociale et doit investir dans des infrastructures pour attirer de nouvelles entreprises. Certains gouvernements, surtout locaux, peuvent être mal préparés aux manques financiers et économiques provoqués par la transition. Dans les communautés et dans les ménages, la stratégie doit aussi trouver comment aider les personnes les plus touchées (où celles le moins en mesure de s'adapter). Dans certaines situations, la transition peut augmenter le coût des besoins de base, comme ceux de l'énergie et l'eau. Les coûts plus élevés de ces services de base ont tendance à beaucoup plus peser sur les ménages pauvres, qui ont peu ou pas de tout de réserves financières.
- *Les options pour mobiliser de nouveaux financements (autres) et mieux utiliser les financements existants.* Par exemple, se servir d'une réforme budgétaire pour que les règlements budgétaires et les dépenses soutiennent la réalisation des objectifs de la transition, ou intégrer plus largement les objectifs de la transition juste dans les politiques et plans du gouvernement afin que la mise en place se fasse par le biais de mécanismes existants. En fonction du contexte, les sources de nouveaux financements peuvent inclure : des financements publics nationaux, des financements publics internationaux (y compris par le biais de fonds climatiques et de banques de développement), le secteur privé (y compris par le biais de partenariats public-privé ou d'autres instruments de financement mixte) et dans certains cas des organisations philanthropiques. Il peut aussi exister des financements issus de conseils de recherche scientifique qui peuvent aider à mener certaines analyses et permettre de prendre des décisions au fil du temps.

Mobiliser des financements

Parmi les mesures permettant de mobiliser des financements, nous pouvons citer :

- *Faire en sorte que la planification de la transition juste s'accorde avec les autres programmes politiques.* Cette mesure permet d'assurer que les financements existants (comme les budgets sectoriels) aident à réaliser les objectifs de transition juste.
- *Allouer plus de financements issus des budgets nationaux.* Il est essentiel pour les gouvernements d'investir plus dans les infrastructures stratégiques dans les régions touchées et de garantir que les villes peuvent continuer à fournir les services de base à leurs communautés.
- *Mettre en place une réforme budgétaire (changements dans la taxation ou dans les dépenses du gouvernement).* Ces réformes aident par exemple les ménages plus pauvres ou les entreprises vulnérables à résister aux augmentations des coûts provoquées par la transition. Une réforme budgétaire peut aussi réorienter des ressources financières et financer des protections sociales ou des activités productives dans la nouvelle économie au lieu d'activités non productives ou néfastes (comme des subventions aux carburants fossiles). Les opportunités de réformes dépendent de l'accès du gouvernement à de nouveaux financements à un coût raisonnable et/ou de sa capacité à modifier ses dépenses. La réforme budgétaire en elle-même peut créer des risques pour différents groupes sociaux. Sa conception doit donc garantir que le poids financier ne sera pas supporté par les personnes pauvres et vulnérables.
- *Restructurer la dette des gouvernements nationaux et/ou des municipalités locales.* Cette mesure aide à diminuer les coûts de la dette existante et à compenser les éventuelles pertes de recettes provoquées par la transition.
- *Renforcer les systèmes de gestion des finances publiques, le cas échéant.* Cette mesure aide à améliorer la capacité du gouvernement à gérer ses ressources publiques. Pour couvrir les coûts des programmes et réformes de transition, certains gouvernements peuvent être poussés à s'endetter davantage. Une telle décision peut poser problème, par exemple lorsque les taux de la dette publique sont déjà élevés. Des systèmes solides de gestion des finances publiques servent de base pour évaluer correctement les coûts et les bénéfices d'un nouvel endettement.
- *Mener un examen institutionnel des dépenses publiques en fonction des objectifs de la transition juste.* Différents pays ont utilisé la méthode d'examen institutionnel des dépenses publiques dans le domaine climatique afin d'analyser les dépenses climatiques dans leur ensemble. Cet examen se fonde sur des analyses quantitatives et qualitatives pour observer les éléments suivants :
 - la manière dont les objectifs climatiques sont intégrés au paysage politique (aux niveaux national et infranational) ;
 - l'architecture institutionnelle qui permet la réalisation des objectifs climatiques, y compris la coordination au sein du gouvernement et les formes de décentralisation ;
 - l'échelle et la répartition des dépenses publiques pertinentes pour les objectifs climatiques.

Une méthode similaire pour les objectifs de transition juste pourrait révéler d'importants problèmes de financement et montrer comment sont déjà utilisées les ressources publiques en faveur des objectifs de transition juste.

- *Renforcer les mécanismes afin de garantir que les dégradations environnementales soient bien traitées.* Cette mesure est particulièrement importante lorsque des secteurs comme l'exploitation minière et la production mettent un terme à leurs activités. Elle aide aussi à assurer que les coûts de restauration environnementale ne soient pas transférés du secteur privé au secteur public (elle aide donc à faire respecter le principe du « pollueur payeur » lorsque c'est possible). Par exemple, les entreprises minières pourraient devoir fournir des obligations au gouvernement afin de couvrir les futurs coûts de restauration des sites et de faire respecter les réglementations sur le nettoyage des terres.
- *Prendre en compte le rôle de différents mécanismes afin de mobiliser des financements privés.* Des mécanismes tels que des partenariats public-privé ou des mécanismes de partage des risques, comme des garanties, peuvent mobiliser des financements privés dans certains contextes et dans certains secteurs. La base de données de la Banque mondiale sur la [participation du secteur privé dans les infrastructures](#) montre que le secteur privé a été mobilisé dans les domaines de l'énergie et des transports, bien qu'il semble y avoir un intérêt grandissant pour les technologies de l'information et de la communication.

Il est important que les financements soient mobilisés non seulement pour soutenir les efforts nationaux, mais aussi pour permettre aux gouvernements locaux et aux communautés locales de préparer et mettre en œuvre des plans de transition locale, tout en continuant à offrir aux populations les services de base.

EXEMPLES

- Capitaliser un fonds vert pour aider les régions en transition, Grèce
- Bourses pour les communautés afin d'intégrer les questions de justice aux actions climatiques, États-Unis
- Financement pour aider les agriculteurs à participer à la transition vers une agriculture durable, Pays-Bas
- Économies obtenues grâce à une réforme budgétaire visant à compenser les effets de la transition, Indonésie et Ghana
- Fonds pour une transition juste pour les communautés liées au charbon, États-Unis
- Notes d'opportunité sur le marché qui mettent en avant les opportunités d'investissement dans l'économie verte, Afrique du Sud
- Fonds spécial pour les licenciements dans les secteurs du charbon et de l'acier, Chine
- Plusieurs fonds spécifiques pour la transition juste, Europe

RESSOURCES

[Manuel à destination des responsables des infrastructures résilientes au changement climatique \(Global Center on Adaptation, 2021\)](#) – Ce manuel vise à renforcer en amont les capacités des praticiens afin d'intégrer la résilience climatique aux partenariats public-privé dans les infrastructures. Il identifie les points d'entrée clés tout au long du cycle du projet de partenariat public-privé afin d'y intégrer la résilience et de fournir les outils et connaissances nécessaires aux praticiens.

[Outil d'élaboration de politiques pour les villes vertes : financement \(Banque européenne pour la reconstruction et le développement\)](#) – Cette ressource explore les différentes initiatives d'élaboration de politiques visant à promouvoir un meilleur accès aux financements et aux fonds durables afin de permettre de choisir des investissements de manière décentralisée. Elle a été pensée pour les municipalités, afin qu'elles renforcent leur statut financier, financent les projets nécessaires et puissent devenir des villes vertes et durables.

[Outil pour le financement d'une transition juste pour les activités bancaires et d'investissements \(Organisation internationale du Travail et Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de la LSE, 2022\)](#) – Cet outil décrit le concept de transition juste et donne des conseils pratiques aux institutions financières afin qu'elles intègrent les questions relatives à la transition juste dans leurs stratégies et opérations.

[Partenariats public-privé par thème : partenariats public-privé climato-intelligents \(Banque mondiale\)](#) – Cette ressource rassemble plusieurs publications de la Banque mondiale sur les partenariats public-privé. Ces publications peuvent être triées par secteur ou sujet et par type d'outil ou de ressource. Vous trouverez des informations complémentaires dans les boîtes à outils de la Banque mondiale sur les [partenariats public-privé dans les infrastructures](#).

[Boîte à outils sur les partenariats public-privé dans les infrastructures \(Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque interaméricaine de développement, Banque islamique de développement, Mécanisme consultatif sur les infrastructures public-privé \[PPIAF\] : investissement dans les infrastructures propices, Membre du fonds d'investissement multilatéral du Groupe de la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, 2016\)](#) – Cette boîte à outils présente des outils permettant de prendre les meilleures décisions dans le domaine des infrastructures et des partenariats public-privé. L'objectif de ces outils est d'améliorer les résultats des partenariats public-privé dans le monde entier, surtout sur les marchés émergents et dans les économies en développement, tout en harmonisant les capacités de planification, préparation et mise en place de partenariats public-privé dans leur secteur public respectif.

[Cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques \[ESRAF\]. Notes sur les bonnes pratiques : pour des réformes des subventions fondées sur des éléments probants\) \(Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale\)](#) – Il s'agit d'un aperçu du cadre d'évaluation de la réforme des subventions énergétiques (ESRAF). L'ESRAF se compose de 10 notes sur les bonnes pratiques qui aident à analyser les subventions aux énergies, à évaluer les effets d'une réforme des subventions et à comprendre le contexte politique d'une réforme des subventions dans les pays en développement.

[Boîte à outils pour un financement en faveur de la transition \(Commission européenne, 2021\)](#) – Cette boîte à outils offre des conseils sur la manière de mobiliser de manière efficace plusieurs sources de financement

pour les projets de transition dans les régions charbonnières. Elle se concentre surtout sur les fonds de l'UE, mais aborde aussi d'autres sources de financement intéressantes. Elle partage des principes directeurs et des exemples inspirants qui peuvent aider les praticiens à élaborer leurs stratégies de financement. *Cette ressource est également disponible en allemand, en tchèque, en polonais et en roumain.*

[Exploiter l'assurance financière pour réduire les risques de non-remise en état des mines : éléments à prendre en compte pour les gouvernements autochtone et de Colombie-Britannique \(British Columbia First Nations Energy and Mining Council, 2019\)](#) – Cet article montre la manière dont de meilleures exigences dans le domaine de l'assurance financière peuvent aider à mieux protéger les communautés et les contribuables des risques d'une non-remise en état des mines. Ce rapport se concentre sur la province canadienne de la Colombie-Britannique, mais peut aussi servir dans d'autres contextes liés aux mécanismes d'assurance financière.

5.3 Suivi, évaluation et apprentissage

Le suivi est la collecte périodique et systématique d'informations. Cette activité aide à suivre les résultats et les effets des programmes et/ou projets.

L'évaluation est l'évaluation systématique et rigoureuse des programmes et/ou projets. Cette activité est essentielle pour apprendre, se responsabiliser et/ou prendre des décisions.

L'apprentissage est l'acquisition de connaissance ou de compétences par le biais de l'expérience, des études ou de l'enseignement. Nous estimons que l'apprentissage atteint son objectif lorsque de nouvelles connaissances sont utilisées pour façonner les comportements, par exemple pour prendre des décisions ou des mesures.

Une stratégie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage doit aider à orienter et renforcer la transition juste grâce à la gestion des résultats, la responsabilisation et l'apprentissage dans le cadre de programmes et de projets. Lorsque des approches de suivi, d'évaluation et d'apprentissage sont mises en place de manière complémentaire, elles peuvent se fonder les unes sur les autres. Cette technique aide à sans cesse améliorer et innover, et permet aux activités de changer de voie si elles n'atteignent pas les résultats souhaités ou si les conditions changent.

L'élaboration d'une telle stratégie pour une transition juste pose des défis uniques. En effet, les objectifs dans ce cas sont beaucoup plus vastes que d'assurer un travail à tous les travailleurs déplacés, par exemple. Si la stratégie de transition opte pour une approche transformationnelle, elle cherchera à lutter contre des problèmes systémiques. Cela signifie que la stratégie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage doit dépasser les frontières spécifiques du projet. Pour s'attaquer à des injustices à plus grande échelle, il est nécessaire d'adopter des perspectives intégrées qui se penchent sur tout le système ainsi que sur les horizons à plus long terme.

Les outils suivants aident à élaborer une stratégie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour une transition juste :

- Élaborer un programme de transition juste et/ou un projet de [théorie du changement et/ou un cadre logique](#) afin de réfléchir aux différentes voies possibles de changement. Une théorie du changement explique la manière dont une intervention devrait générer des résultats et des effets voulus. Lors de l'élaboration d'une théorie du changement pour une transition juste, il est important de prendre en compte des facteurs ou effets externes qui dépassent les limites des projets précis et qui pourraient avoir un effet sur la justice sociale, économique et environnementale.
- Plusieurs [approches de suivi et d'évaluation](#) peuvent aider à suivre et évaluer la théorie élaborée et sa mise en pratique. Ces approches sont intéressantes pour les phases de conception, de mise en œuvre et d'examen d'un programme et/ou d'un projet. L'élaboration d'indicateurs adaptés au contexte ou de signaux du changement dans le cadre de ces approches offrira une manière de définir et de décrire le changement attendu et de choisir des objectifs qui pourront être suivis.
- Les [principes et pratiques d'apprentissage émergent](#) peuvent aider à apprendre et à s'adapter afin de relever les défis complexes d'une transition juste grâce à des outils pratiques (comme des examens avant et après une activité et les journaux d'apprentissage).

EXEMPLES

- Tirer des leçons des premiers efforts de transition, Nouvelle-Zélande

RESSOURCES

[Site Internet de Better evaluation \(Global Evaluation Initiative\)](#) – Cette banque de connaissances se concentre sur les meilleures manières de planifier, gérer, mener et utiliser une évaluation. Elle contient des informations et des conseils sur plus de 300 modèles et processus utilisés pour des évaluations. Elle intègre aussi des articles écrits par des experts du domaine, ainsi que des guides et des outils, comme le guide du responsable sur l'évaluation et GeneraTOR, le générateur de cahiers des charges.

[Listes de contrôle sur le genre pour plusieurs secteurs précis \(Banque asiatique de développement\)](#) – Ce site Internet propose une large gamme de boîtes à outils et de conseils pour plusieurs secteurs, y compris pour avancer vers plus d'égalité entre les genres dans les domaines suivants : agriculture et ressources naturelles ; éducation ; énergie ; résultats et indicateurs de l'égalité des genres ; santé ; loi et politique ; financement et développement des micros, petites et moyennes entreprises ; gestion du secteur public ; réinstallation ; transport ; développement urbain et logement ; eau et assainissement.
Certaines de ces ressources sont disponibles en bengali, en indonésien, en népalais, en vietnamien et en russe.

[Suivre la transition vers une économie bas carbone : une approche stratégique du développement local \(Organisation de coopération et de développement économiques, 2015\)](#) – Ce document de travail explore les indicateurs clés de transition régionale vers une économie bas carbone. L'objectif de ce projet était de fournir des indicateurs mesurables et précis aux niveaux régional/local afin de fournir aux gouvernements locaux, et à d'autres institutions, des principes de suivi, axés sur le développement d'un cadre d'indicateurs sur la croissance verte locale.

[10 étapes pour un système de suivi et d'évaluation basé sur les résultats : manuel pour les praticiens du développement \(Banque mondiale, 2004\)](#) – Ce manuel propose un modèle complet en 10 étapes qui vise à aider les praticiens qui élaborent et construisent des systèmes de suivi et d'évaluation basés sur les résultats. Ces étapes commencent par une évaluation de la préparation et font découvrir aux praticiens les questions de conception, de gestion et de durabilité de ces systèmes.

[Plans territoriaux de transition juste : guide pour un cadre d'évaluation comparatif \(Centre for the Study of Democracy, 2021\)](#) – Ce guide aide à élaborer des plans territoriaux de transition juste en Europe, dans le cadre d'une stratégie plus large de transition dans le secteur de l'énergie et selon les trois piliers de l'engagement des parties prenantes, des objectifs de décarbonation et du potentiel de la transformation verte. Voir la section sur la « méthode ».

[Partenariat de formation sur le changement transformationnel \(Fonds d'investissement climatiques\)](#) – Ce guide aide à élaborer des plans territoriaux de transition juste en Europe, dans le cadre d'une stratégie plus large de transition dans le secteur de l'énergie et selon les trois piliers de l'engagement des parties prenantes, des objectifs de décarbonation et du potentiel de la transformation verte. Voir la section sur la « méthode ».

[Qu'est-ce que l'apprentissage émergent ? \(Emergent Learning\)](#) – Ce site Internet partage les principes et pratiques de l'apprentissage émergent afin d'aider les personnes au sein d'un système à penser, à apprendre, à s'adapter, à relever des défis complexes et à atteindre d'importants objectifs de changement social.